

# MEDIAS INTEGRATEURS AU MAROC



Le Media Diversity Institute (MDI) travaille au niveau international pour encourager et faciliter une couverture médiatique responsable de la diversité. Il vise à empêcher les médias de façon intentionnelle ou non intentionnelle d'encourager les préjugés, l'intolérance et la haine, qui peuvent conduire à des tensions sociales, les disputes et les conflits violents. Par contre, MDI encourage une couverture médiatique juste, précise, inclusive et sensible dans le but de promouvoir la compréhension entre les différents groupes et cultures.

Médias Intégrateurs au Maroc: transcription de la Conférence des décideurs des médias «Médias intégrateurs pour des sociétés intégrées» et la table ronde « Espace public et liberté d'expression pour tous les citoyens marocains dans les médias», Rabat Juillet 2009

Rédaction anglais: Tim Williams

Rédaction français: Mona El Hamdani

Transcripteur: Idrissi Asmae / Mona El Hamdani

Traduction (arabe): Idrissi Asmae / Mona El Hamdani

Traduction (français): Idrissi Asmae / Mona El Hamdani

Designer: Mohamed Amin El Hamdani

Crédits photo: Labo El Menzeh

# SOMMAIRE

<b>Préface</b>	P 6
<b>Allocution de bienvenue par Milica Pesic</b> , Directrice exécutive du Media Diversity Institute	P 8
<b>Allocution de bienvenue par André Azoulay</b> , Conseiller de SM Mohammed VI et le président de la Fondation Anna Lindh	P 9
<b>Allocution de bienvenue par Khalid Naciri</b> , ministre de Communication du gouvernement marocain	P 11
<b>Allocution de bienvenue par Tim Morris</b> , l'ambassadeur britannique	P 14
<b>Session 1:</b> Discussion de groupe: Qui devrait régulariser les médias?	P 16
<b>Session 2:</b> Discussion de groupe: Est-ce que nos médias reflètent notre réalité?	P 31
<b>Session 3:</b> Discussion de groupe: Sensationnalisme ou le journalisme responsable?	P 36
<b>Table ronde:</b> «Espace public et liberté d'expression pour tous les citoyens marocains dans les médias»	P 47
<b>Annexe 1:</b> Liste des participants à la Table ronde	P 59
<b>Annexe 2:</b> Biographie des intervenants	P 60
<b>Annexe 3:</b> Déclaration universelle des droits de l'homme	P 64
<b>Annexe 4:</b> La Déclaration des droits et devoirs des journalistes	P 70
<b>Annexe 5:</b> Etude sur les médias et la diversité en Europe	P 72

# PRÉFACE

Par Milica Pesic  
Directrice exécutive du  
Media Diversity Institute



Ce livret couvre les débats de deux jours extraordinaires en Juillet 2009, où 150 experts dans le domaine des médias en provenance du Maroc, du Maghreb, Moyen Orient et d'Europe ont partagé leurs opinions sur le journalisme responsable dans le contexte nord-africain.

La conférence a été l'occasion de débats sur le journalisme responsable, ainsi que les raisons juridiques, éthiques et financières pour la couverture intégrative. Il a ouvert le dialogue sur le rôle des médias comme un forum de dialogue national sur les questions autour de la diversité et la nécessité d'un code national de déontologie relatif au journalisme intégrateur.

Les médias ont fait face à de nombreux défis au Maroc. Pour reprendre les mots d'André Azoulay: ... «Le Maroc a encore un long voyage pour réaliser une culture médiatique nourri par le pluralisme et l'éthique et forgé avec la même urgence par une compréhension commune des responsabilités partagées. Ce défi est une priorité nationale - comme tout aussi pressante que beaucoup de questions politiques ou économiques d'actualité. »

Les nouveaux médias indépendants au Maroc contestent les limites de la liberté d'expression dans le contexte local. La presse commerciale - qui date d'à peine 10 ans - est entrain de tester en particulier son nouveau rôle, mais le gouvernement et les tribunaux saisissent les éditions et sanctionnent les rédacteurs de journaux, quand ils se font sentir à franchir les «lignes rouges» d'éthique journalistique au Maroc.

Le livre est destiné à remplir un certain nombre de rôles. Il s'agit d'un document d'archive, qui reflète les échos de certaines des principales questions que les médias et les organismes de l'Etat sont entrain de discuter durant la post libéralisation de la presse. Le livre est aussi un ouvrage de référence utile pour les étudiants de journalisme comparatif, tant au Maroc qu'à

l'étranger. Il est également destiné à fournir un aperçu de questions, une étude préliminaire, qui peut être utilisé par les médias et les structures gouvernementales à l'avenir pour suivre les progrès. Enfin, les débats, ici aideront à orienter les travaux du Media Diversity Institute au Maroc, de sorte que les activités futures avec les journalistes, professeurs de journalisme et de la société civile seront plus adéquates aux besoins locaux.

La conférence « Les médias intégrateurs pour des sociétés intégrées » n'aurait pas été possible sans l'aide de ses trois conférenciers d'honneur : M. André Azoulay, Conseiller de SM le Roi Mohammed VI, M. Khalid Naciri, Ministre de Communication du Gouvernement du Maroc, et M. Tim Morris, L'Ambassadeur Britannique.

MDI reconnaît avec gratitude le soutien de l'ambassade britannique à Rabat, qui travaille en partenariat avec le gouvernement marocain afin de renforcer le rôle des médias dans cette société en mutation rapide.



MEDIAS INTEGRATEURS POUR DES SOCIETES INTEGRÉES

Médias Intégrateurs au Maroc: transcription de la Conférence  
des décideurs des médias

17 Juillet 2009  
Hôtel La Tour Hassan, Rabat

## ALLOCUTIONS DE BIENVENUE:

**Milica Pesic**, Directrice exécutive du MDI

En tant que directrice exécutive du Media Diversity Institute (MDI), je suis ravie de vous accueillir tous ici. Je tiens à vous remercier pour avoir trouvé le temps dans vos agenda d'été occupé pour prendre part à la conférence «médias intégrateurs pour la des sociétés intégrées».

Nous voyons cette conférence comme une occasion pour les responsables des médias, les décideurs, les régulateurs des médias, les journalistes, les rédacteurs, les propriétaires et les rédacteurs en chef des médias pour discuter des défis, les chutes et les solutions relatifs au journalisme responsable et un de ses principaux composants: l'intégration.

MDI a travaillé déjà avec des journalistes dans 51 États. Le Maroc est notre 52ème état, donc je tiens à remercier le Maroc pour nous faire deux États plus grand que les États Unis!

Notre travail est basé sur le principe d'une meilleure compréhension «des autres» - c'est à dire ceux des membres de nos sociétés qui sont des citoyens et des électeurs - de mieux comprendre la culture des autres, les identités des autres, leurs attitudes politiques et sociales. Nous pensons que dans la démocratie, dans les sociétés démocratiques et dans les sociétés qui passent par le processus de démocratisation comme le Maroc, les nouveaux médias peuvent et doivent jouer un rôle crucial dans l'expression des voix de tous les citoyens indépendamment de leur appartenance ethnique, leur race, leur religion, leur capacités physiques ou mentales, leur statut social, leur l'âge ou leur sexe.

Ce principe sera mieux respecté si les médias adoptent la pratique d'un journalisme responsable, que nous définissons comme: juste, précis, équilibré, sensible et intégrateur. Intégrateur pour nous signifie, que les médias intègrent différentes voix dans tout débat sur des questions qui sont pertinentes à tous les membres de la société.

Je pense que c'est très important de souligner que ce que nous allons discuter aujourd'hui est d'une grande importance en Europe également. Ce n'est pas seulement un problème marocain. Je pense

personnellement qu'il est le principal problème pour les médias de notre époque.

Vous trouverez dans vos dossiers une copie avancée de l'étude «Media4Diversity», que MDI vient d'élaborer à la commission européenne. La publication sera prête en français et en anglais d'ici mi-août. L'étude couvre 30 pays européens - les 27 États membres de l'UE et les trois pays de l'EFTA. Ce que nous avons découvert grâce à cette recherche est que, dans une large mesure les médias européens voient toujours l'Europe comme étant seulement blanc et chrétien. Cela n'a pas été le cas en Europe pour un bon moment. Donc il y'a beaucoup de travail à faire en Europe. Dans cette étude, nous avons formulé des recommandations pour les décideurs politiques de l'union européenne, les décideurs politiques nationaux, pour l'industrie des médias et les organisations de la société civile.

Nous espérons que vous trouverez cette conférence utile et agréable. Je suis impatiente pour travailler avec vous tous lors de cette conférence, et ensuite pour les années à venir. Maintenant, j'ai le grand plaisir de vous présenter notre conférencier principal, M. André Azoulay, Conseiller de SM le Roi Mohammed VI. M. Azoulay souhaitez-vous prendre la parole:



## Mr André Azoulay, Conseiller de SM le Roi

Je vais m'exprimer en français si vous le voulez bien parce que je crois que c'est la langue la plus largement partagée par la sale. Mr. Le ministre, Mr. L'ambassadeur, Mme. Pesic, chères amis. Ce ne sera pas un discours magistral, je ne suis pas en position de Key Note Speaker this morning, je suis là simplement autant que citoyen qui est intéressé et qui se sent concerné par tout ce que ce programme veut développer et être à ce tribunal ce matin pour parler de déontologie, pour parler d'éthique, pour parler d'une communauté médiatique intégrée à la société qu'elle écoute, qu'elle regarde, qu'elle exprime ; et à la fois réconfortant et rafraîchissant. Nous sommes dans une réalité au quotidien qui n'est pas nécessairement inscrite dans cette perspective, quand on parle de tous les mécanismes qui font l'opinion, tant dans le niveau de ceux qui émettent l'information, de ceux qui la reçoivent et de ceux qui sont les intermédiaires. Je ne voudrais pas d'ailleurs ici sur un sujet qui est sensible qui est même passionnel chez nous, de me placer en position d'expert de donneur de leçon ou d'un prescripteur. Je crois simplement que le moment est venu, dans notre pays, un pays où chacun ici mesure la dynamique qui le tire pour faire de notre projet de société un projet cohérent un projet ambitieux, un projet complet qui s'exprime de mieux en mieux et de plus en plus profondément dans son exercice démocratique qui remet à niveau, réforme, régule ou dérégule son économie ; mais ça marche. Un pays qui est entraîné de retrouver également ou de reconquérir ou de construire ces équilibres sociaux. Un pays qui à toujours su à la fois consolider, protéger et afficher ça différence qu'ont-ils s'agit de faire dialoguer toutes nos histoires et quand ces histoires sont aussi riches aussi mêlées que les nôtres quand on est marocain. Un pays qui a su de faire de la diversité culturelle ou de la diversité spirituelle un atout et dans beaucoup de cas autour de nous, alors que l'ont a généralement régressé un exemple, mais dans ce paysage qui bouge qui performe la dimension ou la partie qui est sensée nourrir cette relation ou cette dynamique entre celui qui crée matière d'information et celui qui doit en prendre connaissance et celui qui est au milieu à la lourde responsabilité : un d'écouter, deux

éventuellement de comprendre et trois de la retransmettre. Je crois que dans cet espace là nous serions tous collectivement, et je parle autant qu'individu et pas autant que Conseiller de Sa Majesté, je ne parle pas non plus autant que président de la fondation Analinth, ou nulle qu'il compte de mes qualités officielles, je parle simplement autant qu'un individu et citoyen. Je crois que le moment est venu pour que cet espace là prend ce train qui a été lancé qui est celui de la modernisation celui de la responsabilité celui de la sérénité, qui est celui d'une démarche comme l'a dit Mme. Pesic qui sera à la fois animée par des critères qui sont simplement, ça s'exprime simplement en anglais quand on dit : FAIR, je ne sais pas comment on pourra le transmettre ou le traduire en français, s'agissent du monde de l'information et de la communication mais je le dit en anglais. Inclusive aussi, quand on dit intégration c'est moins bon qu'inclusive dans toutes ces nuances et dans tous ces défis, mais il est important que nous ayons ensemble cette notion. Ce n'est pas parce qu'on est décideur d'un côté un journaliste de l'autre que l'on est nécessairement installé dans une dialectique ou une logique qui serait celle d'abord de deux univers séparés. On est dans le même pays que l'ont fabriqué de l'information ou que l'ont traité, on est dans le même espace. Il n'y a aucune raison que les mêmes règles ne s'appliquent pas à nous simplement parce que on serait émetteurs de l'information et quelqu'un chargé de la traiter de l'autre. On peut avoir une approche qui est une approche sereine une approche positive, une approche professionnelle et une approche inclusive et non simplement inspirée par une sorte de critère dominant ou de postulat qui ferait que : si ça va bien, c'est suspect. Et si ce monsieur qui vous parle vous dit des choses qui ne sont pas nécessairement celles de l'échec, il faut faire attention. Et si par malheur quelqu'un fait des choses biens et remarquables il faut voir ou est le piège. Et de la même façon, ça je le dis pour celui qui est l'intermédiaire entre l'action et l'opinion celui qui est prescripteur celui qui fabrique le traitement à la fois de la pédagogie, de l'analyse, de l'évaluation et de la critique il peut avoir intellectuellement et pourquoi pas professionnellement une autre attitude une autre

approche. C'est au contraire cela rentre dans ce que vous aviez mentionné tout à l'heure en vous référant à la déontologie, à l'éthique et à la noblesse de son métier. De la même façon du côté de la barre d'où je me situe, on doit être beaucoup plus serein, ce n'est pas parce que l'on a fait des choses bien qu'on est nécessairement en position d'exiger que à la fois la brosse à relieur fonctionne de manière permanente ou qu'on va nécessairement, mécaniquement et automatiquement comprendre ce que vous dites à ceux qui sont chargés de le transmettre. Mon attitude était toujours celle à la fois de la distance, celle du respect de tous les métiers que vous représentez ici, celle du droit à la critique de la façon dont c'est fait éventuellement, mais ce n'est pas mon approche personnelle. Ce de nous parlons aujourd'hui c'est haut de là, des caractéristiques individuelles ou de tous ce qui pourra être conjoncturelle. Ce de nous parlons aujourd'hui, c'est pour ça que je suis heureux que l'ouverture de ce cycle qui se situe sur la durée qui est à la fois pédagogique formateur ; et vous savez quand on veut faire de la pédagogie ou parler d'éthique et de déontologie et quand on vient de Londres ou de l'Angleterre il faut savoir que ça a un sens particulier. J'ai eu moi la chance d'être dans la communauté de professionnels de vos métiers ; pas longtemps, 3 ans dans une carrière professionnelle qui en compte déjà plus que 40 ans, c'était vraiment marginal, évasif et très léger mais j'en garde un souvenir suffisamment précieux auquel j'attache beaucoup d'importance pour me sentir, malgré le fait que ça était très léger, un peu concerner parce que nous disons ici. Je me souviens quand je suis entré dans cet univers il y a très longtemps, la référence anglaise ou la culture anglaise ou la conception de l'information et les règles du jeu qui sont celles de la Grande-Bretagne et de la presse britannique sont étaient déjà à l'époque la référence, le critère et l'excellence. Si je parlais par exemple depuis Madrid, je ne veux pas faire de cas particulier, je parlais dans une autre capitale d'éthique ou d'inclusive journalism ou de déontologie ça ne doit pas être la même consonance que si j'étais à Flip Street et si je n'avais pas autour de moi l'ambassadeur de la Grande-Bretagne et le MDI. Donc c'est une chance c'est un atout et c'est aussi une responsabilité. Je crois qu'on n'a pas le droit de rater ce rendez-vous, il vient à son heure. Il vient à son heure parce que l'on va tous s'enrichir collectivement de ce qui va se décider, de vos débats, des inputs que vous allez nous apporter à

tous dans ce domaine. Mais il vient à son heure parce que je crois que dans ce paysage marocain recomposer, recomposer partout, politiquement, culturellement, socialement, économiquement vous savez ont été dérégulés dans les domaines les plus difficiles, les incertains, ceux qui n'étaient pas nécessairement dans les champs de nos traditions de nos compétences et ont réussi. Il y'a aujourd'hui, puisqu'on parle à Rabat en juillet 2009, une réalité nationale qui est celle du mouvement, une culture qui est aussi dominante d'une vision à la fois positive et que la majorité des Marocains se sont réappropriés comme étant la leurs, d'un Maroc qui vit, d'un Maroc qui bouge, d'un Maroc qui est ouvert au débat, au doute, à la critique mais qui sait situer tout cela dans une cohérence qui n'est pas celle, ni de la confrontation permanente, ni de la rupture avec quoi que ce soit en terme de règles citoyennes, civiques, déontologiques et éthiques et moi je ne vois aucune raison que notre espace médiatique se tienne à l'écart de cette réalité nationale, il n'a pas le droit, et pourquoi l'accepterai ? Nous, nous mettrons collectivement en dehors de cette dynamique et ça sera un rendez-vous qui peut être nous allons manquer et il y'a aucune raison. Donc je crois que le moment est propice et c'est un luxe, on a besoin, on a besoin de reconstruire un contact qui est celui à la fois de la confiance et du respect mutuel sans que se la ne trahisse en quoi que ce soit, ne pollue en rien l'ancrage éthique, l'ancrage déontologique et l'ancrage responsable qui doit être celui de tous les métiers que vous représentez ici.

À la sortie chacun sera plus fort et personne n'aura trahi le contrat, win win game, c'est le moment. Et ce le moment d'aborder ces questions avec maturité et responsabilité. Le moment est également venu pour en parler clairement, franchement qui est ce qui doit être fait pour que cette intégration de la communauté de la communication, de l'information, des médias dans ce paysage marocain dérégulé en mouvement et dynamique est en train de reconquérir toutes les dimensions citoyennes et civiques de la nation, cette dynamique doit être aussi nourrie par peut être un espace de l'information et de la communication qui puise aussi ces forces et sa capacité de s'imposer dans les métiers qui sont les siens mais de s'imposer aussi économiquement, professionnellement par une référence que personne ne peut contester et qui est incontournable dans les métiers qui sont les vôtres et qui sont celles, encore une fois, de l'éthique, de la déontologie et ça fonctionne dans

les deux sens . ca fonctionne pour ceux qui créent matière d'information, eux aussi doivent savoir leurs responsabilités et les règles qui s'imposent à eux. Et ceux qui écoutent cette information et qui la traite doivent nécessairement donner a leurs exercices cette dimension qui est celle du respect de toute les richesses de tous les atouts qui sont celles de vos métiers.

Don voila, je ne voulais pas faire de discours magistrale je voulais et encore une fois partager le point de vue qui est celui simplement d'un individu d'un citoyen. Je me sens concerner en tant que individu et je me sens en situation de responsabilité en tant que citoyen pour évoquer ce projet. Ce n'est pas ni formelle, ni protocolaire, ni un discours de convenance et encore moins un discours pour le quel je n'est pas qualifié dans la tribune ce matin. Mr. Le ministre vous dira avec responsabilité qui est la sienne tous ce qui est réalisé et tous ce qui reste à faire dans ces métiers. Je veux juste avec vous évoquer ce rendez-vous qui nous est donné et les promesses qui peuvent éventuellement l'accompagner. Merci.

### Milica Pesic, Directrice exécutive du MDI

Merci beaucoup, M. Azoulay pour ce discours très inspirant. Il donnera le ton de nos discussions, et j'espère que vous acceptez notre offre d'être le patron de notre projet.

Je tiens particulièrement à remercier M. Khalid Naciri, le ministre marocain de communications, dont le ministère a soutenu notre projet, d'avoir accepté gentiment d'accueillir chacun de nous. M. Naciri s'il vous plaît.

### Khalid Naciri, Ministre de communications

Merci Mme. La présidente, Mr. le Conseiller de Sa Majesté, Mr. L'ambassadeur du Royaume Uni, Mme. La directrice générale permettez moi d'abord de dire le plaisir que je ressens à être parmi vous à me retrouver parmi des hommes et des femmes qui appartiennent un monde qui était quelque part mon monde puisque moi-même sans avoir été journaliste professionnelle je l'ai pratiqué. Je l'ai pratiqué dans des conditions autrement plus difficiles que celles que nous vivons aujourd'hui. Ce qui me permet de peut être porter un regard, disant je partage avec la profession qui est celui de regarder de manière critique. La profession tient énormément à porter un regard critique sur son

visée à vie, et bien ce visée à vie a également le même droit de porter un regard critique sur le monde extérieur et sur la profession elle-même ; dont il est évident que l'objectif infini, que le gouvernement que j'ai l'honneur de représenter dans cette table ronde, partage avec les plus lucides les plus engagés parmi la profession partage avec vous, avec le MDI qui a impulsé cette réflexion collective qui sera donc l'occasion d'un certain nombre de regards croisés sur les principes fondateurs sur les concepts centraux autour desquels vous avez structuré cette table ronde et sur les perspectives qui doit être engagés comme la dit monsieur le conseiller. Nous devons, mon rôle aussi et de parler avec la profession avec vous de tous se qui a été fait parce qu'il ne c'est pas. Par honnêteté intellectuelle, beaucoup a été fait grâce à l'implication grâce à la vision, grâce à la générosité d'esprit de tous ceux qui croient, mais il est vrai également qu'il reste beaucoup à faire, je suis le premier à l'affirmer parce que j'affirme je réaffirme que le combat est encore inachevé. Je parle de combat, qu'il y'a du travail à accomplir et cela doit se faire en bonne intelligence dans une synergie dans une cohérence dans une démarche éthique et professionnelle appropriée. Je me retrouve parfaitement, Mme. La directrice générale mes dames, monsieur, dans les concepts centraux j'ai pris soin de les noter en lisant les documents de base qui servent de guideline. Je me fais le plaisir de les répéter, je les ai tous trouvés je n'ai rien inventé, je les ai tous trouvés dans vos documents : liberté, pluralisme, responsabilité intégration, inclusion, égalité, moralité, dialogue national, diversité, éthique. Mais quel bonheur de se retrouver dans ce florilège de concepts fondateurs que nous avons parfois, aussi bien les gouvernants que les femmes et les hommes de la presse, que nous avons tendance à oublier tant il est vrai que peut être, faisant une lecture positive pris dans le feu de l'action quotidienne ont parfois tendance d'oublier un certain nombre d'évidences fondatrices, d'évidences fondamentales. Diversité et intégration, je dirai qu'au Maroc nous connaissons, nous les connaissons depuis longtemps et permettez moi de faire un très rapide rappel dans la dimension institutionnelle et constitutionnelle. Dès la première constitution de notre pays en 1962 le constituant avait précisé que le parti unique est interdit, au moment où le parti unique était à la mode dans les pays du sud. Beaucoup d'analystes se sont crus obligés de considérer que se n'était qu'une démarche

politicienne qui vise mieux muselé les partis politiques et à mieux verrouiller le champ politique. Encore une fois c'était une analyse à côté de la plaque. Parce que la réalité est que le constituant n'avait fait que prendre acte d'une réalité historique fondamentale qui est celle de la diversité et de la pluralité et de l'intégration de la société marocaine. La diversité est une donnée génétique au Maroc et il est évident qu'aujourd'hui plus que le passé, on le saura la passer une autre fois parce que ces tous ces profits ont saurez l'apercevoir comme étant un gadget qui est fait pour faire plaisir aux chancelleries orientales ce n'est pas du tout cela! c'est d'abord un choix de société et avant d'être un choix de société c'est un choix c'est une réalité anthropologique : le Maroc de profondeur et le Maroc de la diversité. Par conséquent, on peut travailler on peut développer avec beaucoup de facilité avec beaucoup d'assurance et avec beaucoup de courage. Dans ce Maroc en pleine mutation, Mr. L'ambassadeur depuis quelque mois que vous êtes là vous découvrez la passion de ce pays, mutation parfois passionnée parfois brouillonne mais toujours déterminée et résolue. Il est bon de rappeler un certain nombre de réalités fondamentales qui constituent pour nous, étant donné que je suis ministre en charge du secteur, qui constituent pour nous des entrées en matière des postulats essentielles sur lesquelles nous nous ne transigeant pas. L'importance et le rôle de la presse est une entrée en matière fondamentale pour le processus démocratique et pour le développement de la société, elle est notre lecture et il n'y a pas une autre. Deuxièmement, je dois rappeler la volonté des pouvoirs publics de promouvoir l'exercice des libertés de presse dans le cadre d'un projet global que Mr. Le conseiller a rappelé qui est celui de la consolidation de l'option des libertés dans leurs diverses expressions, cela a pour conséquence que le monde de la presse est notre partenaire attiré. Nous travaillons la main dans la main avec les journalistes, bien sûr ceux qui ne veulent pas nous tendre la main, on ne peut pas les obliger à le faire, mais je pense que la grande majorité nous tendent la main et à cette grande majorité nous tendons la main pour accomplir le travail ensemble, j'y viendrai quand je dirais deux mots de l'autorégulation, rien ni plus faut que t'on parle d'autorégulation ça suppose que l'ont fonctionnent en vase-clos dans sa propre tour d'ivoire. Les journalistes ne peuvent pas travailler en tour d'ivoire, les pouvoirs publics ne peuvent pas travailler en tour d'ivoire. Ils sont nés

pour travailler ensemble, pour parfois ne pas se comprendre, mais pour avoir l'obligation politique et éthique de faire l'effort, de se comprendre et de comprendre l'attitude et les convictions fondamentales les uns des autres. Depuis plus qu'une décennie, Mme. la directrice, mes dames et monsieur, Mr. L'ambassadeur, Mr. Le conseiller, notamment depuis l'avènement du règne de Sa Majesté Mohamed VI, il y'a exactement 10ans d'importantes de très importantes réformes politiques, sociales, économiques ont été enclenché. Et la réforme du secteur de l'information était au premier loge. Elle était là non seulement pour son importance politique, ça a une valeur symbolique, mais parce que c'est une nécessité qui répond à une conviction profonde non seulement dans le corps politique dans toutes ces composantes, de la société civile, des partis politiques, etc. mais également de la profession et du souverain en personne qui a, à mainte, reprises apporté l'épreuve de son engagement parce qu'il y est croit énormément et c'est un atout qui a une valeur irréfutable dans le contexte actuel. Permettez moi de rappeler une phrase qui témoigne, bien sûr il n'y'a jamais eu de recule,



une citation de Sa Majesté en 2002, elle date déjà d'il y a 7 ans, mais elle n'a rien perdu de son acuité et de son actualité « liberté, car il ne pourrai y'avoir des sorts de développement pour l'avènement d'une presse de qualité sans l'exercice de la liberté d'expression, responsabilité ». Parce qu'il ne serai y avoir de reconnaissance de la nécessaire crédibilité des médias, du véritable rôle qu'ils leurs est choisie dans notre vie publique sans que cette liberté soit exercée dans la responsabilité, cette dialectique de la liberté et de la responsabilité qui requière de nous peut être un certain effort pédagogique pour que tous le monde la comprenne pour qu'elle ne soit pas perçu comme une sorte d'espèce de machine de guerre soft qui a pour objectif de brider la liberté d'expression. Il est temps de préciser une fois pour toute que la liberté sans la responsabilité c'est l'anarchie que la responsabilité sans la liberté c'est la répression. Nous ne voulons ni de l'anarchie ni de la répression nous voulons construire une démocratie ; et il n'y'a pas de démocratie sans ce couple inséparable : liberté / responsabilité. Permettez moi de le dire avec toute la franchise et la foule qui est la mienne quand j'entends parler de responsabilité je sors mon pistolet parce que je sais que ca signifie que vous avez l'attention de contrecarrer la liberté, je dis qu'il y'a quelque chose qui ne marche pas. Ethiquement, déontologiquement, philosophiquement on ne peut pas récuser le concept de responsabilité. L'article 19 l'incontournable article 19 du pack international relatif aux droits civils et politiques comporte trois alignas. Il ne sert à rien de censurer le deuxième et le troisième aligna. Le premier, affirme que nulle ne peut être inquiétée pour ces opinions. Existe-t-il un homme sensible qui puisse affirmer le contraire. Le second, toute personne a droit à la liberté d'expression, ce droit comprend le droit à rechercher à recevoir et de répondre les informations et les idées sans considération de frontière sous une forme orale, écrite, imprimé ou artistique ou par de tout autre moyen de son choix. Existe-t-il un homme ou une femme sensible qui puissent affirmer le contraire ? Un homme au une femme démocrate ? Le troisième aligna, que j'ai l'impression que tous le monde ne le connais pas : l'exercice de libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Le concept de la responsabilité n'est pas une spécialité marocaine comme la pastilla. C'est une donné des accumulations philosophiques de la culture

internationale des droits de l'homme. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales ; il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toute fois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires. Cela fonctionne dans tous les pays démocratiques. Je ne comprends pas qu'ont puisse nous dire qu'au Maroc ne n'avons pas besoins de cela. Permettez-moi de le dire avec toute la franchise dont je suis capable, qui est la franchise d'un militant des droits de l'homme avant d'être un ministre de la communication. Des réalisations très extraordinaires ont été accomplies dans notre pays depuis prés d'une décennie. Le grand prix de la presse en reconnaissance qui a été institué par le roi en reconnaissances des efforts accomplis par les médias pour le développement et le progrès et de la profession et du pays. Ouverture et libéralisation de la communication audio visuelle en 2002. C'était une gageure, ca n'a l'air de rien ! On n'ont parle pas ! Parce que paraît-il un bon journaliste ne parle pas des trains qui arrivent à l'heure. Un bon journaliste est un journaliste qui n'affirme pas qu'un train qui est en retard soit arrivé à l'heure, cela oui. Mais un journaliste qui se détourne systématiquement les yeux pour ne pas voir les trains qui arrivent a l'heure, là il y'a un problème. Bien sure un bon journaliste est un journaliste qui a le courage de dénoncer les trains qui arrivent en retard. Alors c'est toute cette dialectique qui va falloir cerner pour effectivement construire cette espace médiatique serein, responsable et mature. Nous sommes entrain de construire une jeune démocratie encore bouillonnante et toujours brouillonne, parfois incohérente, mais le choix est fait, il est assumé pleinement par les pouvoirs publiques. Nous n'avons pas l'attention de revenir en arrière. Ce travail est un travail non pas de démagogie mais de pédagogie. C'est une pédagogie de tous les instants dans lesquelles nous nous engageant totalement ! Nous n'avons absolument pas l'intention, je ne le dit pas parce que je suis avec MDI, je le dit parce que c'est une conviction profonde et que c'est une pratique quotidienne nous n'avons absolument pas l'intention ni de revenir en arrière ni de porter un coup à la liberté d'expression c'est une conviction chevée au corps. Nous voulons tous simplement que tous les acteurs s'impliquent totalement sans réticence, sans réserve dans la construction de ce vaste projet qui est le notre. Je crois qu'il est en notre moyen qu'il

est à notre porté de le mené ensemble. Conclure ! En réaffirmant tous simplement que les pouvoirs publics sans les médias ne pourrons pas faire grandes choses, mais que les médias sans les pouvoirs publics ne pourrons pas aller très loin également. C'est un travail de tous les instants qui impliquent tous le monde, parce que nous somme tous des acteurs de l'espace public. Nous somme tous en liaison directe avec l'opinion public y'est compris les journalistes qui, à leurs manière sont des acteurs politiques, bien sure ils ne sont pas des acteurs politiques comme les parlementaires ou les ministres ou les partis politiques bien entendu. Je ne peux pas comprendre que l'on me dise les journalistes ne sont pas des acteurs politiques. Comment un acteur qui façonne l'opinion public qui détient le pouvoir stratégique colossale de façonner l'opinion public puisse me dire : moi je ne suis pas un acteur politique. Il va falloir par conséquence donné du sens, donné de la cohérence à cette action que nous menons ensemble. Permettez moi de vous féliciter pour le choix que vous avez fais et des concepts structurants de votre démarche et de souhaiter plein succès a cette journée. Merci

### Mr Tim Morrison, l'ambassadeur britannique

Merci Milica, merci beaucoup.

Je serai très bref. Je suis très reconnaissant des observations extrêmement encourageantes et prospectives formulées par le Conseiller de Sa Majesté et par le ministre. Je pense qu'ils me laissent peu à ajouter, mais je suis reconnaissant de l'occasion pour formuler quelques observations générales.

J'ai été particulièrement frappé par les deux séries d'observations accent sur le moment, que le Maroc a atteint. Je pense que c'est un privilège pour nous dans le Royaume-Uni à jouer un petit rôle dans l'accompagnement du Maroc à ce moment.

Notre travail ensemble sur cette importante initiative s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre nos deux pays. Mon pays avec d'autres partenaires européens ont un fort désir d'accompagner le Maroc dans son développement et dans le renforcement de ses institutions. Vous nous avez invités à le faire et nous voulons relever le défi. Nous, dans l'ambassade britannique, travaillions avec le Maroc dans un certain nombre de domaines sociaux, la quasi-totalité d'entre eux concernent le développement de la société et le renforcement des

institutions. Les progrès du Maroc est de plus en plus un sujet d'importance pour le Royaume-Uni ainsi que pour l'Europe avec nos peuples travaillant ensemble autant que des sociétés qui ont des valeurs communes de tolérance et de coopération internationale.

«Nous comprenons que le gouvernement marocain, la presse et la société civile souhaitent consolider le journalisme responsable qui reflète les réalités des communautés de ce pays riche et variée. Il nous semble que ces objectifs sont justes et elles correspondent aussi les défis que nous avons dans le Royaume-Uni. «

Deuxièmement, je tiens à dire que pour le Royaume-Uni, les médias et la presse est un domaine où nous pensons pouvoir apporter une contribution. Nous sommes fiers de notre longue histoire de liberté d'expression et du journalisme professionnel dans notre pays. Beaucoup de nos plus grands écrivains et penseurs sociaux au cours des siècles étaient des journalistes et l'indépendance de la presse et son autorégulation sont des éléments incontestés de notre tissu institutionnel. Ils sont des branches qui parfois viennent à rude épreuve, mais qui ne cassent pas.

Nous regardons et admirons la presse marocaine et les efforts du gouvernement dirigé par Sa Majesté pour donner la priorité à ce secteur. Nous comprenons que le gouvernement marocain, la presse et la société civile souhaite consolider le journalisme responsable qui reflète les réalités des communautés de ce pays riche et variée. Il nous semble que ces objectifs sont justes et elles correspondent aussi aux défis que nous avons dans le Royaume-Uni.

Les journalistes au Royaume-Uni et à l'étranger sont submergés par l'information que la recherche de la vérité et des commentaires deviennent de plus en plus difficile dans le monde moderne. Nous sommes très clairs concernant le rôle du gouvernement, nous devrions aider à réunir les parties.

Je me réjouis que cette [événement] qui se passe aujourd'hui. Nous avons dans la salle des personnalités importantes, des propriétaires de médias, des syndicats et des journalistes professionnels avec leurs homologues britanniques et internationaux. C'est pour eux en tant que professionnels, de partager les bonnes pratiques et d'établir des liens et des amitiés et j'espère que nous allons tous continuer à participer. Il existe déjà de bons exemples de partenariats et d'échanges entre nos deux pays dans le domaine des médias.

J'ai entendu récemment sur les liens entre l'union nationale des journalistes au Royaume Uni et le SNPM ici au Maroc. Des professionnels marocains ont travaillé avec la BBC World Service Trust ces dernières années et le projet annoncé aujourd'hui par le Media Diversity Institute lance un important programme de formation et des ateliers au cours des deux prochaines années.

Je tiens à féliciter le MDI et tous ses partenaires pour le projet marocain d'aujourd'hui. J'espère que vous y trouverez une discussion stimulante. Mon gouvernement et mon ambassade sont fiers de vous soutenir et répète notre espérance que ce domaine de partenariat sera profond.

Milica Pesic, MDI Executive Director

Merci. Je voudrais également souhaiter la bienvenue à nos 15 invités provenant de sept pays étrangers. Ils sont là pour en apprendre davantage sur la presse au Maroc et à partager leur expérience avec nous. Merci



# Session 1:

## Discussion de groupe:

### Qui devrait réguler les médias?

Dans l'accomplissement de leur rôle fondamental - la fourniture d'information à tous les citoyens - qui devraient guider les médias? Notre public est notre seul guide? Ce qui nous fait tenir compte de la pluralité de nos sociétés: la loi, le marché ou un code de déontologie? Comment pouvons-nous atteindre l'équilibre entre les trois?

**Milica Pesic**, Directrice exécutive du MDI

Je veux faire une introduction parce que depuis que nous sommes venus au Maroc on nous demande: «Pourquoi êtes-vous ici?» Je veux donc vous dire ce que le Media Diversity Institute (MDI) fait.

Nous avons conçu notre programme Maroc après avoir rencontré des représentants de différents segments de la société marocaine: organisations de réglementation, des organisations médiatiques, des journalistes, des éducateurs et des organisations de la société civile au Maroc.

La première chose que nous avons appris est que le Maroc a une histoire de diversité quand nous parlons de l'origine ethnique, la religion, la race, la culture et maintenant la diversité politique. Le débat actuel sur la régionalisation du pays reconnaît et tient compte de ces faits. Nous avons également appris de nos collègues marocains qu'au cours des 15 dernières années, les médias marocains ont connus une croissance concernant la liberté de couvrir des questions sensibles, notamment les droits de l'homme, les problèmes sociaux et économiques et la corruption. Toutefois, comme en Europe, il ya encore un besoin de professionnalisation des praticiens des médias et plus de compréhension par les autorités pour un débat ouvert par les médias et entre les régulateurs des différents secteurs, les éducateurs, les professionnels des médias et les organisations de la société civile.

Au cours de notre mission d'enquête de nombreuses personnes nous avons parlé à faire appelle à des médias plus représentants qui donne la parole à tous les segments de la société et qui sont fondés sur le respect de la diversité. Dans le même temps, tout en partageant avec les Européens, quelques-unes

des préoccupations professionnelles et les pièges, les médias marocains et les citoyens marocains peuvent eux-mêmes faire éloges pour avoir été les meneurs régionaux dans l'établissement des fondements de la liberté d'expression parmi d'autres libertés.

C'est une autre raison pour laquelle le MDI est ici, nous voulons explorer la possibilité d'élargir ce travail à partir du Maroc vers d'autres pays du Maghreb, et à cet égard, nous nous attendons et espérons que nos collègues de l'Algérie et la Tunisie vont partager leurs expériences avec nous.

Telle est l'origine du programme de MDI Maroc qui s'étale sur deux ans. Vous pouvez lire plus sur notre programme dans les documents que vous avez obtenu. Nous espérons et nous prévoyons mettre en œuvre ce programme à travers des partenariats avec les organisations médiatiques de premier plan et les établissements d'enseignement de journalisme comme La MAP et l'ISIC, mais aussi avec les organisations de la société civile et en particulier le Centre Marocain des Etudes Stratégiques. Nous sommes à la recherche d'un partenariat basé sur la compréhension mutuelle, le respect et l'égalité avec nos partenaires officiels ainsi qu'avec les organisations marocaines qui souhaitent rejoindre le MDI sur ce chemin. Avec ces mots je vous souhaite un débat productif.

**Mr Jean-Michel Duffrene**, Editeur en Chef, BBC Afrique

Monsieur Damme bonjour, après les discours en va donc rentrer dans le vif du sujet, nous n'avons qu'une heure et demi à notre disposition et après avoir écouté les discours de la matinée, je doute que cette heure et demi suffise à couvrir les vastes thèmes qui sont devant nous. Je vais d'abord brièvement vous expliquer comment nous avons l'intention de procéder. Nous avons 3 intervenants qui vont se présenter tout à l'heure pour montrer l'exemple de diversité. Nous avons une intervenante qui va parler en anglais un autre intervenant en arabe et le troisième en français. Vous avez les écouteurs à votre disposition. Je voulais comme Milica a dit vous inviter à vous manifester, toutes les questions seront les bienvenues et les commentaires aussi. On va vous demander d'être le plus succinct possible pour que tout le monde peut prendre la parole et c'est aussi la discipline que je voudrai imposer au intervenants je voudrai leurs demander de ne se lancer dans de grand monologue parce

que en tant qu'homme de radio je connais que lorsqu'on parle trop longtemps on se perd l'auditoire donc je voudrais aussi qu'il garde ça à l'esprit pour qu'il continue à vous captiver jusqu'à 13h, l'heure à laquelle nous allons nous quitter. Donc pour intervenir dans ce débat Mr. Edward Pelé, qui est délégué intégration et diversité. Mme. Sue Caro avec un titre un petit peu étrange quand traduit en Français : Chef de Diversité. Et enfin Mr. Youness M'jahed qui est président du Syndicat National de la Presse Marocaine. Pour ce débat il va être bien sûr question de diversité puisque c'est le thème central mais il va être évidemment difficile de rester de côté d'autres thèmes tel que la liberté et la notion aussi de responsabilité. Alors je suppose que rien que ces deux thèmes peuvent donner lieu à des débats qui peuvent durer des heures, mais comme je vous l'ai dit nous n'avons qu'une heure et demi à notre disposition donc nous allons essayer de procéder de la façon la plus utile possible.

Nous sommes tous d'accord sur un point c'est que les médias et les journalistes ont un rôle fondamental à jouer que comme on l'a rappelé ce matin vous avez le pouvoir de modeler l'opinion d'influencer l'opinion donc ça peut être une arme à double tranchant. La question que nous allons nous poser au cours de ce débat c'est voir si les médias doivent être régulés ? Si les médias peuvent s'autoréguler ? S'ils sont régulés, par qui ils doivent l'être ? Et dans quelle limite ? Donc vous voyez les limites du débat sont assez vastes également. L'autre thème c'est la diversité. Il s'agit de savoir si vous en tant que décideurs de médias vous avez toujours ce thème à l'esprit ? Si vous en tenez compte ? Si ça fait partie de vos valeurs ? Et il s'agit aussi de comment vous en parlez, pourquoi vous en parlez et qu'elles sont les paramètres dans la société ou dans votre milieu professionnel plus restreint qui vous incite à en parler ? Est-ce qu'il s'agit du droit de votre pays, des lois ? Est-ce que pour parler de la diversité ou pour ne pas parler de la diversité il y a aussi peut-être des raisons économiques, le marché ? Et puis comme nous avons tous dans les écoles de journalisme, il y a aussi l'aspect déontologique, l'éthique journalistique. Et on a vu souvent que ces 3 paramètres ne font pas forcément toujours bon ménage. Donc on verra comment il est possible d'aménager les 3 ? Et s'il est possible de maintenir un équilibre ? Donc je dis à Mme. Sue Caro de se présenter et de nous dire pourquoi avec son titre de Chef de Diversité elle peut contribuer de façon utile et agréable à ce débat.

## Ms Sue Caro, Chef de Diversité BBC

Je vais parler de l'égalité et la diversité de la BBC. Ce que nous faisons et le genre de parcours que nous avons fait. J'ai avec moi, ici, mon passe de personnel de la BBC et sur le dos se sont les valeurs de la BBC, qui sont les «Six Ambitions» pour le personnel de la BBC. L'un d'eux, est que nous nous respectons mutuellement, est de célébrer notre diversité, afin que chacun puisse donner le meilleur. C'est une approche fondamentale de la BBC à l'égalité et à la diversité. Je vais parler de cela plus tard.



## Mr Edouard Pellet, délégué intégration et diversité, France-Télévision

Je suis Edouard Pellet, c'est un pseudo-name. Je suis en réalité Elouaer Rochdi Ben Cherif Ben Mohammed d'origine algérienne et arabisant. Je suis journaliste et délégué intégration et diversité à la présidence de France télévision. France télévision c'est le group public français avec France 2, France 3, France 4 et France 5. Nous étions un groupe, nous somme grâce a une nouvelle loi depuis 2 mois une société unique et pendant le vote de la loi j'ai beaucoup lobbyié pour qu'ont introduisent la notion d'action positive dans la loi de manière à rétablir l'égalité en faveurs de tous ces citoyens, dont je suis, qui proviennent de l'ancienne empire coloniale et qui n'ont pas tout à fais le droit de citer en tout cas dans la télévision public pour ne peut pas parler des autres estrades de pouvoir. Je vous exposerai tous ca dans quelques minutes.

## Mr Younes M'jahed, Président, Syndicat National de la Presse Marocaine (SNPM)

Mon nom est Younes M'Jahed Président du SNPM. La question de la diversité, le pluralisme et les pratiques démocratiques au sein des médias sont de grande importance pour nous au sein du syndicat. Notre travail se concentre sur les lois, les réformes, l'éthique et aussi sur le travail de promotion des droits syndicaux. Je vais parler de la façon dont les droits syndicaux constituent un pilier important dans la pratique de la diversité et le pluralisme dans le cadre des principes démocratiques.

## Mr Jean-Michel Duffrene

Editeur en Chef, BBC Afrique

Donc je vous le disais, pour montrer l'exemple dans la diversité et pour montrer qu'il n'est pas question d'imposer quelque modèle que se soit. Donc nous avons Sue qui travaille a la BBC, Mr. Pellet qui travail en France et qui est aussi spécialisé dans la diversité, et Mr. M'jahed du Maroc. Ont leurs demandes pour commencer de présenter la façon dont se pratique la diversité chez eux.

## Ms Sue Caro, Chef de Diversité BBC

Je vais parler de l'égalité et la diversité à la BBC. Comme la majorité d'entre vous le savent, la BBC, est par excellence le premier diffuseur de service public au Royaume-Uni, financé par une redevance de licence universelle, qui est payé par tous ceux qui possède un téléviseur. Les payeurs de droits de licence se sentent donc comme étant les propriétaires de la société et attend de façon raisonnable de la BBC à représenter, penser, écouter et répondre à eux.

La BBC à six objectifs publics et ils sont clairement déclarés et c'est l'énoncé de la mission de la BBC, si vous voulez. Ces objectifs sont les suivants:

- Soutenir la citoyenneté et la société civile
- Promouvoir l'éducation et l'apprentissage
- Encourager la créativité culturelle et l'excellence
- Représentant le Royaume-Uni, ses nations, régions et communautés
- Rapprocher le Royaume-Uni au le monde - et le monde au Royaume-Uni
- Fournir au public les avantages des technologies de communication et les services émergents.

Bien que la BBC est perçue par les organisations médiatiques et d'autres diffuseurs à travers l'Europe et au-delà d'être en tête, quand il s'agit de la mise en œuvre et la pratique de l'égalité et la diversité, de nombreux [concession TV] payeurs de taxe sont durement en désaccord avec cette perception. Comme un initié privilégié, je peux dire que la BBC a fait des progrès, mais elle a été inégale et incohérente. Il reste encore beaucoup à faire.

Il ya une analyse de rentabilisation convaincante de création pour participer pleinement à l'égalité et à l'agenda de la diversité. La recherche montre que les entreprises qui s'adressent à tous et réellement représentative de leur public, les clients ou les clients obtiennent de meilleurs résultats sur le marché que ceux qui ne le sont pas.

Refléter et représenter la diversité dans son plus large sens est également vital pour la cohésion sociale, le respect mutuel et la compréhension. Une grande partie de la radiodiffusion au Royaume-Uni et de l'industrie des médias est basée à Londres. Au moins 30% de la population londonienne est

ethniquement diverse. C'est quelque chose qui n'est actuellement pas reflétée dans la main-d'œuvre de l'industrie ou à l'écran, même si les choses s'améliorent. Cependant de nombreuses personnes vivantes dans les zones rurales et les zones semi-rurales du Royaume-Uni ne rencontrent pas les noirs ou les asiatiques ou les musulmans - qui ont tendance à vivre essentiellement dans les zones urbaines.

Par conséquent, la seule place que les communautés blanches obtiennent leur information sur les personnes ethniquement diverse c'est à travers les médias. Si ces personnes sont alimentés avec un régime d'images stéréotypées négatives telles que: tous les hommes noirs sont soit des criminels ou bien en sport, tous les hommes musulmans sont des terroristes et oppriment les femmes -, Donc leurs opinions et leurs comportements sont influencés.

L'impact de cela peut être énorme sur la vie et l'estime de soi des personnes noires et des minorités ethniques qui sont visiblement différents, mais qui sont des citoyens britanniques et pas les étrangers de l'espace extra-terrestre. L'islamophobie, insultes racistes, les agressions racistes et les meurtres à caractère raciste sont quelques-unes des conséquences.

Le Royaume-Uni est de plus en plus en plus culturellement diversifié. Les statistiques du dernier recensement de 2001 nous indiquent que la population britannique est de 59 millions d'habitants et les personnes noires et les minorités ethniques représentent 4,6 millions ou 8% de la population. 70% de la population se disent chrétiennes et 1,6 millions sont des musulmans. Un enfant sur cinq au Royaume-Uni sous l'âge de cinq ans est de race mélangée. A Londres, nous sommes en quelques années à l'écart, moins de 35 ans, de la population blanche devenir la minorité ethnique. Actuellement, environ 30% de personnes à Londres et 15% dans les Midlands de l'Ouest appartiennent à une minorité ethnique. Dans huit ans une personne sur six de tous les citoyens britanniques pourront venir d'une minorité ethnique. Tel est le contexte dans lequel opère la BBC.

Pourquoi la diversité est importante pour la BBC? La diversité pour la BBC est une opportunité de création, d'engager l'ensemble de l'auditoire britannique. Qui comprend diverses communautés, d'intérêt ainsi que le sexe, la race, l'ethnie, la religion, l'origine sociale, l'orientation sexuelle, la rationalité, l'affiliation politique et ainsi de suite.

La BBC a un engagement de longue durée afin de refléter la diversité du public anglo-saxon dans sa force de travail, programmes et services. L'égalité des chances et la diversité sont importantes pour la BBC pour un certain nombre de raisons. En tant que diffuseur de service public, elle est fondée sur un droit de licence unique versée par toutes les couches de la société britannique.

L'avenir dépend que la BBC reste pertinente pour les différents groupes sociaux et être capable de refléter la réalité de la Grande-Bretagne moderne d'une manière authentique. Le public que nous servons est de plus en plus diversifié, et nos concurrents investissent de manière significative à tendre la main en contact avec divers auditoires. La BBC veut être l'organisation la plus créative dans le monde. La diversité est une façon d'accéder à de nouvelles idées et perspectives. La BBC doit rester conforme à la législation actuelle, par exemple l'accessibilité pour les handicapés.

La BBC a été mis sur le parcours de l'égalité et la diversité qui à commencer par l'égalité entre les sexes. Il ya 25 ans les femmes sont largement brillé par leur absence à l'exception des secrétaires. Les objectifs d'emploi entre les sexes ont été ensuite introduits par diverses initiatives de développement, les cadres supérieurs se sont engagés avec le problème. Nous sommes arrivés à la situation où les contrôleurs de canaux à la fois sur BBC 1 et BBC 2 sont des femmes. En outre 49% de la population active est actuellement des femmes et 38% des cadres supérieurs sont des femmes. Pas parfait, mais beaucoup mieux que beaucoup d'autres grandes sociétés au Royaume-Uni et ailleurs - en particulier le visage de la haute direction. Voilà les bonnes nouvelles sur le sexe.

Les mauvaises nouvelles sont qu'il ya encore un écart salarial important entre les hommes et les femmes en particulier au niveau des cadres supérieurs. Tout aussi grave est la sous-représentation des femmes à l'écran. La recherche de représentation montre que les hommes étaient plus nombreux que les femmes sur les chaînes de la BBC en heure de pointe dans une proportion de 2 contre 1, et la vie des hommes à l'écran [Professionnel] a été en moyenne de 10 ans de plus que des femmes. Comme vous pouvez le voir il n'ya pas de place pour l'autosatisfaction malgré le fait que beaucoup de gens dans l'industrie au Royaume-Uni estiment que le sexe n'est plus un problème.

La diversité et l'égalité dans la BBC c'est déplacé du sexe vers l'ethnicité, et plus récemment vers l'handicap. Dans une interview à la radio en 2000, le directeur général de la BBC, Greg Dyke, a décrit la société comme étant «hideusement blanche». C'est le signal de sa détermination à changer cette situation et de faire de la BBC plus diversifiée, plus pertinente et représentative des sociétés multiculturelles et de la Grande-Bretagne contemporaine. Cette ambition n'est pas acceptée unanimement à travers la BBC: en effet il y avait beaucoup de résistance de ce que nous appelons les «suspects habituels», blanc, homme de la classe moyenne venant de Oxford et Cambridge. Cette résistance - bien que considérablement affaiblie - existe encore dans certaines parties de la BBC.

La création du Centre de la diversité, qui opère à travers l'ensemble de la BBC, a marqué le début d'un large éventail d'actions, projets, programmes et initiatives visant à apporter les changements essentiels pour la productivité de la main-d'œuvre et de la culture nationale. Les objectifs d'emploi des minorités ethniques ont été introduits pour la première fois. 10% de l'ensemble du personnel de la BBC et 4% de la direction devrait être issu d'une minorité ethnique à la fin de 2003. Ces objectifs ont été atteints. Greg est parti, Mark Thompson est devenu le directeur général et a réaffirmé l'engagement de la BBC à la diversité.

L'égalité et une nouvelle stratégie de diversité ont été élaborés, un conseil de la nouvelle diversité a été créé, présidé par Mark Thompson et composé de 17 directeurs des divisions de la BBC - l'objectif étant de câbler la diversité dans l'ADN de la BBC.

Notre vision est la suivante:

- Que les histoires, les programmes et les contenus peuvent offrir quelque chose à tous nos spectateurs et tenir compte des réalités diverses personnes de façon authentique et crédible.
- L'accès aux idées les plus créatives et innovantes pour répondre aux attentes de notre public en monde multi-plateforme.
- Une main-d'œuvre diversifiée qui reflète la diversité de la Grande-Bretagne moderne et l'environnement de travail inclusif.
- Une réputation d'entreprise renforcée en tant que diffuseur de service public digne de confiance, qui fournit des services publics en s'engageant auprès de toutes les couches de la société.

Afin de contribuer pour que la BBC atteigne ces objectifs, des cibles de nouveaux emplois ont été mises en place. Il est important de dire que les objectifs sont facultatifs, et donc différentes des quotas, qui sont obligatoires. En vertu de la loi britannique actuelle les quotas seraient illégaux.

Les objectifs sont que 12,5% de l'effectif total BBC devrait être d'une minorité ethniquement visible, 7% des cadres supérieurs de la BBC devrait être d'une minorité ethniquement visible, 5,5% de l'effectif total doit être des handicapés, que 4% de la direction de la BBC doivent être des handicapés.

En plus de ces objectifs, il existe toute une gamme d'autres initiatives en place. Certains sont internes - d'autres sont la création de partenariats avec d'autres groupes et organisations extérieures. Je vais vous parler brièvement de certaines initiatives liées aux informations et au journalisme. Dans la division des informations, nous menons une formation de sensibilisation à l'handicap pour les cadres supérieurs. Nous finançons une formation pour un plan de journalisme, qui est destiné à développer et former des journalistes issus de milieux multiethniques.

Le Journalism Talent Pool est un autre centre de diversité qui est financé par le collège de journalisme de la BBC. Son objectif est de fournir aux éditeurs de programmes une gamme de journalistes expérimentés venant d'horizons divers, qui peuvent être appelés à court terme pour couvrir les postes autant que Freelancer. Grâce à cette réserve de talents, nous espérons avoir un impact sur la représentation du personnel. De nombreux journalistes ont trouvé des emplois à la suite de se faire connaître aux rédacteurs autant que Freelancer. Historiquement, la plupart des journalistes ont été blanc. La recherche a montré que les jeunes d'origines diverses ne pense généralement pas au journalisme comme une option de carrière stable.

Par conséquent les collèges de journalisme sont pleins d'étudiants qui ne sont pas tous divers et sont très majoritairement blancs et de la classe moyenne. Afin de tenter de changer cela la BBC a exécuté le plan «Recueil de l'Ecole», ce qui donne les étudiants entre 11 et 14 ans en Grande-Bretagne la chance de faire leurs propres bulletins d'information à un public réel en utilisant des plans de leçon et le matériel du site web : the BBC News School Reports. Le personnel du BBC enseigne aux élèves à développer leurs compétences journalistiques et de devenir des journalistes d'école. Le 26 Mars 2009 les écoles ont participé à la Journée School Report News Day sur lequel une vidéo à été créé,

l'audio et le texte du bulletin d'information ont été publiés sur le site web des écoles et qui a été mis en ligne sur le site web de la BBC. Les étudiants et leur travail ont été présentés sur les informations de la BBC 24, les Petites Nouvelles, les Informations de 1H et 6H, Newsround, Radio 5 Live, Radio 4, 40 stations locales de radio de la BBC, 12 stations de télévision régionales de la BBC, BBC Wales, BBC Écosse et Irlande du Nord.

En 2008, nous avons travaillé avec près de 300 écoles et cette année nous allons travailler avec plus de 500 en utilisant le personnel de la BBC comme mentors. Le travail des mentors avec les écoles sur le projet sera sur trois jours. Nous offrons une demi-journée de formation à tous les nouveaux mentors, couvrant un exposé sur le projet, la protection des enfants et des astuces pour travailler avec les écoles. Les mentors travaillent avec les enseignants dans différentes façons pour préparer les élèves à faire des informations. Nous avons des écoles dans tout le Royaume-Uni offrant une large tranche d'élèves. Un commentaire d'un des mentors de la BBC a été, «c'est un projet excitant et très enrichissant. Je pense que la chose importante au sujet du projet c'est qu'il permet aux étudiants de s'engager davantage avec les événements autour d'eux, ainsi qu'avec la BBC, c'est aussi un bon moyen de voir ce que les publics les plus jeunes pensent. Pour moi personnellement, j'étais en mesure d'interagir et d'apprendre des étudiants issus de milieux très différents du mien ».

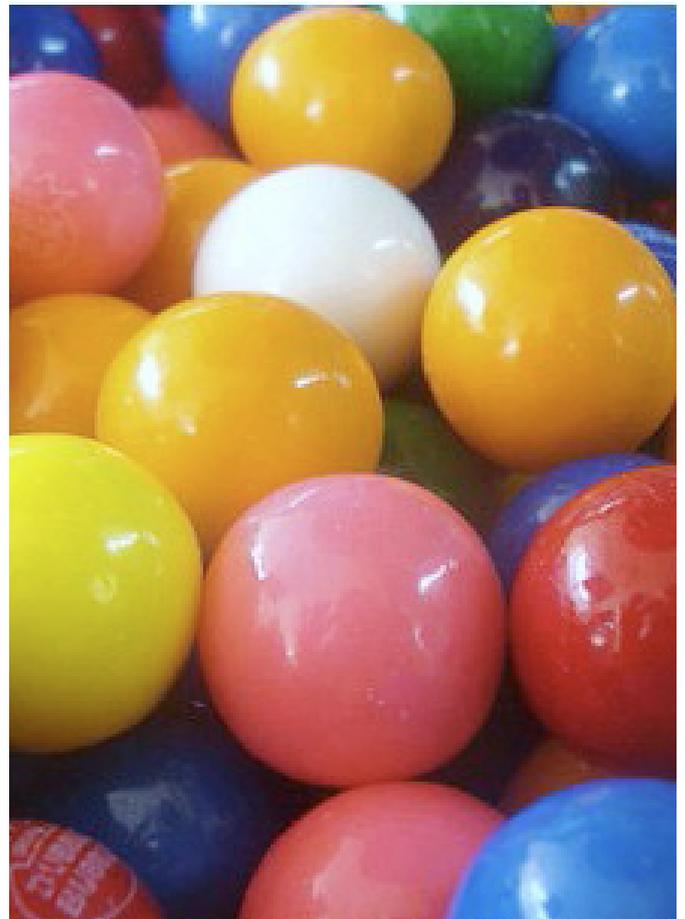
C'est ce genre d'initiative qui me rend fier de travailler pour la BBC, et elle remplace l'aspect le moins gratifiant et le plus difficile de travailler dans le domaine de la diversité et l'égalité. Enfin, je voudrais simplement dire que si la BBC est de répondre à ses six objectifs publics elle ne peut pas le faire si elle ne parvient pas à adopter l'égalité et la diversité. La BBC a besoin d'être pertinente aux diverses communautés du Royaume-Uni et fournir des services de valeur égale à tous ses spectateurs, et les payeurs de droits de licence. L'existence future de la BBC est menacée si elle ne peut pas faire cela. Merci.

## Questions du Président de la Session

**Mr Jean-Michel Duffrene**, Editeur en Chef, BBC Afrique

Sue, je vous remercie pour la présentation de la situation à la BBC. En quelques secondes, j'ai quelques questions pour vous. Avant cela, je dois dire que nous nous attendons M. Noredine Miftah Vice Président de la Fédération Marocaine des Editeurs de Journaux et M. Kamal Lahlou de la Fédération des Médias Marocains d'être parmi nous. Malheureusement, ils ne seront pas en mesure d'être ici.

A propos de la présentation de Sue's, je veux lui poser une question à propos de la réglementation. Je pense que la BBC présente un exemple assez intéressant concernant la réglementation et l'autorégulation, car la Grande-Bretagne dispose d'une organisation qui est censée réguler les médias. Mais la BBC peut-être un peu en dehors de ce jeu parce qu'il est censé se réguler.



**Ms Sue Caro, Chef de Diversité BBC**

Oui, je pense que la chose importante à dire, c'est que nous évoluons dans un contexte totalement différent. Il ya beaucoup de lois qui exigent du BBC la pratique de l'égalité et la diversité: Le Race Relations Act et le Disability Discrimination Act, et bientôt il y aura le projet de loi unique sur l'égalité, qui est actuellement examiné au parlement.

Pour ceux d'entre nous qui travaillent dans la diversité, notre travail est rendu beaucoup plus facile parce que nous avons une législation pour nous soutenir en termes de ce que nous devons faire. La BBC est l'autorégulée dans une certaine mesure par un organisme appelé le BBC Trust. Mais je serais vous induire en erreur si je disais que nous sommes complètement hors de l'influence du gouvernement, car il ya certainement une question autour de cela. Il ya aussi une organisation : l'Ofcom, qui est chargé de réglementer d'autres domaines de la radiodiffusion et elle a une certaine responsabilité sur la BBC, mais qui est limité.

**Mr Jean-Michel Duffrene, Editeur en Chef, BBC Afrique**

En ce qui concerne la question de l'autorégulation, je voudrais savoir, étant donné le fait que la BBC est auto-réglémentée, comment l'idée de promouvoir la diversité est arrivé là? La BBC se l'imposer à soi?

**Ms Sue Caro, Chef de Diversité BBC**

Ce fut la reconnaissance du fait que les publics issus de minorités se détournent de la BBC et achetaient des services par satellite qui, selon eux représentaient plus leurs intérêts et leurs besoins. La BBC est actuellement en train de relocaliser un grand nombre de son personnel vers le nord du Royaume-Uni, vers Manchester, parce que la recherche a également montré que plus vous allez loin de Londres, soit au sud ou au nord, moins les gens sentent que la BBC reflète leur vie, leurs intérêts et leurs aspirations.

Donc, fondamentalement, la BBC s'est rendu compte que si elle veut survivre et s'épanouir il a besoin d'être plus représentative de tous ces groupes. Principalement, c'est l'entreprise, puis l'aspect créatif d'accéder à un grand nombre de points de vue et d'histoires de différentes cultures qui nous ont poussé vers ce parcours, mais dans le contexte du cadre réglementaire et juridique du

Royaume Uni.

**Mr Jean-Michel Duffrene, Editeur en Chef, BBC Afrique**

J'ai une autre question pour vous Sue. Si, en plus des chiffres et des données, la BBC a imposé des pourcentages cibles et objectifs nets, même si vous l'avez dit, qu'il n'y a aucun moyen d'imposer des quotas, parce que les quotas seraient illégaux - Seriez-vous capable de dire qu'il n'y aurait pas une différence dans les programmes produits si les objectifs n'avaient pas été atteints?

**Ms Sue Caro, Chef de Diversité BBC**

C'est une question vraiment intéressante que les gens débâtent constamment. Mon parcours est aussi une productrice de programme. J'ai toujours essayé d'assurer d'avoir des gens issus de milieux divers dans mon équipe de production parce que je sentais que le produit final, le programme, est mieux. Toutefois, dans le contexte de la BBC il y a une culture qui est très foret et souvent, les personnes issues de minorités qui sont visiblement différentes ne sont pas si différentes dans leur façon de penser parce qu'ils ont été dans des écoles d'élite et dans des universités d'élite même.

Donc, la réponse est oui et non. Cela rend certaines choses, mais il ne fait pas autant de différence que vous le souhaiteraient. Mais, comme plus de gens sont exposés davantage à des perspectives différentes, et je parle du personnel de la BBC, plus les producteurs de programmes se fiancent et commencent à faire des choses intéressantes. Ils sont curieux et ils veulent les étudier. Nous avons des problèmes là, quand les gens ne reconnaissent pas qu'ils ont leurs propres filtres, leurs propres préjugés, qu'ils apportent à l'ordre du jour et aux informations. Je pense que c'est autour d'élever la conscience de soi-même et des gens sur ce qu'ils apportent à la démarche journalistique, quelles sont leurs concepts préconçus par exemple : les femmes musulmanes sont opprimées. Beaucoup de gens croient que cela est vrai et qui les informe sur la façon dont ils font une histoire d'information ou un programme. Donc vous pouvez dire oui, et vous pouvez dire non.

**Mr Jean-Michel Duffrene, Editeur en Chef, BBC Afrique**

Une autre question que je veux savoir, c'est si d'autres études ont été menées pour juger la réaction de la majorité, c'est à dire la majorité, blanche chrétienne. Nous voulons savoir comment la majorité réagit aux changements de programmes et de contenu?

**Ms Sue Caro, Chef de Diversité BBC**

Nous n'avons pas fait de recherche récemment à la BBC sur cette question. Mais Channel 4 l'a fait. Channel 4 est un autre diffuseur de service public au Royaume-Uni, qui a été créé dans le début des années 1980 avec une mission spécifique, de servir sous-desservies publics - il s'agit essentiellement de personnes issues de minorités. Channel 4 a récemment mené un grand projet de recherche avec 17 différents groupes de discussions. Certains d'entre eux étaient des groupes de discussion avec les Britanniques blancs et d'autres étaient constitués de l'ensemble des différentes minorités ethniques qui vivent dans le Royaume-Uni.

Les résultats des recherches ont été très intéressants parce que les groupes de discussion blanc pense que Channel 4 a été vraiment très bien en termes de représentation de Grande-Bretagne multiculturelle et les différents groupes ethniques qui vivent dans le Royaume-Uni. Mais les groupes de discussion composés de ces minorités ont une vision complètement différente. Ils pensaient que Channel 4 a manqué à son devoir de les représenter. Je pense que cela est révélateur du fait que la recherche qui t'était faite il ya quatre ans, a montré que seulement 10% de la population du Royaume-Uni avait des amis qui étaient de différentes origines ethniques. Et donc la compréhension populaire de ces questions est limitée.

**Mr Edouard Pellet, Délégué intégration et diversité, France-Télévision National TV**

J'ai oublié une Remarque tout a l'heur, en dehors du fait que je suis journaliste depuis 38 en France, je suis enseignant a Science-po Paris et j'enseigne l'éthique journalistique et les médias et la diversité. Une fois se préliminaire poser d'où est venue l'idée de cette action positive que nous avons mis au sein de France Télévision. Elle est venue pour assuré le

lien avec mon amie Sue Carro d'une rencontre que le précédent président de France Télévision qui s'appelait Marck Tessier avait fais a Londres. Il avait rencontre en 2002 Greg Dipe qui a précédé Marck Thomson et qui avait mis en place une politique en l'an 2002. Il lui a dit que j'ai fait une photo de mon staff et j'ai dis a mon collaborateur que comment ca se fait que tous le monde soit blanc. Et dans l'année suivante il a demandé a son staff précisément au niveau du commandement de la BBC je pense sous le contrôle de Sue et un an après il a refais la même photo et les choses avait évolué, pourquoi ? Parce que le volontarisme, la décision du président question a conduit ces collaborateurs à oublier le filtre et à intégrer le filtre de cette diversité là comme disent les anglo-saxons, mais c'est pas valide chez nous autre ni en France ni ici ce qu'ont appelle les minorités visibles. Parce que quand ont est une ethnique différente ont est pas un handicapé. Une minorité visible c'est le bossu c'est le borne c'est tous ce que vous voulais, mais nous autre ont est a égalité. La référence colleurs de peaux n'intervient pas dans la tradition des anciens pays qui ont été occupé par la France. Donc ca c'est le premier fait. Le deuxième rappelle pour moi 21 avril 2002, la France est vue avec un visage de gorgone épouvantable. Au deuxième tour des élections présidentiel il y'avait la droite dure présente représentée par le Pain et la droite modéré représentée par Chirac. C'était une émotion profonde dans le pays et au sien de France télévision le group public audiovisuel c'était une marque non mois profonde parce que à ce moment là Marck Tessier s'ai dit est-ce que ont est vraiment représentative de ce qui est la France d'aujourd'hui héritière de ca puissance coloniale et héritière du fait qu'elle est une terre de carrefour et pour prendre une forme de Malmonide il y'a 8 siècles la terre du bout du monde de toutes les espérances. Il existait des ethniques variées à l'époque il était passé précisément à Marrakech avant d'aller a Constantine pour écrire la Michlоторah. Alors donc, le Tessier se dit puisqu'ont est pas représentatives qui se qu'on peut faire. Ont a un blocage au niveau français c'est que depuis 1789 l'article premier de toute notre constitution établie un principe d'égalité qui fait que qu'on doit jamais donner un coup de canif dans se principe là on verra ultérieurement que le coup de canif ont la mis devant pour les sourds les malentendants, les femmes, les mois de 26, les plus de 26 etc, mais quand il s'agit de l'ethnie et de l'origine il ne faut sur tous pas y est touché parce que dans la conscience collectif il y'a la problématique de la holocauste et précisément de cet héritage l'héritage de la puissance coloniale.

Alors qui se qu'ont pouvait faire, donc j'ai proposé a Tessier, je lui ai dit écoutez il y'a une directive européenne 2043 qui doit obligatoirement intégrer dans le droit français, c'était en 2002 la directive en question avait 2 a 3 ans pour être intégrer dans le droit français, elle a été intégré il y'a 6 mois à peine et en partie et pas totalement. Hors cette directive établie que les états pour dans les faits pas simplement dans les principes dans les faits peuvent aménager leurs principes pour rétablir l'égalité en faveurs de la diversité ethnique et raciale de leurs peuples. On a bien compris infléchir le principe pour rétablir l'égalité. Il y'a une succession de lois qui sont intervenues en France depuis 2002 : la loi sur le harcèlement, la loi institution a la haute autorité de lutte contre la discrimination, la loi dite cohésion sociale, la loi égalité des chances je les passe toutes et un certain d'outils juridique on été établie suite a l'adoption de France Télévisions de principe de l'action positive. Action positive c'est pas la discrimination positive à l'anglo-saxonne avec son cortège de cota dans le système American. Pardonnez moi je parle vite je veux vous exposer l'expérience que nous menons que nous avons très peux publier pourquoi ? Pour éviter ce que j'appel chez nous les gauloiseries. On est un peuple formidable parce que ont a l'élan parce que ont sait ou est le problème mais très vite ont se met dans l'accord de récréation à échanger des horiens idéaux voir physiques par fois. Ont appelle au secours les intellectuelles, ils vont clivés le débat gauche droite, qui vont appelés les élues ont va voter une nouvelle loi. Entre le moment ou ont a vue le problème, parce que ont en a parlé, et au moment ou ont mettez les solutions en place, un problème aura chassé l'autre et le résultat en fera rein. Nous en France Télévision en Janvier 2004 ont à décider de mettre en place se qu'ont appelle le plan d'action positive pour l'intégration. Papi, le papi c'est la sagesse en principe, sagesse qui permet de rattraper grosse au mot dos un siècle de discrimination négative. Pourquoi ? Parce que la décolonisation c'est opéré sur critère politique nationaliste et économique et a aucun moment sur ce qui fonde la France en tant que civilisation à l'intérieure même de la civilisation occidental c'est la culture. Malheureusement, elle est absente. J'ai relu les accords de Lyon et à-propos de la culture on trouve quatre lignes, 4 ligne sur ce qui fait l'être français aujourd'hui ce qui fait que ce pays est petit, mais reste référant dans la planète. Il l'est, il l'était et il le sera encore demain. Donc partant de la on décide de mettre en place ce plan, c'est un vrai plan au sens le plus cartésien du terme. Là encore

c'est un héritage Arabe de Ibnou Rouchd AVROS autrement appelé, quand il a traduit les premiers domaines d'Aristote. Donc alors le plans c'est un sur le contenu des programmes.

Nous sommes à court de conférences, de formation et de recherche avec les journalistes pour les encouragés à aller vers les banlieues, non seulement de parler avec les imams, mais aussi avec les élèves du secondaire dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP). Des Journalistes spécialisés sont allés parler à ces jeunes pour apprendre ce qu'ils sont, afin de couvrir ces questions et poser des questions. Il est facile pour un journaliste de dire que je suis le protecteur de la liberté, mais nous nous ne critiquons pas nous-mêmes. C'est pourquoi il est difficile de pratiquer l'autorégulation si nous n'acceptons pas la réglementation autour de la diversité. Donc nous avons pris toutes ces actions.

Je suis en train de rédiger un rapport que je présenterai au président de France TV et au Président de la République en Décembre prochain afin que nous puissions tirer des leçons de toutes les leçons de ces différents domaines. Nous souffrons actuellement d'un grand problème de chômage, mais nous veillons à embaucher des personnes différentes de différentes minorités à tous les niveaux de la France TV. Je peux dire que nous sommes satisfaits du travail qui a été fait jusqu'à présent. J'espère que j'ai été aussi concrète que possible. S'il vous plaît, si vous avez un stylo s'il vous plaît prenez note de ce site que nous avons créé:

<http://integration.francetelevisions.fr>.

## Questions du Président de la Session:

**M. Jean-Michel Duffrene**, Rédacteur en chef, BBC Afrique

Je voudrais juste revenir sur quelques points mentionnés par André Azoulay, ce matin, sur le fait qu'il est difficile de trouver des synonymes pour « juste et inclusive » en français. Alors pensez-vous la notion de diversité est importé dans votre pays?

**Mr Edouard Pellet**, Délégué intégration et diversité, France-Télévision National TV

Je ne veux pas remettre en question le discours du Conseiller de Sa Majesté. Nous devons regarder le point de vue français. Si nous voulons parler de cette question, nous devons parler de l'histoire française. En France il y'a 10 ans il y avait un vif débat sur la question de «l'intégration». La question posée était alors: Suis-je intégré, je suis assimilé ou suis-je inséré?

Je suis arrivé d'Algérie en France en 1956 et j'ai commencé mes études supérieures en 1966. A cette époque, j'étais inséré parce qu'à ce moment l'Algérie n'était pas encore indépendant, si nous étions totalement français, et ma décision de vivre en France était lié à des choix de vie. Dans ces jours, nous avons dû doubler nos efforts afin de prouver que nous étions français. Donc je ne pense pas que nous puissions limiter la question de la diversité au vocabulaire et des mots seulement. La France est inclusive parce qu'elle a été créée de cette façon et je répète que cela a été le terrain de toute espérance. Y compris la France et a formé sa culture sur cette base.

Il ya un exemple qui est arrivé au parlement français. Les gens vérifiaient régulièrement leurs montres. J'ai demandé au sujet des records certains ont déclaré 10% et autres 20%, alors je leur ai dit que tous leurs records sont ronds et que cette partie de leur patrimoine est arabe, parce que le zéro est un chiffre arabe. Cet exemple est vrai pour les autres mots. Après le 19ème et 18ème siècle les choses ont changés. Après la fin de la colonisation et pendant le 20ème siècle, nous avons trouvé que 35% des mots en français venaient de l'arabe et seulement 17% d'Amérique.

**M. Jean-Michel Duffrene**, Rédacteur en chef, BBC Afrique

Peut-on comparer l'évolution de la diversité au Royaume-Uni à celle en France? Pourquoi avons-nous une évolution tranquille de la diversité dans le Royaume-Uni et pendant les élections présidentielles en France où l'Extrême-Droite avait un grand appui et la banlieue était en feu?

**M. Edouard Pellet**, Délégué intégration et diversité, France-Télévision National TV

Tout d'abord c'est faux. 1, Les banlieues en feu c'est social - et non pas ethnique ou raciale. 2, le Président n'a pas été élu sur le principe de savoir s'il est raciste ou non. Pour revenir à votre question, je crois que nous ne pouvons pas copier les Anglo-Saxons en général et les Britanniques en particulier. L'idéologie britannique est basée sur les communautés. Il est vrai que Channel 4 a été un modèle de leader avec une présentatrice de télévision qui est né dans l'Empire britannique et qui est visiblement de l'Empire britannique, qui est présente dans le milieu de la journée. Mais maintenant, j'ai l'impression que le Royaume-Uni est entrain de réviser cette idéologie. Ceci est comme la France, la France est une nation, un État et un peuple.

**M. Jean-Michel Duffrene**, Rédacteur en chef, BBC Afrique

Je voudrais maintenant donner la parole à M. M'Jahed de présenter la situation au Maroc. S'il vous plaît M. M'Jahed

**Mr Younes M'jahed**, Président, Syndicat National de la Presse Marocaine (SNPM)

Merci. Je vais passer d'un monde à un autre. Parce que les questions et les problèmes en Grande-Bretagne et en France existent au Maroc, mais elles existent dans un contexte différent. Ils existent dans un autre spécifique contexte historique, économique, politique, social et aussi culturel. Si on parle de pluralisme et de diversité, on doit d'abord voir comment ce problème est abordé au Maroc.

Tous les partis politiques des groupes sociaux conviennent que la diversité et le pluralisme sont importants pour la société et qu'ils sont très enrichissants et les gens veulent les conserver. En réalité, le pluralisme et la diversité impactent le niveau politique en raison de la situation politique du pays, car nous n'avons jamais eu un parti unique et à la place avait plusieurs partis politiques. L'impact du pluralisme et la diversité est aussi sociale à cause de notre diversité culturelle.

Cela a été reconnu et il est également reconnu que la culture Amazigh est un important pilier de la culture marocaine. Il ya aussi le pluralisme dans notre société parce qu'il ya une reconnaissance des différents mouvements politiques et sociaux. Toutefois, la diversité régionale n'a pas été examinée, même si le Maroc reconnaît l'importance des régions et l'existence d'un système régional. Mais il y'a encore un débat et nous avons encore besoin de définir le mot «région» et ce que nous entendons dire par ce mot. Nous avons toujours besoin de définir ce qu'on entend par la culture régionale. Nous avons également besoin de définir comment la régionalisation peut se faire représenter au niveau national, dans la société et aussi dans les institutions.

Au Maroc, nous ne reconnaissons pas que nous avons des minorités. Ceci est totalement rejeté. Nous ne reconnaissons aucune minorité. Nous croyons que la diversité est un problème mondial et nous reconnaissons cette diversité. C'est le niveau de débat que nous avons sur cette question à ce moment. Cependant, je crois qu'il y'a certains obstacles d'ordre idéologique, soit liées au nationalisme ou à la religion qui ne nous permettent pas de développer ce débat de la même manière que dans l'Ouest.

Il ya une reconnaissance de la diversité et le pluralisme, mais comment cela se traduit par rapport à notre thème «les médias». Les médias au Maroc, il y'a environ 15 ans, étaient uniques, il n'y avait qu'une presse partisane qui reflète les opinions des partis politiques et les acteurs étatiques et une télévision de l'Etat tels que la radio, l'agence d'information Maghreb Arabe Presse (MAP) et d'autres journaux d'Etat ...

## Questions du Président de la Session:

**M. Jean-Michel Duffrene**, Rédacteur en chef, BBC Afrique

Comme vous êtes le représentant syndical, est ce que vous croyez dans les valeurs de la diversité? Et si vous croyez en ces valeurs, accepteriez-vous l'existence d'un organe de réglementation pour veiller à ce que la diversité est respecté?

**M. Younes M'Jahed**, Président, Syndicat National de la Presse Marocaine (SNPM)

Oui, je crois que c'est une bonne idée. Maintenant nous avons l'exemple britannique et l'exemple français et ils doivent être étudiés parce qu'ils sont bons. Nous pouvons être inspirés par ces exemples par rapport à notre contexte. Toutefois, la question est: Quel est ce corps? Et là, je voudrais revenir à un autre point de différence entre nous et entre le gouvernement et les fonctionnaires. Nous sommes très inquiets que les autorités officielles se mêlent de ces organisations. Ces organisations doivent être composées de journalistes, d'acteurs de la société civile et ont besoin d'être indépendantes. Nous savons qu'il y'a des tentatives de la part des responsables d'interférer avec l'éthique professionnelle et nous rejetons cela. Tous ces débats doivent se faire avec le soutien officiel et non à travers l'intervention des autorités.

## Questions de la salle:

**Mohamed Aït Lachgar**, Directeur des programmes spéciaux à la SNRT

Donc, si j'ai bien compris ce que Sue Caro et Edouard Pellet ont dit, vous avez défini les objectifs et les actions visant à atteindre ces objectifs, mais ils restent limités à une meilleure représentation au niveau des cadres supérieurs. J'ai un petit commentaire qui comprend une partie de la question de M. Duffrene. Pouvez-vous voir les résultats dans les programmes pour le secteur audiovisuel?

Je voudrais citer l'exemple du genre. M. Pellet dit que l'approche genre de l'Eurovision est un élément important d'un gigantesque projet européen et il travaille sur des projets entre le Nord et le Sud. La SNRT fait partie de la plateforme du projet Euro-Med appelé COPIAM, qui est axé sur le sexe. Ce projet consiste à avoir plus de femmes aux postes de responsabilité dans le secteur audiovisuel. Au niveau de la production sont-il des programmes qui visent à changer la perception de ces minorités ethniques delà de l'angle que l'islam est égal au terrorisme? Parce qu'à ce niveau je ne vois pas de changements dans les médias britanniques ou français

## Mme Sue Caro, Chef de Diversité BBC

En termes de contenu des programmes, certainement. C'est l'affaire de base de la BBC et si nous ne reflétons pas la diversité au sens large du public britannique alors nous sommes en difficulté. Il y'a certainement eu une forte augmentation dans la représentation de personnes de toutes origines dans notre production tant à la radio qu'à la télévision.

Nous avons pris une approche de contenu qui est appelée «intégration de la diversité». Ainsi, au lieu d'avoir, ce qui a été précédemment décrit comme «programmes de niche» - des programmes qui s'adressent à un groupe minoritaire - l'idée a été d'utiliser les programmes généraux qui sont regardés par tout le monde pour s'assurer que ces programmes - qu'il s'agisse de théâtre, actualité ou information - sont plus réfléchies et plus représentatifs de la combinaison variée du Royaume Uni. Ce n'est pas seulement l'appartenance ethnique, il est également sur le sexe et aussi sur la région.

Nous avons aussi les mêmes questions autour de la région que celles que je pense que vous avez au Maroc, où les gens dans différentes régions estiment que les médias ne les représentent pas équitablement. Par exemple, la ville de Liverpool continue à boycotter le journal The Sun, qui est le plus grand tabloïd de vente au Royaume-Uni en raison de sa couverture du drame du Heysel [en 1985], où les fans de football de Liverpool ont été accusés par le journal de se comporter mal et ont pu causer certains des décès. Les habitants de Liverpool ont boycottés ce journal et il ne fait pas de ventes à Liverpool.

Donc, je pense, en termes de la BBC, nous sommes encore loin de parfait. Nous avons fait d'énormes progrès en termes de représenter plus de diversité à l'écran. Mais je voulais dire dans mon exposé, que le sexe, qui est considérée comme la région, la première égalité que la BBC tente à traiter, est considéré par beaucoup comme ayant été triés, mais en fait, quand on regarde ce qui se passe à l'écran, il ya encore du travail à faire. C'est donc un travail en cours.

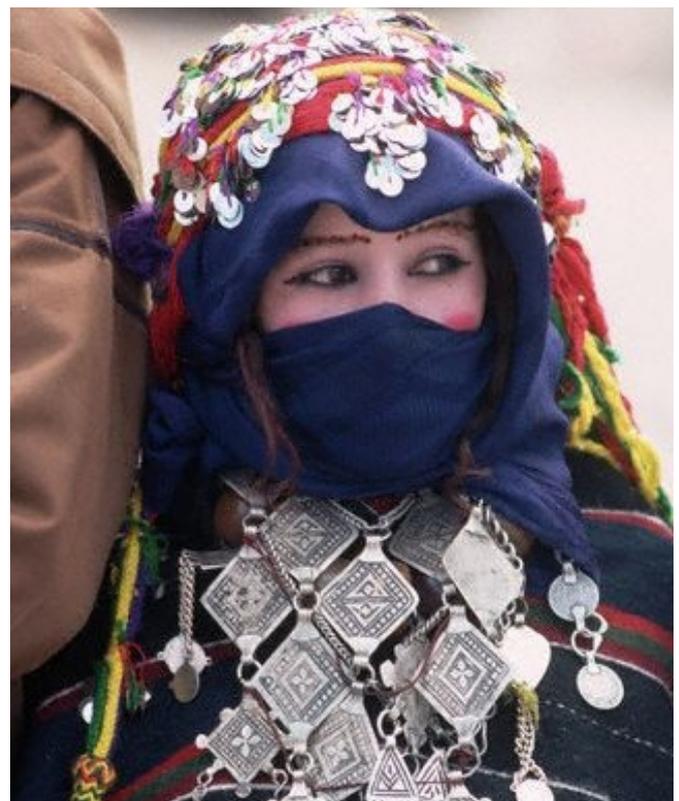
## M. Edouard Pellet, Délégué intégration et diversité, France-Télévision National TV

Dans notre groupe, nous avons 11 chaînes de télévision dont cinq sont des centrales. Dans chaque canal, nous avons créé une équipe spéciale. L'équipe

passé en revue les sept domaines de travail, y compris de fiction, documentaires, etc L'évaluation des résultats aura lieu en Septembre 2009. Il ya quelques mois, le président de la compagnie a créé un conseil suprême, présidé par Herbet Bourge, ancien président de France TV et ancien président du CSA [Conseil supérieur de l'audiovisuel], qui est notre organisme de réglementation, mais son mandat ne comprend pas l'éthique de rédaction, car ça ne fonctionnerait pas en France. Le rôle de l'organisme est d'essayer de mettre en place plusieurs outils orientés qui peuvent évaluer les progrès, qui sont insuffisants. Mais il pourra au moins nous permettre de rattraper le retard et l'absence de progrès des 50 dernières années dans cinq ans. Jérusalem n'était pas fondée en sept ou huit jours.

Plus concrètement quand il s'agit d'embaucher des gens du cascadeur jusqu'aux acteurs principaux, nous avons demandé à nos partenaires pour y inclure la diversité dans le processus. L'an dernier les producteurs ont eu à présenter une tranche diversifiée de personnages au moment du reportage ou du programme. Le producteur a à proposer pour tous les rôles des personnages ou des comédiens qui viennent d'autres communautés, y compris les immigrants et les minorités.

Concernant, les programmes de divertissement, il ya cinq ans, tous les présentateurs étaient de race blanche, âgés entre 27 et 28 ans, 70% des



femmes, cheveux blonds et yeux bleus, et de temps en temps il y avait une peau foncée qui donnait l'illusion de la diversité. Nous avons écrit à nos partenaires en disant que: Tout d'abord il n'y a pas de diversité ethnique et culturelle dans ces programmes. Deuxièmement, les programmes donnent l'impression que ce pays est habité que par des jeunes, tout comme dans la comédie populaire, où la jeune fille avec les yeux bleus de Nice a présenté le «Moutarde de Dijon». Nos partenaires ont compris le jeu, mais l'un d'entre eux n'a pas et ils l'ont nommé Le professeur chantant. L'année suivante, lorsque nous sommes arrivés à signer un contrat avec lui il y avait beaucoup de problèmes et il a fallu presque trois semaines, mais à la fin il a accepté notre position parce que c'était pour le bien commun de la fonction publique.

En ce qui concerne les documentaires il ya une équipe qui encourage des approches différentes. Quand il s'agit de couvrir l'Afrique du Nord, maintenant il ne suffit pas simplement de montrer un chameau traversant le Sahara. Il ya un grand projet de documentaire sur [les algériens combattant pour la liberté] Amir Abd al-Qadir et son voyage à Paris et à Damas, et comment il a été emprisonné sur une île. Nous développons des projets de fiction de deux grands écrivains du Maghreb: Assed Jibar et Taher Benjeloun.

En ce qui concerne les informations, vous aurez certainement remarqué que sur les infos de France 2 nous nous n'utilisons plus l'expression; de telle ou telle origine. C'est ce que nous avons fait avec les journalistes.

Vous savez que nous ne pouvons pas changer les attitudes facilement. Nous avons organisé trois séminaires avec des journalistes. Comme vous le savez, ce n'est pas assez de temps pour ce pays, cette perception collective pour changer.

### Grichane Ziad, Rédacteur en Chef de 'Réalité' (Tunisie)

Ce thème est vraiment intéressant et me rappelle de nombreux événements. S'il est vrai que dans notre pays, il est difficile de parler de pluralisme politique, il est encore plus difficile de parler de pluralisme et de diversité dans la religion, la langue et plus encore. Je pense que pour nous l'exemple français n'est pas le bon.

J'ai visité les États-Unis en 2004 et j'ai rencontré de nombreux Afro-Américains et les Arabes-Américains. J'étais choqué pendant ces trois semaines par la façon dont ces gens étaient fiers

d'appartenir aux Etats-Unis en dépit du fait que certains d'entre eux avaient été victimes de racisme et avait été envoyé en prison parce qu'ils avaient utilisé l'espace réservé aux «Blancs seulement» dans les années 1960. En 2004, ces gens étaient très fiers et très ambitieux pour les USA car peut-être d'ici là, elles étaient évaluées dans le cadre d'une communauté.

Il n'est pas certain que l'exemple de l'unité dans la diversité, qui est très précieux pour la France et plus précieux pour nous, est bon. Si nous voulons parler de nos différences religieuses, ethniques et régionales, nous sont excellentes, tant que nous sommes unis.

J'appartiens à un pays où les différences religieuses sont pratiquement inexistantes. Nous n'avons que 3.000 juifs à l'écart des 100.000 Juifs qui vivaient en Tunisie. Nous avons moins de 1% Berbères. Toutefois, en Tunisie, il est difficile de parler de religion, dont un environnement socio- historique fondamental. Nous ne pouvons parler du mythe tunisien de l'homme blanc avec une certaine couleur, qui est arabe et musulmane. Peut-il y avoir diversité, si ce blanc, arabe, musulman ou ce blanc, chrétien, est devenu un homme qui est un peu moins blanche, moins musulman, moins arabe? Il est important de reconnaître le droit de cette communauté d'exister, de se faire représenter et d'exprimer sa diversité.



Je ne suis pas sûr qu'il y en est un exemple qui est mauvais, mais l'exemple des Etats-Unis est le meilleur, même s'il provoque de nombreux problèmes. Parce que nous ne nous pouvons qu'appartenir à une communauté diversifiée, lorsque nous avons une fierté de qui nous sommes. Si nous ne sommes pas fiers de cette diversité. Si l'exemple unique qui est imposé à moi comme une minorité m'interdit de m'exprimer en tant que minorité, je ne suis pas sûr que je vais me repérer dans ce milieu unique français, tunisien ou arabe par exemple.

Il est vrai que les médias ont une responsabilité énorme dans ce sens que nous parlons de temps en temps sur le pluralisme politique et nous nous battons, parfois pour le pluralisme politique. En fait, nous nous ne battons pas pour l'autre type de pluralisme, ce qui explique pourquoi il est difficile pour nous d'avoir le pluralisme politique dans notre pays.

### Mme Bouchra Rejanie, Freemantle Media, productrice de théâtre français et présidente de TVpresse

En tant que productrice en France, j'ai noté un réel changement dans les attitudes et dans la perception collective, qui est illustré par les différentes approches des directeurs de programme qui sont très sensibles à cette question. Je crois que nous verrons bientôt des drames où le personnage principal, le juge et le policier seront du Maghreb et d'origine noire. Nous avons besoin de programmes qui gravent le mélange culturel et la richesse de la France dans l'ADN des programmes de télévision. Ma question est très simple et elle est dirigée à Sue et à M. Pellet: Quelles initiatives doivent être adoptées? Nous devons accompagner ce changement d'attitude parce que le train est en marche et il doit aller à toute vitesse, car il ya beaucoup de rattrapage à faire. Quelles sont les initiatives que nous pourrions adopter étant des producteurs de télévision en vue d'améliorer les choses? Pouvons-nous améliorer et promouvoir les définitions données par le CSA, M. Pellet?

Et Sue, y'a-t-il des incitations au Royaume-Uni pour que les producteurs optent pour ces programmes? Ce serait une réponse au double objectif: 1. la responsabilité éthique de représenter les gens de toutes les origines étrangères et 2. assurer ce changement de produit. Y a-t-il ce type d'incitation au Royaume-Uni que l'on peut suivre en France?

### Mme Sue Caro, Chef de Diversité BBC

Une des choses que nous avons faites a été de ne pas payer les primes des administrateurs si les objectifs n'étaient pas atteints. Nous sommes maintenant plus systématiques. Les administrateurs sont le niveau supérieur de la gestion et il y avait une pensée que ce changement doit venir du haut. Il est effectivement venu du haut en bas et du bas en haut, alors maintenant, la BBC a un système d'évaluation pour chaque membre du personnel, qui travaille dans la production. Ils ont des objectifs autour de la diversité, qui mesurent s'ils reflètent correctement les publics dans leurs programmes. Ils seront tenus compte de rendre cela.

Il ya une affaire de business à la BBC, la BBC vend une grande partie de ses programmes à l'étranger et nous savons que si les personnes qui figurent dans les programmes sont plus diverses, plus le produit sera vendu dans d'autre. Il ya donc une incitation financière là.

La créativité est vraiment énorme en termes de représentation à l'écran des personnes handicapées. Les personnes handicapées ont été presque totalement invisible, mais dans les deux dernières années toute une tranche de producteurs, qui ne sont pas des handicapés, se sont engagés avec ce problème. Nous disposons d'un drame, qui est appelé «Sound Proof», qui est un thriller pour les sourds où les personnages principaux étaient tous sourds. La langue des signes a été utilisée. La société de production c'est engagée avec l'ensemble des enjeux et des différentes perspectives. Elle apprendait des choses eux-mêmes et elle veut faire d'autres programmes qui comporte d'autres types d'histoires et perspectives différentes. C'est une sorte d'effet boule de neige.

Tout le monde veut leurs programmes d'être les plus créatifs, et qui remportent tous les prix. Donc, il y'a de la créativité, et il ya du business, et puis il y'a de la responsabilité à tous les niveaux de l'organisation.

### M. Edouard Pellet, Délégué intégration et diversité, France-Télévision National TV

Il est bon d'apprendre de chaque initiative. Je suis fier que malgré les tensions dans la télévision public en France, j'ai pu commencer mon initiative, il ya un an. J'ai écrit à un certain nombre de producteurs sur l'initiative d'action positive et les a dirigés vers

le site. J'étais très heureux de lire récemment dans le magazine «Télérama» que les programmes démontrent une diversité considérable. Ils ne parlaient pas de France 1 ou M6, mais il parlait de la télévision publique. Cette initiative date d'une année et porte déjà ses fruits. Chaque initiative est bonne.

J'aurais été mortifié si les jeunes stagiaires que j'ai présentés aux équipes éditoriales revenaient vers moi en me disant qu'ils étaient associés à cette nouvelle action positive. Il existe environ 100 qui ont été installés et près de 20 dans mon organisme, qui est très conservatrice. Ils sont heureux et fiers d'appartenir là-bas. Il s'agit d'une preuve que la France d'aujourd'hui est capable de bouger. Toute initiative est bonne.

La nouvelle loi comporte deux éléments nouveaux: d'abord, en Décembre, le Président de France TV doit présenter au Président de la CSA -conseil supérieur de l'audiovisuel - et au Parlement un rapport concernant, l'accès à l'emploi et d'autre part concernant la diversité culturelle et ethnique du contenu du programme.

Vous ne pouvez pas imaginer ce que cela signifie d'avoir la notion de culture ethnique dans la loi française. Lorsque nous avons parlé de l'origine ethnique certains sont allés directement à la course. Non, nous ne devrions pas parler de la race car il existe deux types de race dans l'humanité - hommes et femmes. Nous devrions parler de l'appartenance ethnique car il y'a de nombreuses ethnies. Cette ma propre perception et je ne crois pas dans le melting pot, mais je préfère le concept de la combinaison que vous avez mentionnés, les ethnies vivant côte à côte. Je crois que c'est la France et c'est la région de la Méditerranée de demain

**Nick Carter** Ancien Rédacteur de 'Leicester Mercury'

Je travaille comme consultant en médias, la communication et la cohésion. Je voudrais demander aux trois membres du panel, s'ils croient à la réglementation des médias? Et s'ils le font, quel type de réglementation est le plus appropriée?

**M. Younes M'Jahed**, Président, Syndicat National de la Presse Marocaine (SNPM)

En fait c'est une question difficile parce que la réglementation n'est pas la solution parfaite. Selon les cultures, les institutions politiques et les conditions dans chaque pays, au Maroc, nous pensons qu'un minimum de réglementation est nécessaire.

Il devrait y avoir des lois et des réglementations afin de travailler dans un environnement médiatique professionnel. S'il n'y avait pas de réglementation, je crois que l'autorégulation par les médias et les organisations de médias serait très difficile. Par conséquent, nous disons qu'il doit y avoir une certaine réglementation, mais nous ne croyons pas que la loi peut tout résoudre. Les principes devraient également être présents. C'est pourquoi j'ai parlé de la nécessité d'une volonté politique non seulement dans les médias, mais aussi dans d'autres politiques qui réglemente la profession.

**M. Edouard Pellet**, Délégué intégration et diversité, France-Télévision National TV

R.S.S: réglementation, soutien et d'autorégulation. Un soutien est accordé par la loi et l'autorégulation devrait être démontrée par des journalistes. Ils peuvent gagner ou perdre toute légitimité à travers cela. Et c'est un journaliste qui parle. Je sais que nous ne sommes pas élus, mais nous avons la confiance des téléspectateurs et lecteurs. Nous devons donc être conscients de cela, et les lois de régulation des médias, pour moi, ne semblent pas assez.

**Mme Sue Caro**, Chef de Diversité BBC

Nous avons la régulation des médias au Royaume-Uni et je pense que cela est approprié. Nous avons l'autorégulation de la presse écrite au Royaume-Uni et je pense personnellement qu'elle est moins efficace. Et je pense que nous devrions avoir une sorte de législation autour la réglementation de la presse écrite ainsi que l'industrie de la radiodiffusion.

**M. Jean-Michel Duffrene**, Rédacteur en chef, BBC Afrique

Je vous remercie tous pour vos questions et commentaires. Je suis désolé pour ceux d'entre vous qui sont frustrés parce qu'ils n'ont pas eu la chance de parler, mais nous aurons une autre session dans l'après-midi où nous allons travailler en groupes et où vous aurez plus d'espace pour vous exprimer.

## Session 2:

### petits groupes:

Est-ce que nos médias reflètent notre réalité?

**CONTEXTE:** Au cours de cette session, les participants ont été invités à adhérer à cinq groupes différents. Chaque table a été demandée les cinq problèmes qui empêchent:

1. les décideurs politiques
2. les médias
3. la société civile
4. organismes de l'industrie
5. professeurs de journalisme

de rendre les médias plus réfective de notre réalité? Les participants ne doivent pas être de ce secteur en réalité. Ils pouvaient aller à n'importe quelle table de leurs choix. Une fois qu'ils avaient discuté les problèmes, ils étaient demandés de venir avec cinq solutions.

**Personne n'a choisit de débattre les problèmes du point de vue des décideurs politiques.**

Une personne de chaque table a été nommée comme rapporteur. À la fin des discussions de groupe chaque table a partagé ces conclusions.



## Group 1:

Mon nom est Ahmed Ifzaren et je suis journaliste depuis 44 ans. Je sais, que c'est très long! Nous avons discuté de cinq points, cinq problèmes. En fait, il y's plus que cinq, mais nous avons limité notre discussion à cinq.

1. Le premier point concerne les régions, les régions marginalisées. Le problème que les régions marginalisées confrontent par rapport aux médias est lié aux informations. Ils n'ont pas assez d'information. Il y'a des informations régionales en quelque sorte, mais le reste des informations sont absentes. Nous avons des journaux, des stations de télévision et des stations de radio, mais il y'a un réel besoin de plus sources de plus de médias visuelles, audio et écrites. Par exemple, si nous parlons de la presse écrite, nous avons un manque d'usines d'impression. Au Maroc, la plupart des usines d'impression sont concentrés à Casablanca et à Rabat. Cela signifie que près de 90% du Maroc n'a pas accès à une importants presse imprimée. Il y'a Offset une maison d'impression qui permet d'imprimer jusqu'à 5.000 exemplaires, mais si vous voulez imprimer 20.000 exemplaires donc vous avez besoin pour d'une grandes usines d'impression et elle n'existe pas tout simplement dans la région.

2. En plus du manque de maisons d'impression, il y'a aussi des problèmes de distribution. La distribution est un défi majeur, car il n'ya que deux sociétés de distribution au Maroc; Sauchpress & Sapress. Ils ont leurs propres méthodes de distribution. Cependant la distribution dans les régions est un problème à cause des montagnes, des plaines et les quelques kiosques à journaux qui existent. Ce problème doit être abordé.

3. Le bulletin d'infos régionales a aussi des problèmes et a besoins d'un programme de formation. Cette formation doit être continue. La plupart des formations sont concentrés à Casablanca et à Rabat et il est très rare qu'une formation prend place au niveau régional. [National] Les organisations des médias ne dispensent pas de formation pour leur personnel régional. Si il y'a une formation, elle est faite à Rabat. Chaque correspondant régional a donc à improviser sur la façon de couvrir les événements et cela encourage

le problème des rumeurs. L'absence de formation entraîne et encourage les rumeurs.

4. Il ya également un problème concernant la sélection des personnes qui travaillent dans la presse. Les organisations de médias en général exigent un diplôme universitaire. Mais il y'a une composante plus importante, c'est la passion, l'amour du journalisme. Un diplôme n'est pas suffisant. Il doit y'avoir l'amour du journalisme parce que cet amour rend le journaliste productif. C'est comme dans un mariage. Il ne suffit pas d'écrire l'acte de mariage, il doit y avoir des émotions en cause.

5. Il ya aussi le problème du soutien financier pour la presse régionale. Il y'a un certain appui, mais il ne suffit pas. Nous devons travailler plus fort afin de donner plus d'importance, plus de valeur et plus de soutien à la presse régionale. Le soutien financier est concentré vers les organisations qui ont la capacité de recevoir cet appui.

## Les Solutions

1. Je crois que nous devrions nous concentrer davantage sur les journalistes. Nous devons choisir un groupe de journalistes qui ont des compétences, les capacités professionnelles et éthiques, l'amour du pays et ses citoyens, et qui sont ouverts en vers les «autres». C'est parce que si nous voulons avoir la diversité sur laquelle ont parle, alors nous avons besoin de ce genre de journalistes.

2. Nous devons améliorer la sélection de ces journalistes et les aider à établir des organisations médiatiques régionales. Ceci est une suggestion. L'Etat peut apporter son soutien, mais également les entités privées et les particuliers peuvent également apporter leur soutien. Nous devons réformer les politiques de soutien, afin que les régions puissent obtenir un soutien. Nous avons des ONG.

3. Les régions ont besoin d'être ouvert envers les minorités dans les médias. Le Maroc est ouvert aux «autres» dans la société. Les Marocains sont ouverts en raison de l'emplacement géographique stratégique du pays, de sorte qu'il est toujours

touché par le mouvement des personnes du Nord et du Sud. Toutefois, nous devons encourager le concept de transparence. Le Maroc est composé de divers groupes ethniques : berbères, arabes, andalous, africains et juifs. Je crois que nous devons encourager un dialogue ouvert et des médias intégrateurs afin de ne pas tomber dans le racisme. Nous n'avons pas de racisme, mais nous craignons l'avenir. Nous craignons que d'autres personnes rejoignent le Maroc. Le Maroc a un problème parce qu'il est un point de passage pour l'immigration clandestine. Nous ne voulons pas tomber dans les difficultés concernant ce sujet. Nous avons besoin de médias ouverts et responsables, et d'encourager des médias plus humains.

4. Enfin, nous devrions encourager le développement les lignes éditoriales à travers la formation des journalistes régionaux. Les journaux et les organisations de médias à Rabat et à Casablanca, ont leur propre ligne éditoriale, mais dans les régions, nous constatons que chaque journaliste a à improviser lui-même et cela peut conduire à des rumeurs. Nous ne devrions pas être une proie pour les rumeurs dans les régions. Merci.



## Groupe2:

Malheureusement, il n'y avait que deux personnes dans notre groupe. C'est une honte, car notre table a examiné la question à partir de l'angle de la société civile. Ce n'est pas la réalité parce qu'en réalité c'est le contraire. Nous aurions eu le syndicat [SNPM] sur ce tableau, car ils font partie de la société civile, ainsi que des associations professionnelles et de nombreuses autres organisations qui sont intéressées dans les médias. Nous avons essayé de rendre notre intervention globale et d'y intégrer les éléments manquants, car toute la question est liée à la société civile et comment elle est liée à la société politique.

1. Le premier problème est le problème de l'inclusion. Nos coéquipiers disent que la presse marocaine est intégratrice à travers la société civile et à travers l'économie grâce aux ventes. J'étais intéressé par le thème de cette conférence «Médias et Intégrateurs pour des sociétés intégrés». C'est quelque chose que nous aspirons.

2. En fait le Maroc a des «médias exclues pour des sociétés exclusives». Lorsque nous regardons soit la presse indépendante ou la presse partisane, il est troublant de voir comment ils excluent «l'autre» et l'opinion des autres. Les exemples sont nombreux parce que beaucoup de questions importantes dans le pays qui ne sont signalées. Les médias ont un moyen pour exclure ces questions surtout quand on parle de l'intellectualisme et la politique, la politique dans son sens véritable et noble. Ces deux questions - l'inclusion et l'exclusion -, sont un véritable dilemme pour nous au Maroc.

3. Le troisième problème à traiter est l'autonomie, l'indépendance de la presse. Même en Europe, il est impossible de séparer la presse du discours. En Europe, chaque média a une certaine direction, ce qui crée la diversité. Certaines organisations médiatiques ont une direction de gauche ou d'aile droite, mais il y'a du professionnalisme. Dans un milieu professionnel vous pouvez trouver une personne qui appartient à la gauche et qui travaille avec une autre de la droite dans la même organisation. Ils annoncent honnêtement les infos, ils enquêtent et ils analysent avec la liberté, tout en restant responsable. Au Maroc, on ne sait plus

le vrai sens de la vie politique parce que les gens parlent de politique de façon banale.

4. Le gros problème est qu'il n'y a pas assez de formation qui peut résoudre ces problèmes. La plupart des journalistes qui sont en charge ou qui sont propriétaires de grandes organisations de médias ne sont pas diplômés d'écoles de journalisme. Ils étaient des militants politiques au sein de partis et de leur passage de la société civile organisée et leur évolution de carrière a poussés à devenir journalistes, donc il n'y a pas de professionnalisme.

1. Il y a une différence entre les journalistes qui ont leur domaine, le professionnalisme et l'éthique et les politiciens et les intellectuels. Nous avons des journalistes qui veulent être des intellectuels, des politiciens, des journalistes et des économistes. Ils veulent acquérir toutes ces spécialités eux-mêmes et éliminer les autres.

2. Nous avons tous vu le discours de la presse indépendante en disant qu'il y a un vide dans la vie politique marocaine, qu'il n'y a pas d'opposition et que donc eux, les journalistes, seront cette opposition. Le journaliste a remplacé le politicien et a commencé de rassembler les gens autour de lui afin qu'il puisse obtenir ses résultats politiques. Ceci est faux. L'objectif de la politique est de prendre l'autorité politique et élaborer une stratégie. Un journaliste ne sera jamais en mesure d'offrir un avantage politique au combat social. La responsabilité politique réelle est pour le parti et pour le gouvernement. Le parti est un état générique.

3. Le problème ici est le besoin de formation et de professionnalisme. C'est pareille pour tout le monde, par exemple : dans le domaine des droits de l'homme ont trouvé des personnes dans des associations qui parlent de politique et non pas de droits d'homme. Ils n'ont même pas une connaissance des droits de l'homme. Par exemple, vous trouverez une personne de l'extrême gauche qui parle des droits de l'homme, en ignorant qu'il s'agit d'un concept bourgeois qui est originaire de l'organisation des Nations Unies.

4. Le dernier problème est le lien entre modernité et tradition. La contradiction c'est que la forme du discours et les outils que nous utilisons sont tous modernes. Nous avons l'Internet, les photos et de la technologie numérique, mais la culture du marché dans lequel opère cette presse est une vieille culture qui nous ramène à la culture des tribus et des sanctuaires. Modernité signifie que nous avons une société moderne où l'individu est le plus important, les citoyens, leur vote - et non pas la tribu. La société de l'identité est donnée par l'Etat moderne et non par la tribu. Vous pouvez trouver des exemples dans la presse indépendante où certains rapports d'enquête qui disent que le Maroc doit adopter la chariaa islamique car la seule loi qui a survécu de la chariaa au Maroc c'est le code de la famille.

En ce qui concerne les solutions, nous devons nous engager dans une culture universelle de la régionalisation et de la diversité. Il serait faux pour nous de se défaire des autres nations et de vivre comme une société renfermée sous le prétexte de la vie privée, parce que nous allons chuter. Il suffit de suivre certains pays islamiques arabes et voir les conséquences.

## Les Solutions

1. La seule solution est la formation. La formation doit aider le journaliste à apprécier son métier. Le journalisme est une carrière de spécialiste. Il devrait savoir qu'il est un journaliste et pas un homme politique et qu'il ne sera jamais politicien à moins qu'il ne quitte le journalisme. Peut-être un journaliste peut devenir un écrivain ou un penseur, mais pas un journaliste qui fait tout. Il a besoin a la formation pour lui faire prendre conscience des pressions professionnelles. La conférence d'aujourd'hui est un rappel de ces pressions professionnelles. Si nous continuons à en discuter, le journaliste qui pratique ce genre de journalisme sera déçu.

2. Deuxièmement, nous devons établir une relation entre la société civile et les médias. La relation peut être institutionnalisée, car il n'existe actuellement pas de dialogue entre les deux et pas de réunions communes. Il sera utile pour les journalistes de savoir ce que fais la société civile. C'est une opportunité pour les journalistes de s'ouvrir à la diversité, car ils trouveront des associations qui travaillent dans

des lieux éloignés sur des questions intéressantes, par exemple une association qui travaille sur la préservation des arganiers. Ce processus aidera la presse d'enquêter sur des histoires, sur des groupes marginalisés en dehors de Rabat et Casablanca, et pas seulement sur les problèmes centraux.

3. Enfin, je tiens à mentionner un problème grave. Nous ne devrions pas dire que nous ne disposons pas des minorités. C'est dangereux ! Le grand penseur Abdellah Alaaroui insiste sur ce point. Les Etas Arabo-islamiques règne a travers des minorités. Les minorités gouvernent les États arabes et islamiques. Vous pouvez prendre l'exemple de n'importe quel de ces Etats et vous pouvez voir qu'il y'a une minorité au pouvoir. Par conséquent, si nous n'avons pas les questions de minorités aujourd'hui, alors nous les aurons demain. Le monde entier parle de ce problème et sur des droits de ces minorités. Même les restants des indiens américains native reçoivent de l'attention. Merci.



## Groupe 3:

Nous allons donner quelques suggestions, mais ces suggestions représentent seulement quelques solutions à certains problèmes. Sur la table, des organisations de journalistes, nous avons essayé de discuter du rôle que peuvent jouer les organisations de journalistes, afin de promouvoir la diversité. Peut-être le groupe des organisations de journalistes aurait été fusionnée avec le groupe de la société civile.

1. Notre priorité est la pratique professionnelle du journalisme. La pratique professionnelle du journalisme dans le domaine de couverture de la diversité doit être fondée sur la liberté et l'assurance de ce droit, avant que le journaliste puisse pratiquer son métier. Pour faire cela, notre législation médiatique doit être réformer pour donner aux journalistes la liberté de pratiquer et d'ancrer le respect de la diversité.

2. Les organisations de journalistes et les organisations médiatiques devraient pousser et encourager la diversité sous toutes ses formes. Ces organisations devraient promouvoir la diversité au niveau du sexe, les handicapés etc ...

3. Certaines organisations médiatiques ont un code d'éthique telle que le SNPM et la Fédération Marocaine des Editeurs. Il s'agit de nouvelles organisations qui travaillent avec la presse électronique, mais la priorité ici c'est que toutes ces organisations doivent modifier leur code d'éthique afin de promouvoir et consacrer la diversité.

4. Il faut organiser et structurer les médias électroniques afin de leurs permettre de jouer un rôle important dans la promotion de la diversité. La question des médias audiovisuels était considérée comme une priorité et comme un problème. Il y'a un besoin pour favoriser les politiques, régionales, culturelles et autres de la diversité dans les médias publics a travers la transparence et l'existence de conditions raisonnables pour donner des licences dans le domaine de l'audiovisuel afin de garantir l'égalité et la diversité sous toutes leurs formes. Merci.

## Groupe 4:

Nous avons eu quatre nationalités sur cette table donc nous n'avons pas cherché à choisir un pays ou un modèle sur l'autre. J'ai vu que mes collègues ont parlé de l'expérience marocaine, je vais donc aller directement à présenter les suggestions de mes coéquipiers en tant que formateurs et journalistes.

1. La principale question était de savoir si les médias devraient rendre compte de la diversité dans la société sans provoquer une scission au cœur de la société et sans provoquer une rupture en ce qui concerne l'unité nationale comme étant l'idéologie générale de la société. Nous avons suggéré d'ouvrir des canaux de dialogue culturel, le dialogue avec les autres, le dialogue entre nous en tant que pays et le dialogue avec les sociétés européennes. Cela conduirait à la création d'une sorte d'échange de connaissances, qui contribuera et identifiera la diversité à l'intérieur de notre société et à l'intérieur d'autres sociétés.

2. La deuxième idée est liée à l'économie. Nous vous recommandons de développement des investissements en partenariat avec les pays de la science et de la culture, car elles sont les vecteurs qui permettront de bâtir et d'identifier la diversité. Il est plus facile de voir les différences culturelles entre nos communautés arabo-islamique et aussi entre les communautés chrétienne quand il ya un échange scientifique ou culturel. Dans le même temps, vous savez que l'échange culturel est un pilier pour l'acceptation de la diversité. Quand il y'a un tel échange nous apprendrons à connaître l'autre et ce que nous attendons et ce qui est attendu de nous. Toutes ces questions philosophiques et intellectuelles peuvent être définies par un dialogue bilatéral, au moyen d'échanges, des réunions et des conférences qui seront organisées au niveau académique et au niveau journalistique.

3. Une des solutions que nous avons suggérées était l'éducation. Il y'a l'idée que les élèves doivent apprendre la notion de diversité et aussi la notion de la diversité au sein de la communauté et des écoles et des établissements d'enseignement. Les étudiants peuvent explorer la diversité et la traiter ensuite. Dans le même temps nous pouvons introduire les générations futures à comprendre la

diversité et éviter que la diversité soit imposée sur eux. Quand on connaît la diversité, nous savons à quoi s'attendre. Vous savez que chaque type de diversité est un aspect idéologique ou intellectuel. Donc la diversité devrait être enseignée dans les écoles via des programmes éducatifs soutenus par l'État ou par une collaboration entre les ministères et les organisations de la société civile.

4. Le deuxième point concerne les médias qui peuvent jouer un rôle important dans la promotion de la diversité. Au début, nous avons suggéré que les médias ne doivent pas défendre la diversité, mais ils doivent la couvrir, et cette couverture ne devrait pas favoriser un groupe sur l'autre. Il ne devrait pas y avoir une préférence pour «accepté» la diversité au bien «rejeté» la diversité. La diversité doit être rapportée comme elle existe dans la société.

5. La dernière idée est la formation. La formation doit être pour les journalistes du Nord et de l'Europe. Ils doivent être éduqués sur la manière dont nos sociétés sont diverses. Nous ne devons pas toujours défendre notre diversité. L'Europe devrait être ouverte à nous et il faut qu'elle connaisse notre diversité afin qu'elle nous accepte et afin que nous les l'accepte aussi. L'autre type de formation devrait être au sud-sud. Tous les pays arabes, nous devrions connaître nos différences et notre diversité à travers des programmes d'échanges entre tous ces pays. Les journalistes du Maghreb devraient aller dans le Golfe afin qu'ils puissent identifier le type de diversité que nous avons dans nos communautés. A ce stade, nous pouvons comprendre et défendre les uns les autres et aussi savoir à quoi s'attendre et ce qui est attendu de nous. Merci.

## Session 3:

### Le sensationnalisme ou le journalisme responsable?

C'est qui apporte la plus grande audience? Indépendamment de nos affiliations éditorial, nous sommes tous à la recherche d'une plus grande audience, la crédibilité ainsi de plus, dans le cas des médias commerciaux, plus grand profit. Quel genre de journalisme qui mène à ces réalisations? Est-ce que la diversification des membres du personnel mène à des contenus diversifiés?

**M. Mohammed Omar**, Rédacteur en chef, le pan-arabe nouvelles portail Albawaba.com

Notre sujet est: «Le journalisme - Entre sensationnalisme et responsabilité». Dans la matinée, nous avons entendu M. Khalid Naciri parler de responsabilité. Dans notre pays les responsables gouvernementaux arabes se concentrent toujours sur la responsabilité. Quand on parle de la responsabilité, Mr. Younes M'Jahed dit qu'il ya un conflit entre journalistes et responsables concernant la responsabilité. La question de la responsabilité et les règles qui ont été imposées aux maisons d'édition dans le monde arabe diminuent toujours la diversité.

Il ya une discussion et des conflits récurrents entre les journalistes arabes concernant la diversité et le pluralisme parce qu'il ya une différence entre la diversité du mot et le mot «pluralisme». Les journalistes arabes en Jordanie ont tendance à parler de pluralisme, dans la crainte de l'édition et l'impression et la réglementation en raison de leur formation. Un de nos collègues a mentionné tout à l'heure que nous sommes tous issus d'un milieu islamique, marxiste ou national. Les journalistes ont tendance à parler de la question du pluralisme et non pas de la diversité parce que notre vision de la diversité est qu'elle implique l'éclatement de l'unité des communautés arabes.

Le concept de la diversité a été un sujet tabou et interdit dans les médias, au moins c'est notre expérience en Jordanie. L'un des principaux tabous dans la presse jordanienne c'est de parler d'unité nationale. La loi sanctionne tout journaliste qui touche à la question de l'unité nationale. En outre, il est la religion. Notre loi est écrite dans un langage ambigu et vague, de sorte que si un journaliste parle d'unité nationale cela pourrait lui conduire à

être traîné devant les tribunaux sous l'inculpation d'atteinte à l'unité nationale. Comme vous le savez un grand nombre de Jordaniens sont des réfugiés palestiniens. Il ya un grand débat sur les réfugiés palestiniens et les citoyens jordaniens d'origine palestinienne.

En Jordanie, la presse professionnelle et traditionnelle perd face aux nouveaux médias, qui sont en plein essor. Les statistiques récentes du Département des statistiques publiques montrent que 36% des Jordaniens utilisent l'internet, 96% des Jordaniens utilisent des téléphones mobiles et 76% ont accès à une antenne parabolique. Ce nouveau type de médias aborde tous les tabous qui ne peuvent pas être discutés par la presse professionnelle et traditionnelle.

Les médias électroniques et l'internet présentent débattent énormément la diversité, mais la Jordanie est à ses balbutiements. La valeur ajoutée des médias électroniques est son interactivité et la possibilité de faire des commentaires qu'ils offrent aux individus. Ils discutent de questions concernant l'unité nationale, les femmes, le divorce, les gays, les lesbiennes, etc ... Les médias traditionnels ne discutent pas ces questions et lorsque les nouveaux médias le font, ils sont pris en charge par les téléphones mobiles et via des réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, alors que la presse traditionnelle - qui est déjà en crise à cause d'une mauvaise répartition et de la crise économique - perd son rôle et son public pour la presse électronique.

Les statistiques montrent que les citoyens jordaniens qui avaient l'habitude de lire des journaux utilisent maintenant l'internet comme source de nouvelles. Les citoyens ont commencé à basculer vers les nouveaux médias, car l'Internet est moins cher que le papier réel et parce que les journaux en ligne laisse la possibilité au lecteur de faire des commentaires.

Lorsque les nouveaux médias couvraient la diversité au début ils étaient sensationnalistes. Je cherchais un public plus large et j'ai remarqué que les rapports sur les femmes, les lesbiennes et les pédophiles en Jordanie etc ... attirent un public. Alors je me suis dit pourquoi ne pas changer mon agenda et commencer à discuter de ces questions. L'absence de réglementation, d'un code d'éthique et de professionnalisme dans les nouveaux médias, associé à une concurrence furieuse du public et de la publicité ont poussé les nouveaux médias à avoir un nouvel agenda formé par l'utilisateur et sur ce qu'il veut commenter.

Par conséquent, les nouveaux médias sont noyés dans le sensationnalisme. Comme les Egyptiens disent: «le public veut que» le cas si le public veut que je parle de gays, je vais le faire. Cela n'a pas seulement affecté les priorités des médias, mais il a conduit à l'absence de tout comportement professionnel réel sur Internet.

Les nouveaux médias montrent vraiment comment la presse professionnelle peut vaincre la peur de parler de la diversité, parce qu'ils s'inquiètent encore de parler de diversité. En tant que journaliste âgé de 49 ans je crains que quelqu'un me parle de diversité parce que j'ai appris à ne pas parler de minorités, de la religion, du sujet des femmes et des communautés. Par exemple Amman radio est une nouvelle radio qui travaille dans le domaine des médias sociaux et nous avons été accusés d'avoir tenté de briser la société jordannienne. La crainte était que les nouveaux médias, qui est un média moche et n'est pas réglementé par toute réglementation ou code de déontologie, utilise cette question [la diversité] de sensationnalisme.

Je crois que les opinions racistes ont commencé à se former en Jordanie, quand nous avons commencé à parler des 1,5 million d'Irakiens, le demi-million de travailleurs égyptiens, 30.000 artistes marocains, 10.050 sri-lankais et les domestiques de maison Philippines en Jordanie. Les journalistes qui ont un intérêt dans les conflits ont commencé à rapporter tous les problèmes de criminalité en Jordanie avec ces minorités. Si on trouve un enfant abandonné, on dit que c'est la faute des travailleurs marocains ou des Irakiens. Cette question a commencé à créer une culture raciste et cette culture a commencé à alimenter le sensationnalisme.

Parce que le public veut lire sur ces sujets, je pourrais mener une enquête au sujet des femmes marocaines qui travaillent et recevoir des centaines de commentaires. Je pourrais répondre par écrit sur ce que je veux depuis l'Internet puisqu'elle manque de crédibilité, d'exactitude et de l'éthique. De cette façon je peux créer une audience et commencer à tourner dans un cercle vicieux.

Le problème principal est que les médias traditionnels sont hérités et contrôlés par l'Etat parce qu'elle possède des actions dans les principales organisations médiatiques ou qu'elle a le pouvoir au sein des médias privés. Le gouvernement contrôle totalement le secteur audiovisuel. Tous ces facteurs ont causé le journalisme professionnel de perdre son rôle parce que les citoyens ont commencé à sentir la pression sur les ressources [par le biais de l'immigration], et ont commencé à haïr les autres et haïr les immigrants.

Les nouveaux médias manquent de formation et sont en concurrence contraire à l'éthique sur Internet. Nous avons une explosion du nombre de sites Web. Au cours des deux dernières années, nous avons eu 46 nouveaux sites de médias qui utilisent la diversité comme le sensationnalisme alors que le sujet de la responsabilité sociale est moins visible. En tant que journaliste jordanien, je suis contre la position officielle.

Nous avons besoin d'une réforme législative dans le domaine de la diversité et le pluralisme. Nous avons aussi besoin de certains codes de déontologie et de conduite pour nous permettre de discuter de la diversité sans perdre notre responsabilité sociale en tant que journalistes. J'aimerais entendre nos hôtes de leur expérience concernant cette question.

**Mme Margaret Patten**, Directrice d'Affaires Etrangères, Equality and HR Commission (Royaume-Uni)

Le travail de la commission de l'égalité et des droits de l'homme est de briser l'égalité, la lutte contre la discrimination, créer des occasions et soutenir la société civile fondée sur les principes d'équité, dignité et respect. Alors, comment faisons-nous cela?

Nous sommes un organisme de réglementation et le gouvernement nous finance, mais nous sommes indépendants du gouvernement. Nous sommes accusés d'avoir utilisé une gamme de leviers d'influence et des outils juridiques pour apporter des changements entre les individus et les organisations et à construire une société juste pour tout le monde.

Nous tirons notre force de la loi comme la Race Relations Act, Disability Discrimination Act, et aussi plus récemment, la Human Rights Act, qui a incorporé la Convention européenne des droits de l'homme dans le droit britannique en 1998.

Nous couvrons un large éventail de domaines de notre mandat, des points forts traditionnels de discrimination, de handicap, de sexe et de race. Et aussi quelques nouveaux points forts qui ont été incorporées dans notre mandat: l'âge, la cession des sexes - qui s'applique à un groupe restreint mais très discriminés d'environ 10.000 personnes en Grande-Bretagne, l'orientation sexuelle et aussi la religion et de croyance.

Alors, que cela ne signifie en réalité? Je pensais vous parler d'un cas dont la Commission a prises au cours des deux dernières années et je pense

qu'il ramène à la maison le rôle que nous avons à jouer dans la société.

Je voudrais vous parler d'une femme appelée Sharon Coleman. Sharon avait un beau garçon Mathew qui est né avec un handicap physique grave. Elle a travaillé dans un petit cabinet d'avocats à Londres, elle a été secrétaire juridique. Le cabinet a fourni des politiques, la flexibilité du travail pour ses employés, mais quand il arriva à Sharon, elle s'est vu refuser ces possibilités pour le motif que c'était trop bien et qu'elle était toujours absent du bureau s'occuper de son fils malade.

Sharon a décidé de porter son affaire à un tribunal du travail et ce fut un précédent très important de tester la loi britannique, car bien que les droits des personnes handicapées sont en Grande-Bretagne a confirmé les droits de ces aidants qui soutiennent ces gens n'ont pas encore été testé en droit. Donc, le rôle de la Commission est de soutenir Sharon dans son cas, tout le chemin à la Cour européenne de justice.

Nous sommes maintenant sur la façon d'établir le principe que les aidants des personnes atteintes de handicap de la part des mêmes droits en droit du travail que ceux des personnes handicapées. Cela signifie que nous en tant que Commission a eu un impact sur peut-être jusqu'à 6 millions de personnes en Grande-Bretagne. Nous pensons avoir fait du pays un endroit plus juste de vivre.

Quelle est donc notre objectif avec les médias?

Je pensais que j'allais vous parler très brièvement de certaines caractéristiques des médias britanniques. Sue ce matin, a souligné le rôle de notre diffuseur de service public, donc je vais pas parler de cela si longtemps. Il est sûr de dire que cette indépendance est une chose que nous chérissons et de sauvegarde en Grande-Bretagne. En termes de médias commerciaux, il est incroyablement diversifiée et riche. Les médias au seul niveau national a 10 quotidien privé et 10 National Sunday titres des journaux. Nick vais parler à vous, je pense davantage au sujet des médias riches régionale qui joue un rôle important dans notre vie communautaire.

Un changement intéressant dans les caractéristiques dans les médias en Grande-Bretagne, et dans le monde entier est, est que le traditionnel modèle «éditeur» tend à disparaître en raison de la croissance de la technologie et des médias numériques nouvelles en ligne. C'est un domaine d'un intérêt considérable pour la Commission parce que le changement est difficile

de nos idées de la réglementation, la vie privée et la liberté d'expression. Individus sur l'internet sont difficiles éditeurs traditionnels. Mais en même temps la responsabilité éditeurs traditionnels «pour faire respecter l'exactitude, l'équilibre et le droit de réponse sont également remis en question par ces nouvelles voix. Une question que nous demandons à la Commission est: Est-ce le niveau de débat en ligne acceptable dans la société moderne?

Nous sommes fiers de notre indépendance des médias en Grande-Bretagne, mais il serait naïf d'imaginer que dans un marché brutale pour les lecteurs et les téléspectateurs que la précision et l'équilibre tiennent toujours emprise sur la nécessité de vendre des copies.

Permettez-moi de vous donner un exemple de notre mandat en matière de droits de l'homme, qui est devenue un argument énorme champ et le débat en Grande-Bretagne. Le «Daily Telegraph» est une de nos journaux de qualité de pointe. Il a un tirage de plus d'un million et son public cible est haut de gamme et traditionnellement conservatrice. Récemment, le journal a rapporté le cas d'un voleur présumé avoir attaqué la police tout en essayant d'éviter d'être arrêté par la tenue d'un siège sur un toit. Le Telegraph a rapporté que notre culture des droits humains a été si mal tourné que l'homme était autorisé à choisir son favori à emporter repas et qu'il soit livré à lui par la police comme le siège se poursuivait. ...

La plupart d'étouffement des éléments de cette histoire est que le Telegraph a choisi d'angle de l'histoire sur les droits de l'homme comme le traître de la paix. La vérité de cette pièce en particulier du sensationnalisme, c'est que la police était une tactique efficace pour donner à l'individu avec la nourriture de son choix afin de mettre le siège à une résolution violente au début et non simplement en renforçant la confiance de l'auteur d'offrir une telle récompense comme nourriture. Elle n'avait absolument rien à voir avec notre loi sur les droits de l'homme.

Malheureusement, notre loi sur les droits de l'homme est devenu, aux yeux de certaines parties des médias, une charte pour les criminels, les demandeurs d'asile et des terroristes - comme si elles n'ont aucun droit. Ils croient que la loi autorise les droits des minorités à fouler aux pieds les droits de la majorité. La marque, comme on dit dans les communications de marketing, est endommagé. Mais dans un monde où nous essayons de gagner la bataille des droits de l'homme, il est plus nuire pour nous que les principes en dessous dans tous

nos travaux de recherche sont appréciés par la majorité écrasante du peuple britannique.

Ainsi donc, que pouvons-nous faire en tant que Commission pour tenter de contester ce genre de sensationnalisme? Il existe deux approches que nous pouvons prendre. La première est de tenter de réfuter les fautes et les réclamations dans les médias. J'ai quelques problèmes avec cette approche. Je pense qu'il n'y a rien de mal à contester les faits quand ils sont mal signalés, mais je ne pense que l'on peut perdre beaucoup d'énergie à essayer de contester toutes les opinions rapportées dans les médias britanniques.

Je suis favorable à une approche qui est plus autour de la construction de ce que j'appelle un récit positif. Je crois que la Commission doit être respectueuse des droits des médias à la liberté d'expression. Il s'agit après tout inscrit dans la loi sur les droits de l'homme fort que nous cherchons à défendre. Ayant des opinions, qui s'élèvent encore à la haine contre un groupe, peut-être ignoble, mais n'est pas interdit en droit britannique. Le seuil est où les gens sont incités à agir sur cette opinion. Il s'agit d'un seuil très élevé en termes de savoir comment traiter avec les médias. Tente constamment d'invoquer la législation et les codes est un combat que je crois ne peut être gagnée. Nous devons influence plutôt que de crier plus fort sur les médias.

C'est pourquoi je préconise une approche d'engagement constructif et un dialogue, des récits positifs qui sont fondées sur des preuves, plutôt qu'une approche campagne ouvertement.

Les médias se développent sur des histoires, je n'ai pas besoin de vous le dire. Je crois qu'une bonne idée peut transcender les idéologies et je voudrais vous donner un exemple aujourd'hui sur la manière dont nous essayons de faire que dans la Commission.

«Les femmes musulmanes Liste Power» a été conçu par la Commission car, ainsi qu'une régulation de la loi, nous avons un mandat de promotion du gouvernement en matière de droits de l'homme et les bonnes relations en Grande-Bretagne. Nous avons fait beaucoup de recherches sur les différents groupes marginalisés en Grande-Bretagne et quand nous nous sommes assis et regarda la preuve nous ne pouvions pas penser à un groupe plus marginalisés et le moins compris en Grande-Bretagne que la population des femmes musulmanes.

La majorité des femmes considèrent notre population musulmane, au mieux, avec la piété, en tant que démunies restent à un foyer de groupe et,

pour être franc, au pire avec méfiance - comme ils sont les partisans silencieux d'une foi qui s'estime lésé et extrêmes. Par conséquent, ce projet était une tentative de déplacer ces perceptions de la population majoritaire en Grande-Bretagne. Nous avons commencé une campagne de marketing à rechercher des candidatures au sein de la communauté musulmane et nous avons reçu des centaines et des centaines de candidatures à partir d'un groupe extraordinaire diversifiée et talentueuse des femmes musulmanes de les professions d'affaires, la médecine, la politique, des arts et de la loi. Ce n'était pas difficile du tout de construire une liste de 50 femmes extraordinaires de talent qui a eu un impact énorme sur notre vie culturelle et professionnelle.

Ce que nous avons fait avec cette liste a été la construction d'un partenariat avec le journal «The Times», que beaucoup d'entre vous connaissent. Il s'agit d'un très haut de gamme, grand public, axées sur les affaires nationales de journaux. Nous sentions que nous pouvions atteindre de nouveaux publics avec des messages sur les femmes musulmanes. Nous avons également utilisé plus de 60 autres éléments de couverture dans les médias imprimés et audiovisuels en Grande-Bretagne tous une opinion favorable sur la communauté musulmane et nous espérons que cela était un projet que la Commission va entreprendre et de continuer d'entreprendre de remettre en question les perceptions et de construire un récit positif dans nos relations avec les médias britanniques. Merci

### M. Manoubi Marouki, Rédacteur en Chef, La Presse (Tunis)

Toujours dans le même registre mais une approche différente, disant une approche plus journalistique et traité de responsabilité de journaliste dans quelque minute vous en convenez une chose aisée que dire alors du rapport de la responsabilité du journaliste avec la mobilisation du lectorat et de la recherche d'un plus grand publique. Ont sais tous aujourd'hui qu'ont demande trop au journaliste. Alors en cas d'espèce il n'est un acteur parmi d'autre. Certes la recherche d'un plus grand publique et légitime pour certains et pour certains vitale même qu'elle est la rivale de la survie de tel ou de tel medias. Disant pour ne pas faire long que pour attendre la plus large audience possible la conjugaison des efforts de certains intervenants et la volonté d'autre s'impose. Il y'a la responsabilité du journaliste oui, ou plus tos son professionnalisme qui compte

pour beaucoup. Mais il y'a aussi la responsabilité du directeurs de media. Ca peut être le président du conseil d'administration, le propriétaire, l'éditeur, le directeur de la publication. Il y'a aussi la responsabilité des sources de l'information : les décideurs, les structures de pouvoirs, les partis, les collectivités, les associations. Et il y'a la responsabilité du public lui-même qui est en même temps acteurs et consommateur de l'information et le premiers concerné par tout acte d'écriture. Ce n'est pas gratuit qu'ont parle aujourd'hui de l'acteur citoyen et de citoyen consommateur d'information. Nous somme un public composé de l'acteur, d'auditeur, de téléspectateur, d'internaute que sais-je encore et notre raison d'être en tant que journaliste et en tant que media. Dans ce sens et dans un sens plus large le public et composé' de lecteur acteur, récepteur et juge de l'information que nous publions mais aussi d'annonceur donc décideur qui achète de l'espace qui contribue a la survie du media. Pour revenir a la responsabilité du directeur disant que certains poussent les choses très loin, pour eux ce qui compte c'est le maximum de profit au déterrement de la qualité du contenu. Ce qu'ils demandent c'est choquer, étonner et pour plaire au chef certains journalistes n'hésite pas à jouer Dieux. Même chose d'ailleurs pour la publicité déguisée et les publiés reportages sous forme d'article d'information. Dès là deux questions se posent. La première est de savoir si le lecteur et dupe ce point. Et la seconde consiste aussi à savoir si la culture de l'entreprise d'information avec ces spécificités est fondée sur la convection que la bonne santé du journal repose sur le dévouement sans faille aux intérêts du lecteur ou sur la recherche du profit maximum on dupant s'il le faut aux attentes du public. L'expérience que j'ai vécu, l'analyse d'expert montrent que les propriétaires des medias ou dans le cadre de sociétés capitaux le PDG élu par le conseiller d'administration ou carrément désigné par tel ou tel autorité, sont responsable en dernier ressort de la qualité des informations diffusées par leurs rédaction. Ces eux qui plus souvent choisissent, recrutent, licencient et récompensent les responsable éditoriaux qui assure le fonctionnement de leurs rédaction. C'est eux qui fixent le budget alloué à leurs rédactions, les espaces alloués à leurs formations et à la publicité. D'ailleurs ils n'hésitent pas quand il le faut d'enlever carrément des articles pour les remplacer par des publicités de dernières minutes. Ensemble, c'est eux qui fixent le niveau de qualité qu'ils veulent attendre par celui des collaborateurs qu'ile

recrutent, par leurs politique d'information et par le niveau de rémunération qu'ils accordent a leurs journalistes. Ont a lue dans pas mal de journaux recruter n'importe qui pour effectuer des reportages sportifs gratuitement sans être payer en contre partie on leurs donne juste une carte d'accès au stade pour pouvoir suivre gratuitement des compétitions. Revenant maintenant aux journalistes, l'homme le professionnel qui se veut au service du citoyen, qui est constamment à la recherche de l'information et dans l'objectif de cette quête au quotidien est la vérité. Donner des informations qui se rapproche autant que possible d'une vissions intégrale de la vérité. Revenir une ou plusieurs fois sur le même sujet et le traiter par strates de vérité ou si vous voulez par strate d'information vérifiée. D'où l'importance fondamentale de la véracité des faits qui contribue a renforcer la crédibilité et des journalistes et des supports médiatiques parce que le citoyen aujourd'hui plus que jamais face au flue considérable de l'information qui reçoive quotidiennement a besoin de disposer de sources identifiables sur les quelles il peut compter. Et notre rôle autant que journaliste consiste aujourd'hui à tous faire pour lui apporter une réponse à la question ou est l'information solide. Vérification et synthèse sont désormais les taches essentielles du journaliste dans un nouveau rôle de pourvoyeur de sens. En effet, de nos jours dans ce nouvel âge le besoin de vérité est plus grand et non moindre dans l'information fausse et désordonné est omniprésent. Oui dans notre culture, notre culture médiatique fondée sur la diffusion de l'information 24/24 l'info est devenue fragmentaire. Les sources prennent le pas sur le journaliste. De nouveaux critères journalistiques qu'indique la fonction de surveillance et de contrôle qui était assumé par la presse. L'exposer d'argument nettement tranché et réuni a peut prêt de faits replace l'enquête journalistique. Et la presse court de plus en plus derrière le sensationnel. L'information s'échappe sousiptible de rassembler provisoirement un publique aujourd'hui complètement morcelé. En fait, un nouveau journaliste de l'assertion et venue balayer le vieux journalisme de la vérification. Dès lors la responsabilité du journaliste est grande, lui qui est au service du lecteur, le lecteur d'aujourd'hui du l'air du net et d'éthique, un lecteur qui est dans ca grande majorité passionné des hauts faits qui agitent les sphères d'eau, il veut qu'on parle de lui de son vécu de son quotidien. Qu'on s'intéresse à lui dans tous ces dimensions. Et c'est pourquoi ont ne doit pas écrire pour soit mais pour lui, notre raison

d'être journaliste. Aussi il est important d'identifier au plus prêt les besoins les attentes du lecteur en terme de contenu mais aussi pourquoi pas en terme de formes. Si vous permettez de rappeler certains principes de base qu'on a tendance à oublier et négliger. Véritable patrin de journaliste que cherche le lecteur dans un journal et quelle fonction ce dernier remplis a sont regard. A titre de rappel il y'a grandes fonctions du journal a savoir : une fonction d'usage et de service, une fonction de rêve et de distraction, une fonction d'identification et d'intégration, une fonction miroir et une fonction critique. Ecrire pour des lecteurs et savoir apprécier le caractère intéressant de l'info obéie aussi a des critères. Il y'a entre autre la compétence du journaliste qui est mise en jeux, le choix de l'équipe rédactionnelle, les normes imposer par le système médiatique et les publique au quels on s'adresse. Un des problèmes intéressants pour les journalistes c'est ce qu'on appel la loi de la proximité qui contrairement a se qu'on pense, elle ne se limite pas au plan géographique. Elle intéresse l'actualité, les grands instants, la géographie, le group socioprofessionnel l'appartenance socioculturelle et la vie quotidienne. Pour terminer juste un mot sur la déontologie, tous le monde en parle, mais se que je propose c'est la création d'une charte d'honneur a l'échelle nationale pour les journalistes de tel ou tel pays et surtout pour nos pays maghrébins et pourquoi pas une charte interne a chaque journal. Merci



**Mr Nick Carter, Ex-Rédacteur en Chef Leicester Mercury (Royaume-Uni)**

Je veux juste faire une plainte formelle au sujet de l'utilisation de la journaliste d'expression citoyenne. Je trouve assez inquiétant que nous sommes en mesure de parler à ce sujet. Si je n'étais pas bien je ne voudrais pas aller chez un médecin citoyen. Si ma voiture ne marche pas, je n'irai pas à un mécanicien citoyen. Je veux un médecin professionnel, un mécanicien professionnel et je préfère le journaliste professionnel pour me dire ce qui se passe dans le monde. Nous devons traiter ce genre d'informations auprès des hommes et des femmes dans la rue avec un certain scepticisme. C'est notre devoir de guider les gens, donc pas de journalistes citoyens plus.

Le titre de cette session est le «sensationnalisme ou journalisme responsable». Je dois dire que durant mes années dans l'industrie des médias britanniques, j'ai toujours constaté que nous pouvions vendre des journaux plus longtemps en étant responsables et vigoureux dans le journalisme que par la pratique la plus superficielle de sensationnalisme. Et je pense que cela s'applique tout particulièrement aux médias couvrant les différentes sociétés.

Je suis ici pour parler de mon expérience de l'édition de journal 'Leicester Mercury', qui est l'un des titres les plus réussis dans les médias britanniques régionales en termes de ventes et de profits. Sa zone de circulation est seulement le 13e rang par la population, mais elle est la meilleure vente de sixième titre.

Je ne dis pas cela pour me vanter, mais pour montrer que les politiques, que nous avons menée au cours des 16 années où j'étais rédacteur en chef, a assuré que la couverture était aussi inclusive que possible pour les communautés qui nous a servi et ne pas compromettre notre capacité à faire argent.

Pour nous, le journalisme responsable était sur la bonne voie et il a également fait sens très solide. Cela signifiait aussi que les politiques que nous avons adoptée est devenu bien connu à travers le pays et au-delà pour leur travail novateur.

Le journal a été fondé en 1874 et se vend dans la ville de Leicester pour une population d'un peu plus de 300.000 et dans le comté de Leicestershire, avec une population de quelque chose de plus de 900.000. Pour les 100 premières années, les communautés de la ville et du comté ont été effectivement les mêmes, mais à partir des années 1970 il ya eu afflux très important de personnes d'Afrique orientale. Les communautés indiennes

ont été encouragés à passer à l'Afrique orientale par les Britanniques pour fournir une infrastructure économique pendant la période de l'empire, mais ils ont été déplacés par de nouveaux régimes africains. Depuis lors, Leicester est de plus en plus diversifiée dans la mesure où nous sommes maintenant très près d'être une ville où personne ne la communauté a une majorité absolue.

Plus de 40% de la population est composée de minorités non blanches avec la communauté Goudjarâti la plus grande proportion de célibataires. Qui comprend des sous-communautés et est divisé entre hindous et musulmans. Ils sont une communauté établie et prospère. En outre, il ya 10.000 Somaliens arrivés tant que citoyens européens de la Hollande et la Scandinavie surtout de vivre quelque part qui est plus excitant. Lors de l'hindouisme premier est la confession majoritaire pour les nouvelles communautés, mais l'islam est proche de devenir la deuxième plus grande foi après le christianisme à Leicester. C'est un endroit assez harmonieux, mais il faut encore des efforts de toutes les communautés pour que cela continue et pour essayer d'avancer.

Alors qu'est-ce que cela signifie pour le Mercury Leicester? Quand je suis arrivé dans la ville en 1993, il n'a pratiquement pas été lu par la communauté minoritaire d'Asie. Ceci en dépit du papier ayant une édition asiatique, qui a effectué quelques nouvelles des communautés locales d'Asie et le sous-continent. Il est devenu clair que si le comté de Leicester et autour d'elle était de développer adéquatement et harmonieusement de façon durable, puis le journal avait un rôle central à jouer pour aider les différentes communautés à trouver les futurs droite.

Par la vente du journal nous avons atteint plus de 200.000 personnes chaque jour, afin que nous avons dit ou fait, ou n'a pas dit sur la vie quotidienne de ces communautés a été d'une importance considérable. Cela signifiait que nous pourrions être une force puissante pour de bonnes ou moins bonnes. Il a donc fallu tout le potentiel de jouer un rôle central plutôt que de simplement commenter. À mon avis, que c'était la bonne chose à faire.

Il était également logique très solide. Leicester est un lieu particulièrement pittoresque, mais il ne pu priver les zones blanches. Et qui, ensemble avec les communautés nouvelles mai conduire à des tensions autour de l'allocation des ressources et des perceptions de favoritisme.

9 / 11 un impact sur les communautés musulmanes de la ville qui comme le reste des communautés

musulmanes en Grande-Bretagne estiment qu'ils sont sous le feu des projecteurs. Même le financement controversé vise à s'attaquer à l'extrémisme potentiel dans les communautés musulmanes elle-même a suscité des tensions, car les autres religions se sentent exclues. Il est également prouvé que, si toutefois harmonieux de notre communauté, c'est vivre une vie à part avec un mélange peu. Donc, il est encore bien nécessaire - même si elle ressemble à une communauté harmonieuse - pour les médias locaux à agir de façon responsable.

Alors qu'avons-nous fait? Nous nous sommes lancés avec les différentes communautés dans notre région pour faire en sorte que nous comprenions pleinement les enjeux qui ont affecté et les concernent. Nous avons adopté des méthodes de déclaration visant à promouvoir la compréhension. Nous avons cherché des occasions de célébrer la diversité et à aider les gens à comprendre la nature changeante de la société à Leicester.

Nous avons cherché à comprendre de quelle manière le contenu et le style des rapports du journal des répercussions sur les individus, les communautés et sur le climat global. Nous avons fait en sorte que notre personnel comprenait les communautés dans lesquelles ils ont écrit au sujet et ont exprimé leurs préoccupations quant à l'afflux de nouveaux groupes de personnes dans un contexte approprié, sans fournir une plate-forme pour les préjugés. Nous sommes également devenus plus proactifs dans la recherche d'occasions de faire une différence positive.

Par-dessus tout, nous avons essayé de maintenir notre crédibilité en tant qu'organisation de nouvelles professionnelles en devenant pas le porte-parole des organismes officiels. Nous avons continué d'être critique de façon constructive, tout en essayant toujours d'être positif sur l'image plus grande. Non seulement cette chose que le droit de le faire pour l'avenir de la ville, [elle était aussi la bonne chose à faire pour le journal] parce que si nous créons des collectivités où plus de gens sont impliqués dans la vie locale et s'intéresse activement à ce qui se passe, il permet également le journal.

Communautés fragmentées sont remplies de gens inquiets qui se méfient de leurs voisins et qui ne sont pas aux prises avec la vie locale. Ils sont un territoire très difficile pour les médias. Nous voulons que les gens avec un appétit pour les nouvelles, et avec un intérêt actif pour ce qui se passe autour d'eux. Nous pouvons vendre des journaux pour des gens comme ça. Donc, la cohésion des communautés sont bien meilleurs endroits pour que chacun puisse

faire des affaires.

Alors qu'est-ce que cela signifie dans la pratique? Cela signifiait la couverture des nouvelles positives. Cela voulait dire sortir des bonnes nouvelles ainsi que les rapports les défis et les difficultés. Cela signifiait planifier les choses comme les caractéristiques, en mettant en valeur les communautés qui sont relativement nouveaux, tandis que les gens tiennent des festivals, alors que les gens célèbrent l'Aïd, le Ramadan, Vaisakhi et autres événements.

Nous publions les commentaires personnels six jours par semaine et donner un tiers d'une page à une personne qui parle de leurs problèmes, défis, ses espoirs et ses craintes. Un jour, il serait peut-être une personne âgée Musulman Imam et un autre jour ce pourrait être une jeune écolière, le lendemain, il pourrait être un politicien. Alors, les gens de couleurs différentes et des groupes ont été en mesure de le faire.

Nous avons créé un groupe appelé le Groupe consultatif multiculturel, ce qui porte l'ensemble des médias avec les principales organisations travaillant dans la ville. Par assis autour de la table des médias acceptés qu'ils font partie d'une ville en développement. Ils ont accepté la responsabilité de ce qu'ils écrivent et de diffusion et a permis à



de vigoureux débats autour de la question de la cohésion et qui est très important pour l'avenir. Une des premières choses que le groupe a facilité une tentative réussie pour empêcher les organisations de droite défilent dans les rues de Leicester. C'était la première fois qu'il a été essayé et c'est rassemblé les gens autour d'un programme très important.

En période électorale, les partis politiques ont été invités à signer un document disant qu'ils responsable de campagne et de soutenir le concept d'une ville aux multiples facettes. Puis, finalement nous avons facilité l'expression de douleur et de désapprobation autour incidents nationaux et internationaux. Cela s'est passé après les bombes de Londres en Juillet 2005 et la communauté musulmane a voulu organiser un rassemblement pour la paix et que nous avons facilité et rendu sûr que chacun a compris ce qui s'est passé là. Donc c'est ce genre de proactivité qui est absolument un rôle clé pour nous.

**Mr Frans Jennekens**, Président du Eurovision Intercultural and Diversity Group, Chef de Diversité, Pays-Bas Télévisions (Pays-Bas)

Je travaille dans les Pays-Bas en tant que rédacteur en chef ainsi que d'un directeur de la diversité. Je pense que la Hollande est probablement le champ de bataille les plus virulents à l'heure actuelle, si vous parlez à propos du débat sur la diversité, les minorités et les sociétés multiculturelles.

Il s'agit d'un petit pays de 17 millions d'habitants où vous pouvez maintenant trouver toutes les religions, de 140 nationalités et un million de musulmans. Il ya 1,7 millions de personnes dont les parents ne sont pas nés en Hollande. Je crois que tout ce que nous avons parlé est-il de là, sur une échelle très radicale et nous, en tant que radiodiffuseur public, sont au centre de cette discussion.

Alors, que devons-nous faire? Nous pourrions écrire des chartes, on peut avoir des obligations comme la BBC ou France TV. Mais en réalité, nous pensons que la diversité est une opportunité de création.

Nous connaissons toutes les choses que nous devons faire, mais au final la question est: Sommes-nous prêts à partager le pouvoir avec les gens qui ont des origines différentes? Parce que je crois que la diversité a à voir avec le partage du pouvoir.

Par ailleurs, les médias sont prêts à tenir compte de la multi-ethnicité de beaucoup de gens? Je pense que nous sommes très heureux que la télévision

publique en Hollande déjà avait des obligations à la diversité. Donc, dès le début, depuis 10 ans, il avait déjà été à l'intérieur des pouvoirs du Parlement et des partis politiques que les pressions exercées sur la télévision publique d'avoir une politique de franc-parler et de rendre les programmes qui sont ouvertement sur la diversité.

J'ai travaillé pour cette station pour sept ans et je relève le défi de commander un lot de nouveaux programmes.

Nous parlons aujourd'hui ici de l'inclusivité. Pour moi, l'inclusivité est une comme une soupape de décompression, comme vous dites à des minorités; vous pouvez participer dans le système aussi longtemps que c'est la même façon que nous faisons. Je pense qu'il s'agit d'une tâche. Mais pour que la diversité au travail, vous devez avoir une approche à deux niveaux. Il est très important d'avoir des programmes qui reconnaissent qu'il ya des gens de plus en plus au Pays-Bas qui ne veulent pas de nier leurs racines et qui veulent voir la télévision publique pour démontrer que les programmes qu'ils aiment et qui ont des présentateurs différents.

A présent, je suis en service 10 programmes qui sont très franche sur les questions de diversité. Je vais vous montrer un exemple d'un programme intitulé «The Girls halal». Parce qu'en Hollande, comme vous le savez, la communauté marocaine est très grand et il ya beaucoup de racisme et une violence beaucoup. Il va être très difficile d'écran de ce programme. Mais les Néerlandais ont décidé d'avoir une approche directe à cette question. Par exemple, à Rotterdam, deuxième ville de la Hollande, nous avons un maire berbère. Un maire au franc parler qui est berbère. Même au Maroc qui est un sujet difficile.

Je pense qu'il est bon d'avoir des programmes avec les musulmans orthodoxes. Nous essayons d'avoir des programmes franche où les conférenciers sont des femmes dans un foulard. J'ai commandé le programme «The Girls halal». Ce sont trois sœurs dont les parents sont nés en Nadour [Maroc]. Les sœurs sont Esma, Jihad et Hajar Alariachi. Ils ont un programme dans lequel ils voient et la société en juger par leur propre perspective. Ils ont le pouvoir dans ce programme pour tenter de savoir ce qui se passe. Elle a fonctionné pendant trois saisons et les trois filles sont désormais très célèbre. Je vais vous montrer un petit morceau du programme:

[Vidéo du programme]

Si vous parlez de la diversité alors vous devez rendre les programmes de prime time qui donnent

la parole à des gens d'horizons différents. Et, enfin, la diversité n'est pas seulement de donner la parole aux minorités des gens de cultures différentes. Edouard Pellet déjà parlé d'un kit d'outil de la diversité que l'UER fait. Il s'agit pour les journalistes et leur montre comment vous pouvez renforcer la diversité. La boîte à outils fournit des dilemmes auxquels sont confrontés les journalistes couvrant les programmes sur les minorités. Je pense que ce serait une bonne idée de faire une version marocaine de cette trousse à l'intention des journalistes à parler de leurs dilemmes. Il dispose de 2 heures de matériel vidéo de toute l'Europe. Je pense que cela peut être très pratique dans le débat sur le sensationnalisme et le journalisme responsable.

## Discussion avec la salle:

**Mohammed Omar**, Rédacteur en chef, le pan-arabe nouvelles portail Albawaba.com

Nous présentons nos excuses parce que nous n'avons pas beaucoup de temps restant dans cette session depuis la session précédente a été très longue. Nous allons prendre que certaines de vos questions et je suis sûr que ce sera l'une parmi beaucoup d'autres grands événements qui auront lieu au Maroc sur ce sujet.

### Question :

Dans votre intervention, vous avez dit Mohamed l'expression «le public veut que» et c'est ce qui fait du profit pour l'organisation de n'importe quel média. Je voudrais demander à Mags du point de vue de la Commission du droit de l'homme sur ce que vous avez fait au sujet du meurtre de Marwa Sherbina, qui est un médecin égyptien, en Allemagne par un néo-nazi allemand.

**Mme Margaret Patten**, Directrice des affaires extérieures, de l'égalité et HR Commission (UK)

Il s'agit d'un cas en Allemagne.

### Question :

[De l'ONU] Human Rights Commission est une

organisation qui défend les droits de l'homme partout dans le monde et elle publie un rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans de nombreux pays. Le mois dernier, un médecin égyptien a été tué par un néo-nazi allemand en raison de la voile. Il l'a poignardée 18 fois et son mari a également été blessé. Qu'a fait la Commission? Est-ce un type de sensationnalisme?

**Mme Margaret Patten**, Directrice des affaires extérieures, de l'égalité et HR Commission (UK)

Je dois dire clairement que le Royaume-Uni et l'égalité des droits de l'homme Commission n'a aucune compétence dans d'autres pays européens. Donc, en termes de ce que nous aurions pu faire, c'est en dehors de nos statuts.

**Ahmed Ifzaren**, Journaliste

De temps en temps il ya une question ou un problème concernant le port du voile. Il s'agit d'un problème qui n'est pas vraiment un problème. Au Maroc, beaucoup de femmes portent le voile. Le problème n'est pas le voile, mais un manque de sensibilisation et de connaissances. Quand une jeune fille se rend en Europe et elle est harcelé ou interdit de fréquenter l'école, il ya problème. Ma question est que les médias ont à surmonter ce problème et doit diffuser les connaissances. Les médias devraient promouvoir les cultures des autres et la tolérance.

**Ziad Grichane**, Tunisie

J'ai une question à la présidence. M. Mohamed, vous avez dit que les médias en Jordanie et dans d'autres pays arabes évitent de parler de diversité due à une attitude qui ne voit rien de bon dans la diversité. Vous avez parlé de nouveaux médias et comment elle fait de la diversité un élément positif et vous avez dit que ce sensationnalisme représentés. Vous avez parlé des homosexuels et d'autres questions liées à la diversité en Jordanie. Voulez-vous dire que, pour éviter le sensationnalisme, nous ne devrions pas parler de diversité? Quelles sont les limites à la diversité dans les communautés arabes? Les homosexuels sont considérés comme des criminels ou d'être différents, sont des athées considérées comme culturellement différent ou

sont-ils considérés comme des pervers?

**Nourdinne Lachab, journaliste**

Après les attentats de 2001, je me souviens qu'un penseur paru dans le West nommé Tarik Ramadan et qui était une référence pour les immigrants. Quand il a commencé à parler et à discuter, les médias français a tenté de l'accuser de nombreux crimes, comme étant un terroriste. Donc, les médias de sensationnalisme a essayé d'arrêter un grand penseur qui a été très confiance de la communauté musulmane.

**Mme Margaret Patten, Directrice des affaires extérieures, de l'égalité et HR Commission (UK)**

Je n'ai pas de réponses précises à la question philosophique à la fois en Grande-Bretagne et le Maroc sur ces points. Je ne parlerai pas de la société marocaine. Je pense qu'il est pour le public marocain à débat. Je pense en Bretagne, c'est un défi pour nous d'équilibrer constamment les droits de toutes les minorités. Je pense que la loi ne peut aller très loin pour nous aider à faire cela. Nous avons codifié les droits d'un large éventail

de minorités et qu'elle ne conduise à des débats intéressants et complexes en Grande-Bretagne à l'égard de l'interception de la foi, non seulement l'islam mais aussi la foi chrétienne et de la sexualité par exemple. Cela signifie que nous devons trouver un logement en termes pratiques. Je pense que la loi et à la Commission que respecter la loi peuvent aider à cet égard.

En ce qui concerne à Tarik Ramadan, je ne suis pas familier avec les détails de ses enseignements mais je me réfère à ma remarque antérieure qu'il est plus dangereux de supprimer les voix dans une société libre plutôt que de laisser s'exprimer des voix différentes.

**Mohammed Omar, Rédacteur en chef, le pan-arabe nouvelles portail Albawaba.com**

J'ai suggéré que le journaliste professionnel doit parler de la diversité. J'ai aussi mentionné que les nouveaux médias ont commencé à utiliser la diversité de sensationnalisme et que cela a alors commencé à promouvoir la haine et le racisme. Je suis désolé de vous interrompre de nombreuses interventions et je vous remercie tous pour vos questions et commentaires.

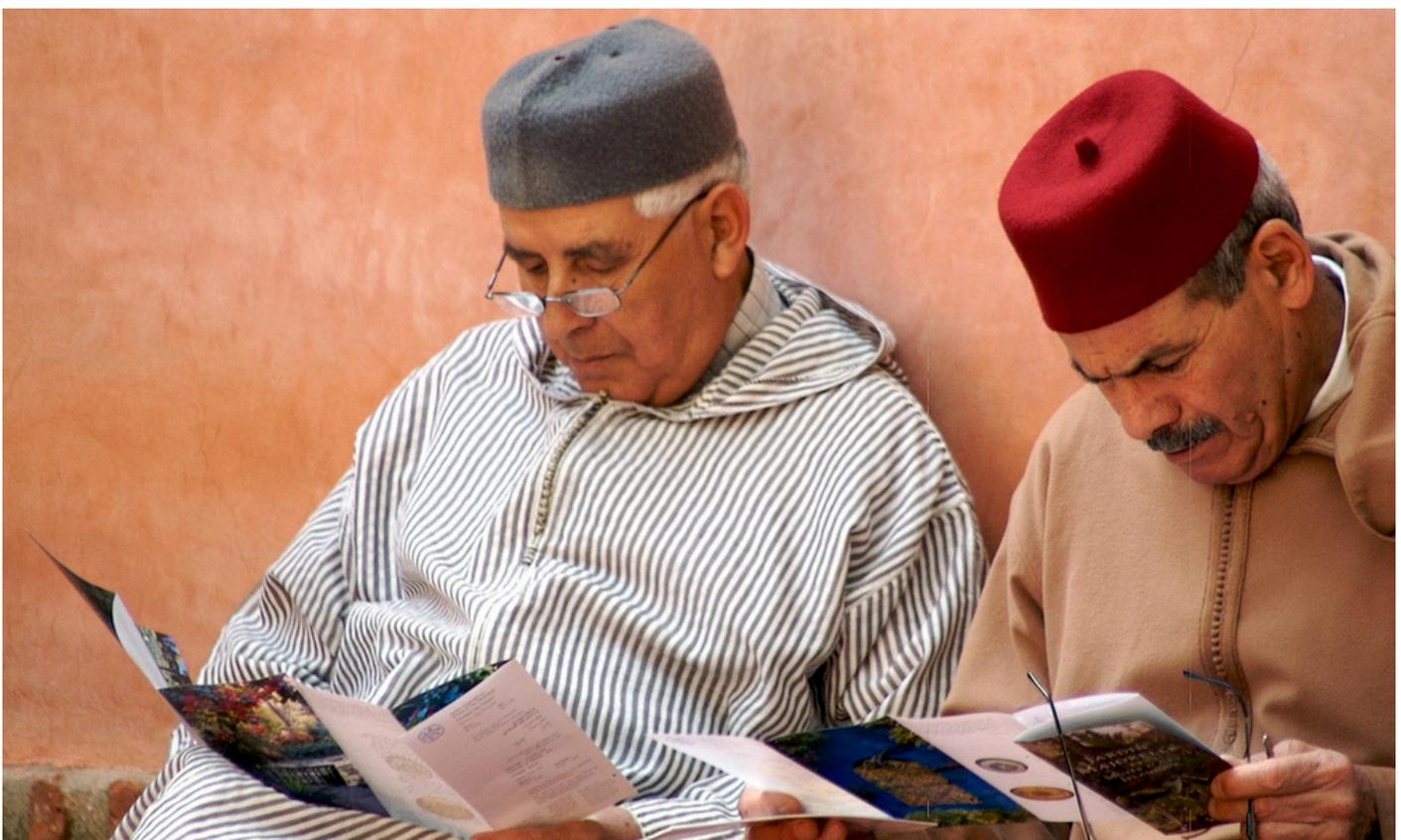




Table Ronde

«Espace public et liberté d'expression pour tous les citoyens marocains dans les médias»

Transcription en anglais

18 Juillet 2009

Hôtel Tour Hassan, Rabat

## Milica Pesic :

Melica : bonjour ! Je m'appelle Melica Pesic, je suis la directrice de l'Institut de Diversité Médiatique qui organise cette discussion de table ronde. Je veux commencer par remercier le centre des études stratégiques (le centre marocain des études stratégiques) et le Professeur Ben Hammou qui nous ont aidés à réunir cette table ronde. Comme vous le voyez, le sujet de cette discussion est l'espace public et la liberté de l'expression pour tous les citoyens marocains dans les médias. Cette discussion est le début, je dirai, d'une série de discussions qu'on planifie de faire avec la coopération du centre ou d'autre organisation au Maroc qui trouve que le sujet est pertinent pour les médias dans la société civile et qu'une meilleure communication avec le gouvernement sont des questions importantes.

Je veux dire, pour ceux qui ne connaissent pas encore Media Diversity Institute, qu'on a commencé récemment un nouveau programme. On est nouveau au Maroc. C'est un journalisme intégrateur, alors on va essayer avec nos collègues, nos partenaires d'encourager un débat sur comment le media au Maroc peut particulièrement après tout ces changements que les marocains ont dû passer ces dernières dizaines d'années : libéralisation, beaucoup de média indépendante, comment le média peut performer le rôle d'un espace pour le débat public sur les questions pertinentes pour tout les citoyens marocains dans ce cas. On parle toujours de ce qu'on appelle le journalisme intégrateur c'est-à-dire que quelque soit le débat fournit par le média, ils doivent essayer d'apporter des membres représentatifs des différentes communautés qui vient dans cette société. Alors essayer de donner une voix à tous ceux qui ont des voix pertinentes dans la société démocratique. L'idée de ce sujet particulier est venue d'une petite discussion qu'on a eu il y a deux mois, où le problème de ce qui est espace public et comment vous le définissez et quel est le rôle du gouvernement dans la mise en accent et le renforcement du sphère publique. Quel est le rôle du média ? Quel est le rôle de la société civile et les organisations dans cette sphère ?

J'espère que le professeur Ben Hammou pourra nous rejoindre. On vient de lui parler il y a 20 minutes et peut être qu'il ne pourrait pas venir.

Je vais demander alors à notre collègue Saida Kilani de prendre la parole et de partager avec nous ses idées aussi bien que l'approche de l'Article 19 à cette question. Après la parole sera la vôtre.

## Saida Kilani :

Merci Melica. Je m'appelle Saida Kilani et je suis journaliste. Pour commencer, je suis désolée pour nos amis et collègues marocains parce que je vais parler en anglais. Ce serait très difficile pour moi de parler en français parce que les blagues que je vais faire ne seront bonnes qu'en anglais. Et je suis une journaliste en anglais ça fait dix ans, alors je suis habituée à parler en anglais plus que l'arabe te le français et j'ai préparé cela en anglais. Alors je m'excuse, mais on a une traduction.

Premièrement, je veux poser une question. Est-ce que vous connaissez Brangelina ? Personne ? Brad Pitt et Angelina Jolie. Vous savez que les dernières nouvelles c'est qu'ils ont beaucoup de problèmes dans leur mariage ? Brad Pitt sort avec son ex et Angelina sort aussi avec son ex ? Vous savez ça n'est-ce pas ?

Ceci est peut être le nouveau problème d'Internet. Toutes les nouvelles des riches et des célébrités surmontent les nouvelles qui sont importantes et professionnelles. Et quand Internet ouvre l'accès illimité aux informations, aux débats et aux opinions, cela est réduit à trois thèmes principaux qui sont intéressant aux gens du monde entier et je ne parle pas seulement du monde arabe. Nous avons la consommation des nouvelles technologies. Tout le monde parle des GSM qu'ils achètent. Moi j'ai un problème parce que j'ai l'ancien Nokia et tout le monde me demande pourquoi j'ai un ancien téléphone portable. Peut être que je dois acheter le Black Berry.

Pornographie est un thème principal dans le web. Tout le monde cherche la pornographie et les nouvelles des célébrités. Si vous êtes dans une session dans n'importe quelle réunion sociale et si vous ne connaissez rien sur les célébrités alors vous n'êtes personne. Et cela est le problème de la quantité importante d'informations online qui est réduit a des informations insignifiantes plutôt que l'exploiter pour avoir plus d'information sur les thèmes et les problèmes qui sont vraiment intéressants. Par exemple si on demande à un chinois âgé de 10 ans sur Paris Hilton, il va savoir exactement où elle est, à propos de son tour à Dubaï, et même à propos de son nouveau parfum qui est le plus récent dans le marché. Par contre si on lui demande sur le Tiananmen Square, le massacre des journalistes qui a eu lieu en 1989, il va rien en savoir. J'étais en train de regarder un documentaire dans le BBC il y a deux semaines commémorant 20 ans de Tiananmen Square et il y avait beaucoup de monde chinois qui ne savent

pas ce qui s'est passé. Ils ont fait des interviews avec des adolescents de la chine et ils ne savaient pas ce que c'est le massacre de Tiananmen Square mais ils connaissent les nouvelles des célébrités.

Cela est applicable aussi sur le monde arabe. Par exemple, on a un grand problème avec les bons penseurs et les bons écrivains de nos pays. Je faisais une recherche il y a quelque temps et j'ai voulu chercher sur Nawal EL Saadaoui et quelque penseur féministe du monde arabe. Alors je suis allée à Google et lancé la recherche. J'ai trouvé dans la première et la deuxième page des informations sur ce célèbre écrivain qui a fait une révolution en Egypte, et j'ai vu des sites web qui l'insultent et lui demandent de quitter le pays. Ils disaient vraiment des mauvais mots sur elle et qu'elle a une mauvaise réputation pour les arabes et qu'elle ne doit pas vivre en Egypte. Puis j'ai eu l'idée de rechercher tout les intellectuels arabes et j'ai trouvé la même chose. Tous les penseurs arabes indépendants et libéraux sont barbouillés dans les sites web arabes. Donc la révolution informatique ne nous aide pas trop. En bref, ce que je veux dire c'est que les enquêtes, les profonds reportages, et la recherche méthodologique sont compromises par des informations insignifiantes balayant le web.

L'Internet, même s'il permet de s'ouvrir sur le monde, ne contribue pas à la diversité et la tolérance. Au contraire, les commentaires racistes, dangereux et non contrôlés sont plus flagrants et les discours de haine restent impunis parce que le contrôle et la vérification sont très difficiles à accomplir.

C'est ce qui arrive maintenant dans la plupart des pays arabes et plus précisément en Jordanie. Quand, par exemple, il y a un article écrit sur les droits de femme on trouve que tous les commentaires dévalorisent la femme et disent qu'elle a déjà les droits et qu'elle n'en aura pas besoin parce qu'elle va devenir plus libérale et ressembler aux étrangers et que ces droits vont ruiner sa réputation. Ces commentaires sont tout à fait liés aux droits de l'homme et à la diversité et à la tolérance de l'opinion de l'autre. En Jordanie, s'il y a un article sur l'unité nationale, on a le problème des Jordaniens Palestiniens qui se pose.

Je ne crois pas que quelque chose a changé depuis le douzième siècle. On a une célèbre diction de notre philosophe Ibn Arabi du 12ème siècle qui a dit (cette diction lui a coûté la vie) : «vous! Ce que vous adorez est sous mon pied» . Les gens l'ont tué parce qu'ils ont cru qu'il parlait de Allah. Il a dit ce que vous adorez c'est l'argent mais ils l'ont tué avant de comprendre ce qu'il voulait dire au juste et c'est ce qui arrive à nos intellectuels arabes, à

nos écrivains et révolutionnaires avant qu'ils soient compris. Ils sont tués, enduits et forcés à quitter leurs pays sans aucune raison.

On n'a pas la tolérance, l'analyse profonde et la diversité. Dans le média, on a une seule piste qui permet l'opinion de l'autre seulement s'il est d'accord avec elle. Ils prétendent qu'ils sont pour l'opinion de l'autre mais ils le sont seulement s'il est d'accord avec ce qu'ils croient. Donc je vais juste présenter quelques points sur la situation réelle du media en termes de diversités. On a peu de média spécialisé dans le monde arabe dédiés aux problèmes de minorités ou de population handicapés. On n'a rien sur les handicapés. Je ne connais pas les pourcentages peut être 10% ou 12% dans nos pays mais c'est comme s'ils n'existent pas. Il n'y a rien sur leurs droits et je pense que le chômage des personnes handicapées atteint les 100% parce qu'il n'y a personne qui emploie les handicapés. Même les revues de femme sont liées à la mode et aux nouvelles des célébrités et elles ne sont pas vraiment liées à des problèmes importants de droits de femme.

Nous avons peu d'estime pour la diversité, l'égalité et les droits des autres ethnicités. Par exemple, qui définit les droits des Kurdes ? On a vraiment un grand problème avec les kurdes, particulièrement en Iraq, en Syrie et en Turquie. Leur présence forme presque un pays mais personne ne reconnaît qu'ils existent et personne ne parle de leurs problèmes. Ce sont les kurdes eux même qui essaient de défendre leurs droits dans le parlement ouvert et les arabes les ignorent comme si ils n'existent pas en leur milieu. On a aussi le problème dans le monde arabe de la main-d'œuvre étrangère qui est isolée et exclue. Ils n'ont pas le droit de parler et je peux dire qu'ils sont traités à maints égards comme des esclaves, mais j'ai parlé à nos amis les marocains et les algériens et ils ont peut être une manière un peu plus améliorée dans le traitement de la main-d'œuvre étrangère que nous. Peut être parce qu'ils sont plus proche aux normes européennes et ils traitent la main-d'œuvre étrangère mieux que le moyen orient parce qu'on est un peu plus loin. On a aussi un grand écart entre le moyen orient et le nord de l'Afrique. Le moyen orient ne connaît rien sur le nord de l'Afrique et le nord de l'Afrique ne connaît rien sur le moyen orient et les nouvelles qu'on couvre, en particulier les médias panarabe comme Al Jazeera et Al Arabiya, sur le monde arabe est comme si on ne couvre que le moyen orient. Quand ils disent les arabes c'est comme s'ils disent le moyen orient et pas le moyen orient, le nord de l'Afrique et le Golf. Comme si le golf et le

nord de l'Afrique ne sont pas liés au monde arabe. Aussi quand je regarde les médias du nord africain je trouve qu'ils ne parlent que des problèmes nord africains et pas du moyen orient; c'est vice versa.

On a un problème avec les sites les plus populaires, comme Youtube, Facebook et twitter, et je ne pense pas que c'est un problème des arabes mais c'est un problème à l'échelle mondiale. Ce ne sont pas des sites arabes mais qui sont très connus et populaires parmi les jeunes arabes. Je pense qu'il faut être un peu créatif et inventif pour créer nos propres sites populaires plutôt que d'aller sur les sites américains, qui sont biens, mais je pense qu'il faut avoir aussi des sites arabes pour nous.

On a aussi des problèmes avec les médias qui ignorent la réflexion indépendante et les penseurs indépendants. La plupart des écrivains arabes vivent maintenant, et ce problème n'a pas changé depuis des années, en Europe et aux Etats-Unis et pas dans nos propres pays. Ils ont voyagé il y a longtemps et ils ne pensent même pas de rentrer.

Un autre problème qu'on a est le manque d'initiatives. Les institutions de la société civile ne sont pas bien organisées pour faire une différence. Le secteur privé prend ses distances des initiatives locales et démontre avec une contribution au processus de développement et de réforme.

Je vais parler de la société civile au Maroc dans un instant mais je veux dire que les médias maintenant ont un rôle majeur à jouer mais il y a beaucoup de difficultés à rencontrer. Pour commencer parlons des journalistes.

Pour les journalistes, Ça ne va être une tâche facile d'avoir la diversité. La situation des journalistes dans les pays arabes n'a pas changé avec l'Internet et les satellites parce qu'ils sont paresseux. Dans le passé ils étaient habitués à recevoir toutes les nouvelles et les informations à travers les faxes alors qu'ils sont assis sur leurs chaises. Aujourd'hui ils les reçoivent par email, alors rien n'a changé. La seule différence entre les journaux, les mainstream journaux et je ne parle pas des médias privés, c'est où mettre la photo du roi à gauche de l'article, à droite, en haut, etc. on n'a pas de diversité dans les journaux.

Les journalistes n'ont pas de motivations pour effectuer leur travail. Probablement parce qu'ils reçoivent des salaires très bas et ils sont toujours à la recherche d'un nouveau travail ou d'un second travail. Les nouveaux moyens de communication comme l'Internet et les satellites dévalorisent l'information en donnant beaucoup d'informations et ça affecte la diversité. Ils permettent à l'information

d'être copiée et copiée de nouveau par des différents sites. Il y avait une erreur dans une des premières versions de « Ghasaf, journalistes sans frontières » à Yémen ; il y avait une erreur qui disait que quelqu'un a été tué et tous les sites web continuaient de répéter les mêmes informations et le gouvernement yéménite est devenu fou parce que personne n'a été tué. Mais l'erreur a été répétée encore et encore et ils ont continué de coller les mêmes informations partout à Yémen comme s'il n'y a pas de copyright. Je ne sais vraiment pas comment on doit traiter ce problème croissant. Et bien sur comme j'ai dit au début qu'il y a un intérêt croissant des sujets insignifiants lié aux nouvelles des célébrités et de la vie privée des acteurs et des richards et qui ignore toute intention d'effectuer de bonnes enquêtes. Donc les médias sont rencontrés avec une forme générale et culturelle de manque de tolérance. Ce sont les principales choses que je vais indiquer sur le monde arabe et le Maroc. Les points principaux de cette combinaison sont le manque de la tolérance et le manque de la diversité.

On juge les gens par leur apparence. Est-ce que la femme est voilée ? Est-elle non voilée ? il y a des gens qui n'emploient que les femmes voilées et il y en a d'autres qui n'emploient que les non voilées. On juge les gens par leur religion. Est-ce qu'ils sont des musulmans ? Est-ce qu'ils sont des chrétiens



? Donc on a une discrimination et on a aussi une discrimination sur le niveau géographique. Est-ce qu'il est du nord ? Est-ce qu'il est du sud ? On a une discrimination à l'égard de la famille. Est-ce qu'il est d'une bonne famille, d'une mauvaise famille ? Une discrimination basée sur le sexe. Homme ou femme ? On a beaucoup de discrimination à l'égard des âgés et des enfants. C'est comme si ils n'existent pas. Nous ne respectons pas leurs droits et nous n'avons pas aussi des publications pour eux, en particulier les adolescents. Il n'y a pas des publications pour eux du tout. C'est pour ça qu'ils se dirigent vers tous ces sites populaires mais étrangers parce qu'ils n'y a pas des sites arabes. On a la discrimination à l'égard des de la main d'œuvre étrangère. On a la discrimination comme je l'ai dit à l'égard des personnes handicapées et qui est un grand problème dont on doit faire face. On discrimine aussi à l'égard des immigrants étrangers. Par exemple, quand les arabes vont vers l'Angleterre, l'Europe ou les Etats-Unis, ils peuvent rencontrer des problèmes mais ils peuvent aussi obtenir la citoyenneté ou la résidence ou tout autre. Et s'ils ont un problème, ils vont faire une grosse affaire de celui-ci. Mais si les étrangers viennent chez nous il est impossible pour eux d'obtenir la citoyenneté ou la résidence parce que c'est problème patriotique qui ne doit pas être discuté. Alors en tant que journaliste, Melica a dit qu'on ne propose jamais de solutions, donc j'ai travaillé dur hier pour proposer des solutions.

Que peuvent faire les médias pour accroître la diversité et la tolérance et lutter contre la discrimination ? Tout d'abord, il faut encourager les médias à écrire sur la diversité, à écrire par exemple sur les écoles qui discriminent à l'égard de certains gens. On a des écoles qui ne permettent l'accès qu'aux voilées et d'autres qui ne permettent l'accès qu'aux non voilées. On en a beaucoup en Jordanie. Il y a des banques n'emploient que des Palestiniens, ce qui est bizarre, et il y a d'autres qui n'emploient que des Jordaniens. La discrimination se trouve ainsi partout dans les écoles mais personne ne parle des écoles ce qui nous donne un autre sujet dans le média.

Il faut que les médias encouragent la diversité parmi les institutions et peut être l'introduction d'un trimestre pour les différentes minorités parmi leurs propres établissements. Tous les médias ou 90% des établissements médiatiques dans les pays arabes sont gouvernés par des hommes blancs à l'âge de 40 ans. Voyez-vous vraiment une femme au sein du conseil d'administration? Voyez-vous

un homme noir, bien que nous ayons des noirs ? On ne voit jamais un handicapé, alors il n'y a pas de diversité du tout. Toutes les lois, qui est un autre sujet dans les pays arabes, ne traitent que les Jordaniens, les Marocains, les Algériens comme la chose la plus importante et ils n'ont pas de lois pour les étrangers. Par exemple, un étranger ne peut pas avoir une publication en Jordanie. Seuls les Marocains, les jordaniens ou les Algériens sont autorisés mais pas les étrangers.

Les médias peuvent ne pas se concentrer que sur les élites et les personnes hiérarchiques pour les interviewer. Tous les journalistes des pays arabes pensent que l'article n'est important que s'il tourne autour d'une personnalité importante ; par exemple un ministre, le roi, le premier ministre, le président. Si ça ne tourne pas autour d'une importante personnalité alors ce ne serait pas un article important. Quand j'étais journaliste pour dix ans à « Jordan Times » j'ai écrit de très bons articles et j'ai fait de très bonnes enquêtes mais ils ont été mis sur les pages 5 et 10 et enterré dans le journal. Je disais bon cette pièce mérite la première page mais on me répondait où est le roi ? Où est le premier ministre ? C'est ça le problème. S'il y avait une personnalité importante alors l'article est important et digne. Il n'y a pas d'articles sur les personnes normaux, les journalistes visent toujours les parlementaires, les ministres et tous ces riches. Et il n'y a pas d'histoires réelles sur ce qui se passe réellement dans le pays parce que les journalistes veulent devenir des consultants et même des ministres, alors ils essaient toujours d'être hypocrites devant les responsables. Je pense alors que les médias devraient faire des personnes normales qui ont fait une différence dans le domaine de la diversité des héros, par exemple. Les médias devraient avoir moins de stéréotypes dans l'assignation des coups.

Au moment où je suis arrivée à « Jordan Times » on m'a donné les sujets qui concernent la femme alors que je ne suis pas intéressée par ce sujets je suis intéressée la politique. Ils assignaient les sujets de femme aux femmes et quelqu'un d'une origine ethnique qui venait de l'Iraq on lui assignait des sujets d'Iraq. Il y a une discrimination et des stéréotypes dans l'assignement des sujets, alors on doit avoir une diversité dans ce domaine aussi. Les médias devraient aborder le sujet des femmes dans des postes seniors. On en a beaucoup parlé mais on devrait l'aborder un peu plus sérieusement dans le conseil d'administration et de conseillers. Comme j'avais dit avant, il y a un problème avec Internet et le trop d'informations mais en même

temps avec tout l'harcèlement qui s'est produit l'Internet a permis à l'activiste des droits humains de partager l'information et le réseau.

Il y a des blogs qui sont devenus un moyen efficace pour les activistes arabes, on doit les encourager. On devrait aussi utiliser la popularité de l'Internet qui est devenue en croissance. Malgré les points négatifs de l'Internet et les satellites on des témoins et beaucoup de formes de démocratie ayant lieu en ligne et sur les satellites. En ce qui concerne le vote, les gens ne votent pas dans les pays arabes ils votent en ligne. Ils votent pour leur chanteur préféré, pour leur danseur préféré, etc. Ils pratiquent la démocratie en ligne et sur les chaînes par satellite. Donc je pense que c'est une promotion de certaines formes de démocratie.

Alors les médias doivent avoir un quota pour la diversité. Ils doivent produire des histoires de diversités qui sont contre le racisme et qui parlent des personnes handicapées. Ils doivent interviewer des femmes sur des problèmes qui ne sont pas liés à la femme. Ils doivent aussi inclure toutes les points de vues, non pas seulement celles des personnalités importantes mais des gens de compétences diverses. Merci

### Milica Pesic :

Merci Saida ! C'était une introduction très provocante, alors est-ce que je peux avoir une réponse aux pensées de Saida ? Est-ce que les médias essaient de plaire l'audience ? Est-ce que c'est la raison pour laquelle ils écrivent sur les célébrités plutôt que de présenter des nouvelles plus importantes ? Est-ce que c'est la volonté de l'audience ?

### Ziad Guerichan :

Je voudrais tout d'abord dire que je suis d'accord avec le tableau qui a été décrit sauf que le concept qui est toujours basé sur la généralisation détruit le détail qui donne la vie. Par exemple, quand on a dit qu'on ne vote pas dans le monde arabe, globalement ce n'est pas faux c'est vrai. Mais on vote en Mauritanie aujourd'hui, on a voté au Maroc, on vote au Liban, on vote en Iraq, et on vote même au Kuweït. C'est vrai qu'il n'y a pas un vote parfait je vous l'accorde, il n'y a pas une démocratie parfaite dans le monde arabe, ça c'est indiscutable; sauf que le cas de l'Arabie Saoudite n'est pas le cas du Maroc ; le cas de l'Iraq, même sous occupation, n'est

pas sur ce plan là le cas de la Syrie ; le cas de la Tunisie n'est pas le cas de l'Algérie. Donc alors que nous sommes justement intéressés par la diversité, généraliser nuit à cela parce que généraliser nuit à la diversité extrêmement complexe du monde arabe et vous avez cité une des diversités c'est la fracture qu'il y a entre l'orient et l'occident du monde arabe ; entre l'orient et le Maghreb il y a une fracture fondamentale. On était trois Tunisiens une fois quand un ami Koweïtien nous a dit qu'est-ce que vous faites là, vous êtes beaucoup plus proche de l'Europe que de nous. Nous n'arrivons pas à vous comprendre et vous n'en plus. Donc c'est vrai que dans le monde arabe il y a des généralités, il y a des affinités, il y a des règles transversales mais il y a aussi beaucoup de diversité, il y a aussi beaucoup d'aspérité qu'il serait intéressant de comprendre. Sur le point central avec lequel je suis d'accord et qui pose un problème fondamental pas uniquement pour les arabes mais pour le monde entier, je pense que nous démontré par nos mauvais exemples qu'il y a une fracture entre la liberté d'expression et la liberté de pensée. Souvent ce qui est sensé à l'occident c'est que la liberté de pensée est au fondement de la liberté d'expression. Chez nous parfois, je dirais même souvent, la liberté d'expression va au détriment de la liberté de pensée. Je m'explique : si je prends le canal le plus célèbre du monde arabe qui est Al Jazeera, si l'on accepte qu'Al Jazeera pour Qatar est une chaîne offshore ; c'est-à-dire qu'elle parle de tout sauf Qatar ; si on accepte cela, je dirai que pour l'essentiel des arabes Al Jazeera représente un média libre d'expression, libre où la liberté d'expression peut se trouver et s'exprimer sur différents sujets qui intéressent la plupart des arabes en dehors de Qatar. Sauf que l'on constate depuis une dizaine d'années que cette liberté d'expression se fait au détriment de la liberté de pensée. Je m'explique très rapidement : il y a comme une idéologie subliminale que j'appellerai l'arabo-islamique qui est faite justement de cette identité massive que l'arabe est tard de l'orient à l'occident, de l'homme à la femme, du riche au pauvre, de celui qui ne se connaît même pas (qu'il soit kurde ou Kabil, etc.) de celui qui vit dans le monde arabe et qui n'est pas musulman de celui qui vit dans le monde arabe et qui s'en fou de l'identité. Donc cette idéologie est massive et général dans le monde arabe.

Les nouvelles élites du monde arabe qui sont des élites arabo-islamique, c'est-à-dire ce sont des élites qui sont fondées sur massification de l'identité et sur une négation de l'altérité. Ce qu'il fait que

quand ces élites expriment leur liberté d'expression, souvent à caractère politique, au détriment de la diversité. La diversité est donc niée au monde de liberté d'expression. La liberté de pensée y compris la liberté de conscience est considérée comme le monde des libéraux et des gens qui sont contre l'identité arabo-musulmane.

Dans les années 20 et 30 du 20<sup>ème</sup> siècle, si on prend l'exemple de l'Egypte, ils y avaient des sociétés et des associations d'hâtés. Ces gens représentaient une partie de l'élite Egyptienne. Aujourd'hui probablement pour des raisons plus complexes qui ne sont pas toujours positives il y a un seul pays où on peut critiquer dans le monde arabe, où on peut critiquer la religion dans le monde arabe, c'est la Tunisie. Il y a un seul pays, par exemple, où on peut faire une enquête sur être hâté en Tunisie. Je pense qu'une enquête être hâté au Maroc ou être hâté au Yémen ou en Arabie Saoudite ça me semble être extrêmement dangereux. Donc la seule idée que je voulais développer c'est que premièrement le monde arabe n'est pas un, il est multiple et que chercher la diversité c'est aussi pas uniquement se contenter de ce qui est négatif et qui est vrai mais aussi de cette diversité faite de richesse dans tous les pays. Moi, par exemple, je ne suis pas d'accord pour dire que dans l'Arabie saoudite tout est noir. Il y a une vivacité sociale, il y a une revendication de liberté qui est authentique mais qui n'est pas suffisamment représentée ni par les médias Saoudiens, ce qui est normal, ni par les médias des autres pays. Donc il y a cette diversité et cette richesse, mais aussi il y a ce danger que vous avez tout à fait signalé. C'est une dissémination d'une idéologie dominante qui n'est pas toujours sensible, qu'il fait qu'il y a une tentation, une tentative d'assimiler tous les arabes à un seul moule : l'arabo-musulman tel que ce le représente l'idéologie pan-arabiste et pan-musulmane qui est tout à fait contradictoire à des traditions extrêmement diverses de Maroc, de Mauritanie et même en allant aux pays de Golf.

J'ai une seule remarque mais tout à fait gentille et sympathique, le grand sufi qui a été martyrisé à Bagdad c'est Al Hallaj et pas Ibn Arabi.

### Youssef :

Ce qui est proposé c'est que d'avoir une presse spécifique aux minorités culturelles dans la société. Je pense que cette idée peut nous mener à la création d'une sorte de pluralisme dans la société et à la division à plusieurs pièces contenant de

différents médias. Chaque journal, chaîne de télévision ou station de radio va alors défendre un spécifique groupe et une spécifique idée. Mais je pense que le défi est d'avoir la diversité dans le même journal.

J'ai la même observation sur l'établissement des quotas d'emploi dans les journaux. Je crois que le fait d'être enthousiaste pour la création de la diversité ne devrait pas nous mener à la stigmatisation dans la société.

Ma deuxième observation est que les journalistes sont le produit de leur propre société. Si un journaliste ne croit pas au pluralisme, à la diversité et à la tolérance, c'est parce qu'il reflète ce qui est populaire dans sa société. Mais cela ne veut pas dire que les organisations médiatiques qui ne reflètent pas au pluralisme dans leur travail commettent des erreurs professionnelles. Ce que je veux dire c'est que, peut être, la meilleure façon de surmonter ce manque de pluralisme est par former les journalistes au respect de la diversité dans la société.

### Mohamed Omar :

Je voudrais suggérer, comme réponse à la proposition de Saida, que la loi de presse et de publication est un des problèmes fondamentaux rencontrés. Vous savez que nous avons des restrictions dans la loi d'édition.

Vous avez parlé d'Al Hallaj et il y a quelques jours en Jordanie un poète a été condamné à mort pour l'insulte de l'Islam. On a besoin d'amender notre législation et nos lois et développer un règlement professionnel plus libéral.

Il existe chez nous en Jordanie une expérience qui a aussi commencé dans d'autres pays. Cette expérience est du média communautaire, surtout dans des secteurs et des régions diverses et marginalisés. En Jordanie nous essayons de donner des licences à des chaînes dans des régions marginalisées. Mais en pratique le gouvernement refuse de l'approuver alors tout le projet a été annulé. La procédure législative représente un obstacle important devant la création de la diversité dans les médias locaux et surtout les régions marginalisées. Ce problème peut exister aussi dans d'autres pays arabes.

### Manubi Maroqi :

Je voulais revenir sur ce qu'a dit notre collègue Mohamed. Je crois qu'il y a un faux problème qu'on parle de journaux généralistes et journaux

spécialisés et qu'il ne faut pas ceci et qu'il ne faut pas cela, mais il faut les deux. Plus il y en a du support médiatique et plus ça serait intéressant. Plus les gens peuvent parler plus il y a d'espace de liberté, et puis chaque genre a ses fonctions, a sa finalité et le but est le même. Je suis d'accord avec Mme. Saida, il n'y a pas suffisamment de journaux pour la population à spécificités parce que chez nous on ne peut pas parler de minorités, ça dépend des pays. On ne peut pas généraliser dans notre monde arabe. Il faut qu'il y ait des journaux pour ces gens à spécificités mais le problème qu'on remarque actuellement c'est que les sujets traités dans ces journaux sont des sujets très légers. On prend, par exemple, des revues pour femme et la femme est réduite à une beauté, donc on lui parle de sa manière de se maquiller, on fait des papiers sur sa santé et comment garder sa ligne. Mais les vrais problèmes de la situation de la femme ne sont pas traités profondément. On passe sur les vrais problèmes pour parler plus de l'apparence. Et là ce que je propose c'est vraiment faire beaucoup pour la formation et la formation continue des journalistes parce que là est le vrai problème.

On a besoin des journalistes qui peuvent traiter l'information. Tout à l'heure on parlait d'Internet ; Internet est bon mais le problème c'est comment on est en train d'utiliser les informations d'Internet avec les catastrophes qu'il y a. Pourquoi ? Parce que quand il n'y a pas de vrais journalistes, des professionnelles qui cherchent à vérifier l'information avant de la redonner aux autres. Là c'est un grand problème et c'est là qu'on doit travailler beaucoup pour former des journalistes pour qu'on ait des journalistes vraiment professionnelles. Merci

### Saida Kilani :

Mr. Ziad, il devrait avoir les deux, la presse générale et la presse spécialisée. Si on n'a que la générale, on aurait des problèmes d'étudiants, par exemples, qui ont besoin d'une presse pour traiter leurs propres problèmes. On a besoin d'une presse spécialisée. En ce qui concerne les problèmes de femme, vous ne pouvez pas dire que la femme n'est concernée que par ses soucis. Il faut avoir des journaux et des magazines spécialement pour les problèmes de femme. Si vous prenez un magazine de femme vous trouverez qu'il parle de la mode et des scandales mais pas d'une façon analytique. Par exemple, s'il y a un crime d'honneur ou un meurtre, il est traité d'une perspective de scandale plutôt que d'une perspective d'augmentation de conscience. Alors

comme vous avez dit, les problèmes doivent être traités d'une manière plus professionnelle.

Mr. Youssef a dit que la création des médias pour les minorités crée des problèmes de classes et de régions ; le quota crée cela. Si on prend le cas du Liban après sa division par le quota, vous pouvez voir à quel point le problème est. L'utilisation du quota dans le vote est vraiment un grand problème. Mais s'il n'y avait pas un quota de 15 % pour les noirs, le président Obama n'aurait pas été élu aujourd'hui.

On a eu des quotas d'emploi depuis les années 60s et 70s. Il y a 10% à 15% de quota qui a permis aux noirs de travailler et de s'intégrer dans la société. Les femmes ne peuvent pas devenir parlementaires en Jordanie ou au Maroc parce que les gens ne sont pas habitués à cette idée même s'ils savent qu'elles sont fortes et capable pour ce métier ; la société est intimidée. Par contre si le quota est appliqué, cela encouragera les gens d'aller et voter.

### Mohamed Omar :

Si je commence à parler de la loi de publications je ne finirai jamais. La loi de publication est consacrée à tout ce qui a un rapport avec la discrimination et le racisme. Par exemple, tu n'a pas le droit de parler de la police ; si un policier bat quelqu'un devant, toi tu n'es pas permis de l'écrire. Une fois j'ai assisté à un policier qui a attrapé un pauvre et jeune mendiant et l'a battu, je me suis alors dirigée vers le journal avec le numéro d'immatriculation de la voiture et j'ai voulu écrire ce que j'ai vu mais c'était impossible. Et si tu vas te plaindre chez le chef de sécurité, il te dira qu'il y a une procédure à suivre, mais les gens ne savent pas à propos de ces procédures parce la loi de publication nous interdit d'écrire quoi que ce soit sur la police.

### Kohmsi, Journal 'Al Molahid' :

Je crois que les Marocains ont une meilleure image de la Jordanie grâce à internet. J'ai des amis à moi qui travaillent dans la société civile dans le mouvement féministe qui utilisent un site web jordanien comme une source de législation sur la femme et les nouvelles du mouvement féministe arabe et international.

Au niveau des satellites, on observe peu la présence masculine sur les chaînes jordaniennes par rapport au Golf et les autres régions. On voit que la région du Sham, à citer la Palestine, la Jordanie, la Syrie et le Liban comme étant les pays les plus développés

par rapport au reste du levant. Alors on ne savait pas qu'il y avait une déchéance au niveau de la diversité ou même au niveau d'autres problèmes. Par contre, je reconnais le fait de vous embaucher à 'Jordan Times' et vous attacher à la section de femme.

Hier, j'ai écrit un article qui disait que nous les marocains et nord africain avons une différente approche de la diversité et qu'on a plus d'intérêt à la culture francophone, mais quand nos amis anglais ont entamé le problème de la diversité j'ai réalisé qu'il y a une différence épistémologique. Je vous comprends aussi quand vous avez parlé de la diffamation qui contrôle la presse et je pense qu'il n'y a plus d'engagement et de profondeur dans le traitement des sujets. J'ai atteint beaucoup de sessions de formation de journalisme et je n'ai jamais entendu parler de l'article de David Hume 'On the Liberty of the Press' parce que nos enseignants français n'ont jamais mentionné que Montesquieu était un élève de la démocratie anglaise et les pensées démocratiques.

On a un grand problème en Afrique du nord depuis qu'on a une vue uni-dimensionnel et cette réunion aujourd'hui est un gain positif pour l'Afrique du nord parce que le vrai gain est quand des gens du monde entier peuvent se réunir. Quand vous avez dit que Nawal dans les sites web est une hâtée, j'ai eu envie de changer de sexe que pour la masculinité répandu dans le monde arabe.

### Bouchra :

Je voulais réagir sur la question des quotas que vous avez évoqué tout à l'heure. Je crois que la diversité doit se faire par les 'mainstream channels' puisque si on oppose à cela, la multiplicité de plateforme : TV, radio, sites web, etc. qui vont s'adresser à des populations type ciblé je crois qu'on n'arrivera jamais à communiquer. Donc moi en solution je proposerai plutôt l'adoption d'un code déontologique par les 'mainstream channels'. En tout cas d'en discuter en France pour pouvoir obliger les chaînes généralistes à se faire le porte-parole à ces diversités de différentes populations qui composent la société française.

### Mustapha Achafii :

Quand j'ai écouté Saida et les autres commentaires j'ai pensé au titre : 'l'espace publique, la liberté d'expression, les médias marocains', ce sont des trois phrases clé. Pour moi, la crédibilité des médias

est une élément essentiel dans cette procédure, et le point de départ de la reconstruction d'un espace publique est basé sur la diversité, la liberté d'expression et la liberté de pensée. L'espace publique est nécessairement et logiquement un espace divers. Le problème des médias (spécialistes ou mainstream) est qu'ils ne peuvent pas transmettre au citoyen ordinaire la réalité multidimensionnelle d'une manière professionnelle. Alors que cela nous plaise ou non, c'est une action de sensibilisation du publique et les médias ne sont pas homogènes ils sont dirigés par une vision idéologique, expérimentale et politique.

Si on doit reconstruire l'espace publique, il y a beaucoup de valeurs qui vont servir la vision idéologique et politique. Par exemple, je sens qu'Al Jazeera était en service de l'idéologie fondamentale malgré les nouvelles qu'elle diffuse. Je dirais que même si la liberté de l'expression est limitée, 2M TV au Maroc est meilleur dans la diffusion de quelques sujets.

Les recommandations qu'il doit y avoir devraient être au niveau législatif adressées aux décideurs politiques, et des recommandations à l'appui des organisations comme le HACA au Maroc, le Conseil Suprême de l'Audiovisuel. Ces recommandations doivent aussi se soucier des journalistes, et cela en deux parties. La première concerne la formation et la formation continue comme mentionnée par notre amie et la deuxième partie se soucie de l'éthique de la profession. Quand on parle de la diversité cela peut être transmis d'une façon intimidante et calomnieuse, mais on peut la promouvoir s'elle est d'accord avec nos idées idéologiques et politiques. Je voudrais aussi donner une recommandation à la société civile. Pourquoi la société civile ? Parce que à mon avis comment pourrait-elle être à l'appui de la liberté de l'expression alors que les nouveaux médias sont vachement répandus, et malgré cela la presse écrite reste la plus influente que l'électronique l'audiovisuelle.

### Kamal de 'Jeune Indépendant' :

Permettez-moi d'aborder quelques points qui sont très intéressants comme ces deux ou trois derniers points. Quand vous étiez en train de décrire le paysage en Jordanie et probablement en moyen orient vous parliez du fait que la diversité n'est pas assez sérieusement prise en considération et qu'elle n'est pas soutenu par les médias. Je ne prends pas en considération la diversité qui existe censément dans votre pays; ni le rôle ni la réaction des médias

là-bas. On devrait être concerné par ce que vous avez dit sur la discrimination et l'intolérance.

Je crois que les professionnels de médias ont besoin de formation, et même les gestionnaires ont besoin d'être formés pour être capables de traiter ces sujets. On ne peut pas avancer sans enseigner et former les gens dans ce sens. Ce qu'il faut vraiment faire à l'intérieur d'un journal c'est de former les leaders parce qu'ils possèdent des idées et font avancer les choses. Cela inclurait les directeurs supérieurs des salles de rédaction.

Vous disiez que les journalistes dans votre pays sont paresseux, ils ne font que transmettre les informations et les nouvelles copiées d'autres sites web. Ceci n'est pas spécifique à la Jordanie, c'est typique dans beaucoup de pays.

Vous avez parlé de la discrimination entre les musulmans et les non-musulmans, mais je crois que cela existe aussi entre les protestants et les catholiques. Ça existe aux États-Unis, par exemple, entre les gens de l'ouest et du nord. Les sudistes croient qu'ils sont les vrais américains et les nordistes qu'ils sont la vraie Amérique moderne; alors je ne crois pas que c'est un grand problème. Le travail doit se faire dans les salles de rédaction, c'est ce qui est le plus important pour moi comme étant un directeur. On a besoin de former les journalistes de la bonne méthode de travail, leur montrer comment découvrir les pour et les contre et obtenir les deux côtés de l'histoire. C'est à ce moment là et avec un peu de professionnalisme qu'on peut avancer et demander au journaliste de travailler sur le sujet de la diversité.

J'ai été vraiment impressionné par le 'Leicester Mercury', ils travaillent d'une manière diverse et acceptent cette réalité. Alors, la première chose qu'ils ont faite était de rechercher et trouver de nouveaux lecteurs. Pour un journal avoir un paysage divers est aussi important pour réaliser des bénéfices et avoir de nouveaux lecteurs veut dire les prendre en considération et c'est important.

Quand on étudie ou on analyse ou même on évalue le paysage, on découvre les outils qui aident à comprendre ce qui se passe dans notre pays et on essaie de refléter cette réalité dans notre pays. Je crois que la formation est la première et la plus importante étape à suivre avant de passer à la formation des rédacteurs. Je sais que c'est très difficile mais il faut le faire. Les journaux dans certaines régions s'inquiètent pour les recettes publicitaires et subissent des pressions de la part des annonceurs et c'est très difficile de changer la politique éditoriale d'un journal, mais si on

enseigne aux gens et on forme les journalistes sur la manière d'écrire selon les standards du journalisme international je crois qu'ils vont explorer leur audience et commencer à faire des rapports sur la réalité d'une manière objective.

Il est très important d'enseigner aux gestionnaires le leadership et former toute l'équipe sur le journalisme d'investigation qui est une manière très efficace de découvrir la réalité dans n'importe quelle région du monde. Je ne crois pas que les problèmes de femme, de religion ou de communauté pourraient être difficiles à couvrir d'une région à une autre, et je sais que ce qui se passe en Algérie, par exemple, est différent.

On n'a pas de problèmes avec les étrangers. N'importe quel étranger peut venir rester en Algérie et avoir une carte de séjour seulement en quelques jours, ce qui est différent de votre pays. Mais honnêtement ce n'est pas un grand problème et je ne crois pas que c'est important. Ce qui est important c'est de faire des rapports sur les réels problèmes de la diversité. Parler d'un étranger qui ne peut pas avoir une carte de séjour ce n'est pas une question de diversité, c'est une question juridique. Je crois que si on évalue la situation et on enseigne les gestionnaires sur la manière de faire des rapports on va atteindre alors le journalisme professionnel et on pourra probablement parler de la diversité sans aucun tabou ni problème ni obstacle. Merci beaucoup

### Naciri Safi :

Les médias arabes contiennent quelques différences et cela est dû aux événements politiques qui sont différents d'un pays à un autre. Cette différence politique affecte les médias. En bref, les changements politiques, résultats d'importantes décisions, qui se sont déroulés au Maroc durant la dernière décennie ont aussi affecté les médias. Les médias audiovisuels, monopolisés auparavant par l'état, ont été libérés par l'établissement du HACA. La nouvelle loi de la radiodiffusion audiovisuelle, d'après le travail du HACA, insiste sur le pluralisme et la diversité qui font partie juridiquement et pratiquement de la mission de l'organisation, et cela est en aucun doute une amélioration pour nous. En plus, on a accordé des licences pour 10 chaînes spécialisées pour les jeunes, l'économie, etc. et quatre chaînes supplémentaires ont été convenues : une pour les zones rurales, une pour la société civile et une autre pour l'industrie traditionnelle. Avoir une présentation et un produit divers et multiple pose

bien sur des inquiétudes. La chaîne nationale marocaine et SURIAD 2M sont en cours de lancer de nouvelles chaînes : une religieuse, une autre culturelle, et maintenant une Tamazight.

Cela représente une importante évolution. En plus des chaînes qui expriment déjà l'opinion amazighe, la télé va diffuser en amazighe ; c'est une amélioration incontestable même si l'évolution politique des amazighes n'est pas entièrement développé et cela est un problème. Donc je suis d'accord, et je vois même que c'est fondamental, avec ceux qui parlent du besoin de la formation et la formation continue. Ceci est le rôle des établissements de formation de journalisme, qu'on doit leur accorder une grande importance dans le développement de nos médias, sans oublier la relation qu'il existe avec les organisations syndicales.

Cette formation doit se concentrer et s'assurer que la loi des médias est respectée au niveau politique, et que l'amélioration continue est assurée au niveau pratique. Et comme Mr. Khomsi a dit, je crois que cette réunion avec Media Diversity Institute peut nous rapprocher au Maroc de l'expérience britannique.

### Saida Kilani :

Je sais que l'ouest a une plus belle image de la Jordanie que je viens de mentionner, mais il y avait un problème sous-jacent depuis le début de mon exposé jusqu'à l'instant. Ça peut apparaître que je parle négativement du monde arabe ou de la Jordanie, mais cela ne veut pas dire que ça représente toute la Jordanie ou tout le monde arabe même si la liberté d'expression est limitée. Il existe bien sur une différence entre l'Arabie Saoudite et la Jordanie, et entre Qatar, le Maroc et le Yémen, etc. Chaque pays a ses propres problèmes liés à la diversité. J'ai parlé des problèmes qui ont besoin d'être traités et je n'ai pas généralisé en disant que ces problèmes existent dans tous chaque pays du monde arabe.

La Jordanie, pour être honnête, est le meilleur pays arabe en termes de tolérance. On ne peut pas comparer le Maroc avec d'autres pays du golf, l'Arabie Saoudite ou même les autres pays comme la Syrie. Ils y a deux ou trois pays qui se sont ouverts énormément mais ce n'était pas mon sujet. Je parlais, par contre, des problèmes de diversités dans le monde arabe et je parlais des problèmes spécifiques plutôt qu'une généralisation. On a en Jordanie un système tolérant ce qui nous oblige d'avoir un quota du nombre des femmes



parlementaires. Le parlement, si vous l'acceptez ou non, a été ouvert aux femmes pendant 10 ans. Cela est applicable aussi sur ce que j'ai dit à propos des problèmes de femme parmi d'autres.

Bouchra, vous êtes mon amie, mais je crois qu'il devrait y avoir pour l'emploi parce qu'on n'est pas comme la France ou n'importe quel autre pays européen. Pour que la société s'habitue à la présence de la femme et des minorités, on a besoin d'intégrer la première au parlement et la deuxième à la main-d'œuvre générale. Ce système de quota peut être arrêté dans 10 ou 20 ans mais je pense qu'il est vital.

Mustapha, concernant l'éducation aux médias et l'exemple d'Al Jazeera comme une chaîne fondamentaliste, je vais parler du Maroc. En 2000 ou 2002, il y a eu deux démonstrations sur la loi de la famille qui demandaient plus de droits pour la femme. La première, islamique dirigée par « Al Adala wa Tanmiya », était contre ces droits, et la deuxième était plus libérale et indépendante et à l'appui de ces droits. Al Jazeera n'a diffusé que la démonstration islamique, comme si la démonstration libérale ne faisait pas partie de la société marocaine. On peut appliquer le même examen sur leur couverture du Liban et d'Iran parce que cette approche sert l'idéologie Al Jazeera qui dit qu'elle encourage la liberté, mais ce qui est faux en réalité. Al Jazeera ne sert que l'idéologie –le fondamentalisme.

## Bouchra :

Pour répondre sur votre question, moi je parlais du quota dans la télévision. Je crois plus à l'action positive comme une façon de mieux représenter la diversité des différents pays.

Nous devrions parler aux responsables des programmes et aux responsables d'informations pour les faire couvrir la diversité comme étant un problème par rapport à certaines communautés, qui ne sont pas ethnoculturelles mais plutôt sociales. Ce que je voulais dire c'est qu'il n'y a pas de quota pour les chaînes télévisées. D'autre part, je veux vraiment des codes déontologiques auxquels nos dirigeants se conforment comme ça a marché en France. Une charte de diversité a été signée de la part de plus de 2,000 sociétés. Le fait que les entreprises sont en train de promouvoir la diversité est bien et je pense qu'on peut faire la même chose dans la télé.

## Zakia Hadouch :

Je suis désolée parce que j'ai raté le discours de Mme. Kilani mais d'après les réactions et les réponses de nos collègues je crois que son sujet correspond au cadre général du débat de la table ronde. Je veux m'assurer que je saisis ce que c'est la diversité avant de la traiter. Nous devons nous dissocier des préjugés et des déclarations de valeurs. On n'hésite pas dire que le Maroc appartient au monde arabe, mais en même temps le Maroc a des extensions vers l'Afrique et vers l'Europe. On n'hésite pas dire que les marocains sont francophones, mais on est aussi hispanophone parce qu'on était occupé par les espagnols et Tanger est une ville internationale. Ces conditions donnent à la personne une double personnalité, la même dualité de l'homme et la femme, des jeunes et des âgées, les libéraux et les conservateurs. Ces dualités créent un faux débat parce que le problème principal est l'écart qui existe entre la riche société au nord et la société de besoin au sud, et cet écart se creuse très rapidement. Il y a aussi des différences dans la région arabe. Si nous considérons le monde arabe une région, nous ne pourrions pas dire que les EAU est le Maroc, ou la Mauritanie est l'Egypte ; il y a des différences dans la même région et dans même pays. Donc le problème principal pour nous est la relation entre le pouvoir et l'argent.

Au Maroc, par exemple, nous avons toujours la perspective de l'yauti : les nantis et les démunis ; et c'est la réalité marocaine. On traite toujours des

régions du Maroc comme des régions démunies, cela est prouvé par la concentration de l'industrie marocaine et du pouvoir économique marocain au long de la côte d'Al Jadida au Kenitra. Toute personne qui désire pratiquer la politique, la politique réelle et non pas seulement se présenter aux élections, et qui veut servir son pays a besoin de vivre à rabat parce qu'elle est la capitale. On ne peut pas vivre à Chefchaouen, par exemple, et pratiquer la politique.

Le vrai problème est la distribution des richesses et son impact sur le pouvoir. Ce n'est pas nécessaire de débattre la question de femme, d'homme, des jeunes, etc. parce que nous avons besoin de discuter le problème de la diversité culturelle et linguistique, car le Maroc n'est pas une population, mais plusieurs. Si nous devons discuter cette question de cette étroite perspective, nous aurions tort dès le début. Nous avons besoin d'admettre notre diversité. Nous avons des liens vers l'Afrique, l'Europe et ce qu'on appelle le monde arabe, même que le monde arabe pour moi ne me signifie rien car il n'existe pas en réalité.

Discutons les vrais problèmes et trouvons de vraies solutions soit au niveau conceptuel ou au niveau d'application dans le monde réel pour que notre journalisme refléterait la réalité et l'identité multiples des marocains. Merci

## Edward Pellét :

Ma première observation est d'assurer à Mme. Kilani que la loi française interdit aussi aux étrangers de posséder plus de 32% du capital d'une organisation de presse ou médiatique. Il était important d'avoir une loi qui reflète que le média le plus important en France est la radio. La RTL, appartenant à CLT, possède la majorité des parts prenantes françaises maintenant que l'agence « Salvas » n'existe plus. Ma seconde observation est sur l'égalité des chances que la femme pourrait avoir. En France, il n'y a pas de quota en aucun domaine qui concerne la femme. Le gouvernement a adopté une loi que la télévision française n'a pas pu appliquer, comme elle a inventé ses propres règlements.

## Annexe 1:

Liste des Participants à la table ronde :

Non	Organisation
EHAFAI Mustapha	FMAS
M. MCCARTHY	TANMIA
SLIMANI Amina	SNRT (tv)
SATANE Youssef	CCDH
M. CHERKI	ALYAYAT G.B
MEJDOUB Khalid	Attajdid
FATHI Aziz	SNRT
AOUAICH Abdellah	SNRT
H. Zakia	RMEDD

## Annexe 2:

### Biographie des Intervenants



#### André Azoulay

André Azoulay David est diplômé de l'Ecole Française Supérieure de Journalisme (CFJ) en 1962. Avant d'occuper son poste actuel de Conseiller de Sa Majesté le Roi du Maroc, André Azoulay a une longue carrière à la Banque Paribas à Paris (1968-1990) où, en tant que vice-président, il a couvert le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord comme ainsi que l'axe département des affaires publiques de la Banque. En tant que Conseiller de SM le Roi Hassan II à partir de 1991 à 1999, et depuis lors, de SM Mohammed VI, André Azoulay a largement contribué à la mise en œuvre des réformes économiques. Il est président du comité exécutif de la Fondation des Trois Cultures et des Trois Religions (Espagne), il est également membre fondateur de la C-100 (Forum de Davos pour le Dialogue des civilisations et des religions). En 2008, André Azoulay a été élu président de la région euro-méditerranéenne Anna Lindh Foundation et membre du Comité exécutif du Conseil Méditerranéen pour la Culture. En août 2005, il a aussi été nommé membre du «groupe de haut niveau» pour l'«Alliance des civilisations, créé par l'Organisation des Nations Unies. Il est également membre de l'Académie royale du Maroc et de l'Académie Royale d'Espagne pour les sciences économiques et financières, il a été honoré avec le titre de «commandeur dans l'Ordre de la Légion d'Honneur (France) et aussi» commandeur Dans l'Ordre du Trône «(Maroc).



#### Khalid Naciri

Khalid Naciri, que SM le Roi a nommé lundi ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, est né en 1946 à Casablanca où il a eu en 1969 une licence en droit avant de décrocher en 1970 un diplôme des études supérieures en sciences politiques. Khalid Naciri a suivi des études supérieures en droit et en science politique à Casablanca, Rabat et Paris où il a obtenu le doctorat d'Etat en droit public. Il a exercé en tant qu'avocat de 1986 à 1996. En 1976, il rejoint le corps enseignant à la faculté de droit de l'Université Hassan II à Casablanca. Khalid Naciri, membre du bureau politique du Parti du Progrès et du Socialisme depuis 1995, est aussi membre fondateur et ancien président de l'Organisation marocaine des droits humains (1990-1991).



#### Tim Morris

Tim Morris est devenu l'ambassadeur britannique au Maroc et en Mauritanie en août 2008. Ambassadeur Morris a rejoint le Foreign and Commonwealth Office en 1981 et a été affecté à Londres, de nombreuses et à l'étranger. Avant son arrivée à Rabat, M. Morris a passé trois ans à la tête des Organisations Internationales. Il a été chef de mission adjoint à l'ambassade britannique au Portugal, Conseiller pour le commerce et l'investissement à l'ambassade britannique à Tokyo, Chef adjoint du Département des Nations Unies à Londres, et Premier Secrétaire et Chef de la section politique à Madrid.



### Milica Pesic

Milica Pesic est directeur exécutif du Media Diversity Institute (Londres). Journaliste de profession, elle a indiqué, pour la télévision serbe, la BBC, Radio Free Europe, la HES Times et d'autres médias. Elle détient une maîtrise en journalisme international de la City University, London. Milica a travaillé pour la Fédération Internationale des Journalistes (Bruxelles), l'Alternative Information Network (Paris), et le Centre pour la Guerre, Paix et médias Nouvelles (New York). Elle a enseigné à l'Université de Westminster et la City University (UK), Toronto, Concordia et Carleton (Canada); Universités du Michigan et de St. Lawrence (USA). Elle est une des médias et la diversité d'experts pour le Conseil de l'Europe. Elle est également membre de l'anglais PEN, Wilton Park International Association, la FIJ, le NUJ, et le Club de Frontline.



### Jean-Michel Duffrene

Jean-Michel est un éditeur français à la BBC pour l'Afrique de service. Il a travaillé pour la BBC pendant 25 ans. À la BBC, il a travaillé pour la radio en français à l'Europe, en Afrique, en anglais aussi bien pour les «Europe Today» sur le Service mondial. En outre Jean-Michel a travaillé comme formatrice pour la radio supérieure et entrepris des ateliers de formation éditoriale au nom de la BBC World Service Trust dans un certain nombre de pays, y compris le Maroc et l'Algérie. Il était sur une mission pour l'ONU en Côte-d'Ivoire et en République démocratique du Congo pour les aider à mettre en place leurs stations de radio. Il a travaillé pour l'UER en Turquie. Il possède également une expérience de télévision présentant un programme d'affaires courantes pour EBN. Il a étudié à l'Université de Genève.



### Edouard Pellet

Edouard Pellet est né en Algérie en 1949, et a été responsable pour l'intégration à France Télévision à Paris depuis 2004. À l'issue de son diplôme en histoire, il a travaillé pour RTL en France et ont ensuite créé l'Agence française de la communication (AFC). Il a travaillé comme rédacteur en chef international pour diverses organisations, dont Radio France



### Sue Caro

Sue Caro est Senior Manager la diversité à la BBC, basé à Londres au Centre de la BBC que la diversité fait la promotion de l'entreprise et de cas de création de la diversité; interne et en externe, aux niveaux national et international. Elle interagit et collabore avec des collègues de la BBC, les leaders d'opinion externes et des groupes d'intérêt, les payeurs de la redevance, le talent et représente la BBC lors d'événements à la fois au Royaume-Uni et à l'étranger. Elle a auparavant travaillé pour tous les grands diffuseurs du Royaume-Uni - ITN, Channel 4, ITV, Sky - et dans le secteur de la production indépendante - dans la production, mise en service et la gestion rédactionnelle



## Younes M'jahed

Younes M'Jahed, journaliste et secrétaire général de l'Union marocaine de la presse (Syndicat national de la presse marocaine), est membre du comité exécutif de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) et Vice President de la Commission pour les libertés de la Fédération arabe des journalistes.



## Mohammed Omar

Mohammed Omar est le rédacteur en chef de Albawaba.com (Jordanie). Il est l'un des rares qui a osé pousser l'enveloppe. Malgré le fait que jusqu'à ce jour, les blogs les plus populaires sont en anglais, Omar stylos en arabe, en visant un public local par opposition à un caractère international. Il a commencé à recueillir des réflexions personnelles sur la société jordanienne en 2007, en commentant son trouble bipolaire, le divorce, entre autres expériences. Son approche individuelle à l'écriture sur des problèmes sociaux lui atteint plus de 3000 visites par jour, ce qui suggère que les gens ont apprécié sa franchise.



## Mags Patten

Mags est le directeur des affaires extérieures, de l'égalité et les droits de l'homme de la Commission. Elle a travaillé à la BBC et a été directeur de la publicité en chef à Channel 4 Television. Mags a été directeur des Relations publiques et médiatiques à l'Opéra national anglais avant de se joindre à l'égalité et les droits de l'homme Commission en Mars 2008. Elle supervise les médias de la Commission, le marketing, les équipes de communication numérique et internes.



## Manoubi Marouki

Manoubi est le rédacteur en chef de «La Presse» de Tunis. Il a rejoint le journal, en 1974, initialement pour un an avant de déménager à l'hebdomadaire «dialogue» et ensuite sur 'La Tunisie Economique' où il devient Secrétaire de rédaction. Il a étudié un diplôme de troisième cycle à l'Université de Belgrade et a rejoint le bureau de l'AFP en Yougoslavie. En 1981 Manoubi retourné en Tunisie pour prendre le poste de rédacteur en chef de «La Presse» - un poste qu'il a occupé jusqu'en 1993, année où il devint le rédacteur en chef.

Manoubi a rapporté sur la famine en Éthiopie, le retrait des forces israéliennes du Sinaï, les camps de réfugiés afghans au Pakistan et au Sommet arabe de Fès. Il est aussi un ancien secrétaire général de l'Association des Journalistes Tunisiens



## Frans Jennekens

Frans Jennekens a été directeur de la diversité au radiodiffuseur public néerlandais NPS (Pays-Bas Service des programmes) depuis 2008. Il est également président de Eurovision de l'UER et la diversité du Groupe. Jennekens a été initié et organisé des projets concernant la diversité dans l'entreprise depuis 2001. Il a également commandé plusieurs programmes multiculturels en prime time, la télévision néerlandaise. Certains programmes attirent beaucoup d'attention. Il a également été rédacteur en chef d'un programme quotidien de nouvelles, est un primé de radio et réalisateur de documentaires de télévision, et a étudié sciences de l'éducation à l'Université de Nijmegen



## Nick Carter

Nick a été le rédacteur en chef du Leicester Mercury pendant 15 ans jusqu'en Janvier 2009. Le Mercury Leicester, le pays le sixième plus grand journal régional, est publié par Northcliffe Media. Le journal a un tirage moyen actuel de 73.634 par jour. En 2001, après une re-conception et la relance, il a été nommé journal régional de l'Année. Nick est maintenant le premier président de la Leicester et Leicestershire société de développement économique.

## Annexe 3:

# DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

## Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

**L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme** comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

## Article 1.

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

## Article 2.

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne sera faite aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

## Article 3.

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

## Article 4.

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes

## Article 5.

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

## Article 6.

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

## Article 7.

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination

## Article 8.

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

## Article 9.

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

## Article 10.

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

## Article 11.

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

## Article 12.

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

## Article 13.

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

## Article 14.

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

## Article 15.

1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

## Article 16.

1. À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

## Article 17.

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

## Article 18.

.Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

## Article 19.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

## Article 20.

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

## .Article 21.

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

## Article 22.

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

## Article 23.

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

## Article 24.

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

## Article 25.

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

## Article 26.

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

## Article 27.

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

## Article 28.

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

## Article 29.

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.
2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.
3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

## Article 30.

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

## Annexe 4:

### LA CHARTE DE MUNICH

### Déclaration des droits et devoirs des journalistes

Cette déclaration a été rédigée et approuvée à Munich, les 24 et 25 novembre 1971. Elle a été adoptée depuis par la Fédération internationale des journalistes (FIJ), et par la plupart des syndicats de journalistes en Europe.

#### Préambule

Le droit à l'information, à la libre expression et à la critique est une des libertés fondamentales de tout être humain. De ce droit du public à connaître les faits et les opinions procède l'ensemble des devoirs et des droits des journalistes.

La responsabilité des journalistes vis-à-vis du public prime toute autre responsabilité, en particulier à l'égard de leurs employeurs et des pouvoirs publics. La mission d'information comporte nécessairement des limites que les journalistes eux-mêmes s'imposent spontanément. Tel est l'objet de la déclaration des devoirs formulée ici. Mais ces devoirs ne peuvent être effectivement respectés dans l'exercice de la profession de journaliste que si les conditions concrètes de l'indépendance et de la dignité professionnelle sont réalisées. Tel est l'objet de la déclaration des devoirs et des droits, qui suit.

#### Déclaration des devoirs

Les devoirs essentiels du journaliste, dans la recherche, la rédaction et le commentaire des événements, sont :

1. Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité.
2. Défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique.
3. Publier seulement les informations dont l'origine est connue ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et documents.
4. Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.
5. S'obliger à respecter la vie privée des personnes.
6. Rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte.
7. Garder le secret professionnel et ne pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement.

8. S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation et les accusations sans fondement ainsi que de recevoir un quelconque avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information.

9. Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste ; n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs.

10. Refuser toute pression et n'accepter de directive rédactionnelle que des responsables de la rédaction. Tout journaliste digne de ce nom se fait un devoir d'observer strictement les principes énoncés ci-dessus ; reconnaissant le droit en vigueur dans chaque pays, le journaliste n'accepte, en matière d'honneur professionnel, que la juridiction de ses pairs, à l'exclusion de toute ingérence gouvernementale ou autre.

## Déclaration des droits

1. Les journalistes revendiquent le libre accès à toutes les sources d'information et le droit d'enquêter librement sur tous les faits qui conditionnent la vie publique. Le secret des affaires publiques ou privées ne peut en ce cas être opposé au journaliste que par exception et en vertu de motifs clairement exprimés.

2. Le journaliste a le droit de refuser toute subordination qui serait contraire à la ligne générale de son entreprise, telle qu'elle est déterminée par écrit dans son contrat d'engagement, de même que toute subordination qui ne serait pas clairement impliquée par cette ligne générale.

3. Le journaliste ne peut être contraint à accomplir un acte professionnel ou à exprimer une opinion qui serait contraire à sa conviction ou à sa conscience.

4. L'équipe rédactionnelle doit être obligatoirement informée de toute décision importante de nature à affecter la vie de l'entreprise. Elle doit être au moins consultée, avant décision définitive, sur toute mesure intéressant la composition de la rédaction : embauche, licenciement, mutation et promotion de journalistes.

5. En considération de sa fonction et de ses responsabilités, le journaliste a droit non seulement au bénéfice des conventions collectives, mais aussi à un contrat personnel assurant sa sécurité matérielle et morale ainsi qu'à une rémunération correspondant au rôle social qui est le sien et suffisante pour garantir son indépendance économique.

## Annexe 5:

### ÉTUDE SUR LES MÉDIAS ET LA DIVERSITÉ EN EUROPE

L'étude sur les médias et la diversité publication 'Media4Diversity - Prendre le pouls de la diversité dans les médias » est maintenant disponible. L'étude sur les médias et la diversité a identifié plus de 150 initiatives, soit environ, les médias que la discrimination à l'encontre et de promouvoir la diversité, à travers l'Europe.

De la 150, 30 exemples sélectionnés ont été inclus dans la publication finale ainsi que les analyses et recommandations pour l'action future fondée sur la recherche. L'étude a été réalisée par le Media Diversity Institute, Internews Europe et la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), et commandé par la Commission européenne.

Aidan White, secrétaire général de la FIJ a commenté: «En période de trouble, de la tolérance peut être à prime, et c'est pourquoi la diversité dans le contenu des médias et de la pratique est un facteur crucial en favorisant la cohésion sociale et la prévention des conflits. La présente étude montre que les vieilles peurs et les mauvaises habitudes persistent, mais beaucoup a changé dans l'industrie. Les préjugés et les préjugés sont balayés du journalisme traditionnel. Il se cache toujours, et avec des effets dangereusement blesser, mais de plus en plus en marge des médias, où elle est nourrie par la politique sans scrupules ... La Fédération internationale des journalistes, comme l'Institut pour la diversité des médias et Internews Europe, est fier de mettre son nom à ce morceau de travail, qui fera une énorme contribution au débat sur la manière dont les médias jouent un rôle dans le maintien de la solidarité, en respectant la diversité et le renforcement des l'unité dans l'avenir de l'Europe. »

Dans la section I de la publication les forces motrices qui affectent la cohésion sociale, le rôle des médias dans les deux entraver et faire progresser l'agenda de la diversité sont introduits. Cette section résume également des exemples clés d'un leadership politique au niveau de l'UE. La section II de l'étude présente les objectifs et la méthodologie qui sous-tendent l'enquête, qui a conduit à la sélection des initiatives présentées dans la publication. Dans la section III, la sélection des initiatives sont classés dans leur principal domaine d'intérêt particulier (ie la zone d'activité qu'ils souhaitent renforcer, améliorer ou développer): journalisme, production, emploi, formation, partenariats et d'organisation.

Une analyse des lacunes dans les médias et la diversité arène que l'étude a découvert, un rapport sur le séminaire de Prague, et des recommandations sur la base des résultats de l'enquête, et a été validée à Prague, sont présentés dans la section IV. Les résultats, la conclusion et l'analyse sont présentés dans la section V.

Le premier des quatre principales recommandations formulées dans l'étude appelle à tous les acteurs à y voir l'occasion de nouveaux dans un environnement diversifié, et de reconnaître que d'une représentation plus équilibrée et fidèle de la diversité de l'Europe vont récolter un dividende de plus grande cohésion sociale et la sécurité, la confiance du public dans les médias, mais aussi de nouvelles voies pour les revenus à travers le journalisme et la production qui a une plus grande résonance avec son public.

La seconde recommandation souligne la nécessité de «renforcer le dialogue», à savoir encourager et participer à l'équilibre, le dialogue national sans exclusive, et européen, les plates-formes de réflexion, de débat, la coopération et les partenariats entre les décideurs, les organisations de la société civile et les organisations des médias sur le rôle des médias dans la promotion de la diversité et la lutte contre la discrimination afin d'identifier les opportunités émergentes et échanger les meilleures pratiques.

L'expression «tiers d'exhaustivité et de la reconnaissance égale de tous les domaines de discrimination. Le besoin d'outils appropriés pour la mise en objectifs, mais également les résultats de mesure sont la recommandation de suite pour tous les partenaires dans le processus social.

Pour télécharger une version PDF ou commander une copie papier cliquez sur le lien approprié ci-dessous:

Anglais

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=781&langId=en&furtherPubs=yes>

Français

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=781&langId=fr&furtherPubs=yes>

Allemand (Synthèse et recommandations uniquement)

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=781&langId=de&furtherPubs=yes>

Visitez le site Web de l'Étude à [www.media4diversity.eu](http://www.media4diversity.eu)





**Media Diversity Institute Morocco**

33 Avenue Ibn Sina, 1er étage, Ap 11, Agdal, Rabat

Phone: +212 (0) 537 77 99 89

Fax: +212 (0) 537 77 99 78

[www.media-diversity.org](http://www.media-diversity.org)



Foreign &  
Commonwealth  
Office